STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 1981-82

Québec

STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1981-82

Bureau de la statistique du Québec
Direction des statistiques économiques
SERVICE DES FINANCES, DES GOUVERNEMENTS
ET DES INSTITUTIONS À BUT NON LUCRATIF
Novembre 1983

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Statistiques financières
du gouvernement du Québec

Si vous changez d'adresse, veuillez indiquer votre nouvelle adresse dans l'espace prévu à cette fin et nous la retourner au:

Bureau de la statistique du Québec
Centre de distribution
117, rue Saint-André, 1er étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3

NOM: _____

ADRESSE: _____

_____

CODE POSTAL: _____

Edité par le Bureau de la statistique du Québec.

AVANT-PROPOS

Le Bureau de la statistique du Québec présente, pour une onzième année, sa publication *Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1981-82*. Elle cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur l'administration publique provinciale, tout en gardant une certaine continuité au cours des années.

En première partie, elle présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif du Québec suivi par les Comptes publics. Elle comprend une analyse de l'évolution des finances du gouvernement provincial pour les dix dernières années, en la mettant en parallèle avec la croissance des principaux indicateurs économiques et avec le développement des finances des administrations locales. Cette analyse est complétée par la présentation des dépenses courantes des ministères ainsi que de leurs dépenses en immobilisations. Cette partie présente aussi les états financiers du gouvernement du Québec et des statistiques administratives détaillées, pour l'exercice financier 1981-82, comparativement à celles de l'année précédente.

Dans la deuxième partie de cette publication, le concept d'administration provinciale est élargi et englobe à la fois les ministères et les fonds spéciaux. On dépasse donc ici, le cadre des Comptes publics, qui n'incluent qu'un certain nombre de fonds spéciaux. Les statistiques sont présentées selon deux systèmes: le système statistique de gestion financière et le système des comptes nationaux (version abrégée). Ces statistiques seront très utiles à ceux qui veulent établir des comparaisons avec les autres provinces.

En plus des deux grandes parties, elle comprend trois annexes où sont présentées les notes explicatives se rapportant aux tableaux de la première partie, les notes méthodologiques de la seconde partie et

les arrangements fiscaux entre le gouvernement du Québec et celui du Canada au cours de la période 1971-72 à 1981-82.

Tout en gardant la continuité des séries statistiques publiées, la prochaine édition de cette publication sera révisée. Nous tenterons de la rapprocher davantage des besoins d'information des utilisateurs, d'apporter plus de rigueur dans l'application des concepts statistiques utilisés et d'améliorer sa présentation générale. A cette fin, nous invitons le lecteur à nous faire part de tout commentaire susceptible de nous informer de ses attentes.

Nous tenons à remercier particulièrement le ministère des Finances du Québec dont la collaboration a rendu possible la réalisation de cette publication qui a été préparée par le Service des finances, des gouvernements et des institutions à but non lucratif.

DIRECTION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS..... 5

SIGNES CONVENTIONNELS UTILISES..... 12

PARTIE I STATISTIQUES FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC: 1972-73 à 1981-82..... 13

1. EVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC, 1972-73 à 1981-82..... 15

1.1 Finances du gouvernement du Québec, 1972-73 à 1981-82..... 15
1.2 Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise..... 16
1.3 Comparaison entre le gouvernement provincial et les gouvernements locaux..... 18
1.4 Les dépenses des principaux ministères..... 22
1.5 La dette publique..... 24

2. FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1981-82..... 26

2.1 Revenus..... 26
2.2 Dépenses..... 27
2.3 Actif et passif..... 29
2.4 Financement..... 30

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE I..... 8

LISTE DES GRAPHIQUES DE LA PARTIE I..... 9

PARTIE II STATISTIQUES FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE DU QUEBEC, 1981-82..... 61

1. LES REVENUS GENERAUX BRUTS ET LES DEPENSES GENERALES BRUTES EN 1980-81 ET 1981-82..... 63

2. ACTIF FINANCIER ET PASSIF DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE EN 1980-81 et 1981-82..... 69

3. PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1981-82..... 70

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE II..... 10

LISTE DES GRAPHIQUES DE LA PARTIE II..... 11

ANNEXE I NOTES EXPLICATIVES SE RAPPORTANT AUX TABLEAUX DE LA PARTIE I.....109

ANNEXE II NOTES METHODOLOGIQUES SE RAPPORTANT A LA PARTIE II.....121

ANNEXE III ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC ET CELUI DU CANADA AU COURS DE LA PERIODE 1966-67 A 1981-82.....137

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE I

1.1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82. 35

1.2 Finances du gouvernement par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 36

1.3 Revenus bruts du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 38

1.4 Dépenses brutes du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 39

1.5 Dette à long terme du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 40

1.6 Dépenses brutes du gouvernement, par ministère et par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 41

1.7 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement, par exercice financier, 1972-73 à 1981-82..... 42

1.8 Indice des dépenses brutes du gouvernement, par ministère et par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 43

1.9 Dépenses en immobilisations du gouvernement, par ministère et par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 44

1.10 Part relative des ministères dans les dépenses en immobilisations du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 45

1.11 Opérations de la dette du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 46

1.12 Emprunts à long terme du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 47

1.13 Sommaire comparatif des revenus bruts du gouvernement, par catégorie et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 48

1.14 Sommaire comparatif des dépenses brutes du gouvernement, par mission et domaine et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 50

1.15 Sommaire comparatif des dépenses brutes du gouvernement, par catégorie et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 51

1.16 Etat de l'actif et du passif du gouvernement au 31 mars, Québec, 1981 et 1982..... 52

1.17 Financement du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 54

1.18 Dette du gouvernement, au 31 mars, Québec, 1981 et 1982..... 55

1.19 Les émissions d'obligations du gouvernement, selon la monnaie, par trimestre et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 56

1.20 Dette obligataire du gouvernement du Québec, au 31 mars 1982 selon l'année d'échéance, le taux d'intérêt moyen pondéré et le type de monnaie..... 57

1.21 Emprunts garantis par le gouvernement, au 31 mars, Québec, 1981 et 1982..... 58

1.22 Emprunts garantis par le gouvernement, selon le bénéficiaire, par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 59

1.23 Engagements financiers du gouvernement du Québec au 31 mars 1982..... 60

GRAPHIQUES DE LA PARTIE I

1.1 Revenus bruts et dépenses brutes du gouvernement, en dollars courants et en dollars de 1971, Québec, 1972-73 à 1981-82.... 17

1.2 Pourcentage des dépenses brutes du gouvernement par rapport au PIB, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 19

1.3 Pourcentage des dépenses en immobilisations du gouvernement par rapport aux investissements publics et aux investissements totaux, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 19

1.4 Revenus bruts du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 21

1.5 Dépenses brutes du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 23

1.6 Dette à long terme du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1972-73 à 1981-82..... 25

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE II

2.1 Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82..... 74

2.2 Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1980-81..... 78

2.3 Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1981-82..... 82

2.4 Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1980-81..... 85

2.5 Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la nature économique, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 88

2.6 Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 88

2.7 Réconciliation des revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, avec les Comptes publics, Québec, 1981-82..... 89

2.8 Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la nature économique, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 90

2.9 Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 90

2.10 Réconciliation des dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, avec les Comptes publics, Québec, 1981-82..... 91

2.11 Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 92

2.12 Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 95

2.13 Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction, en pourcentage et per capita, Québec, 1980-81 et 1981-82..... 98

2.14 Bilan de l'administration publique provinciale des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1980-81 et 1981-82.....101

2.15 Provenance et utilisation des fonds, des ministères, des fonds spéciaux et de l'administration publique provinciale, Québec, 1981-82.....107

GRAPHIQUES DE LA PARTIE II

2.1 Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82..... 65

2.2 Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la nature économique et la fonction, Québec, 1981-82..... 67

SIGNES CONVENTIONNELS UTILISES

-	néant
--	nombre infime
r	données révisées

Pour tout renseignement additionnel concernant cette publication, le lecteur peut communiquer à Québec avec M. Alain Auger, (418) 643-5020, à l'adresse suivante:

Service des finances, des gouvernements
et des institutions à but non lucratif
Direction des statistiques économiques
Bureau de la statistique du Québec
117, rue St-André, 4e étage
QUEBEC, Qc
G1K 3Y3

PARTIE I

STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1972-73 À 1981-82

PARTIE I STATISTIQUES FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC: 1972-73 A 1981-82

Cette première partie de la publication présente un aperçu général de l'évolution des finances du gouvernement du Québec, pour la période de 10 ans allant de 1972-73 à 1981-82. Dans certains cas, les statistiques relatives aux finances du gouvernement du Québec sont comparées aux principaux indicateurs économiques du Québec ainsi qu'à certaines données relatives aux finances des administrations locales, soit les municipalités et les commissions scolaires.

Elle présente également de façon détaillée les données relatives aux revenus et dépenses, au bilan, au financement et à la dette du gouvernement du Québec, pour les années 1980-81 et 1981-82.

1. EVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC DE 1972-73 A 1981-82

1.1 FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC, 1972-73 A 1981-82

Au cours de la décennie 1972-73 à 1981-82, les revenus du gouvernement provincial passent de 4 732 487 000 $ à 17 471 574 000 $, ce qui représente une hausse globale de 269,18%. Cette augmentation se traduit par un taux de croissance annuel composé de 15,6%. Exprimé en dollars constants de 1971, la hausse globale des revenus est de 51,8% pour l'ensemble de la période, ce qui représente un taux d'accroissement annuel composé de 4,7%. La croissance économique conjuguée à une augmentation du fardeau fiscal sont à l'origine de cette hausse des revenus.

Durant cette même période, les dépenses du gouvernement provincial augmentent de façon plus importante. Elles connaissent une augmentation globale de 302,8% et un taux de croissance annuel composé de 16,7%, passant de 5 055 108 000 $ à 20 359 807 000 $. Converti en dollars constants de 1971, la hausse globale des dépenses est de 65,6% tandis que le taux de croissance annuel composé atteint 5,8%.

Par ailleurs, les déficits budgétaires et autres besoins de financement des dix dernières années font croître la dette à long terme de 295,9% en dollars courants et de 62,8% en dollars constants de 1971. Elle passe respectivement de 3 240 006 000 $ à 12 826 169 000 $ et de 3 091 609 000 $ à 5 031 843 000 $. Le taux de croissance annuel composé est de 16,5% en dollars courants et de 5,6% en dollars constants.

1.2 LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL DANS L'ECONOMIE QUEBECOISE

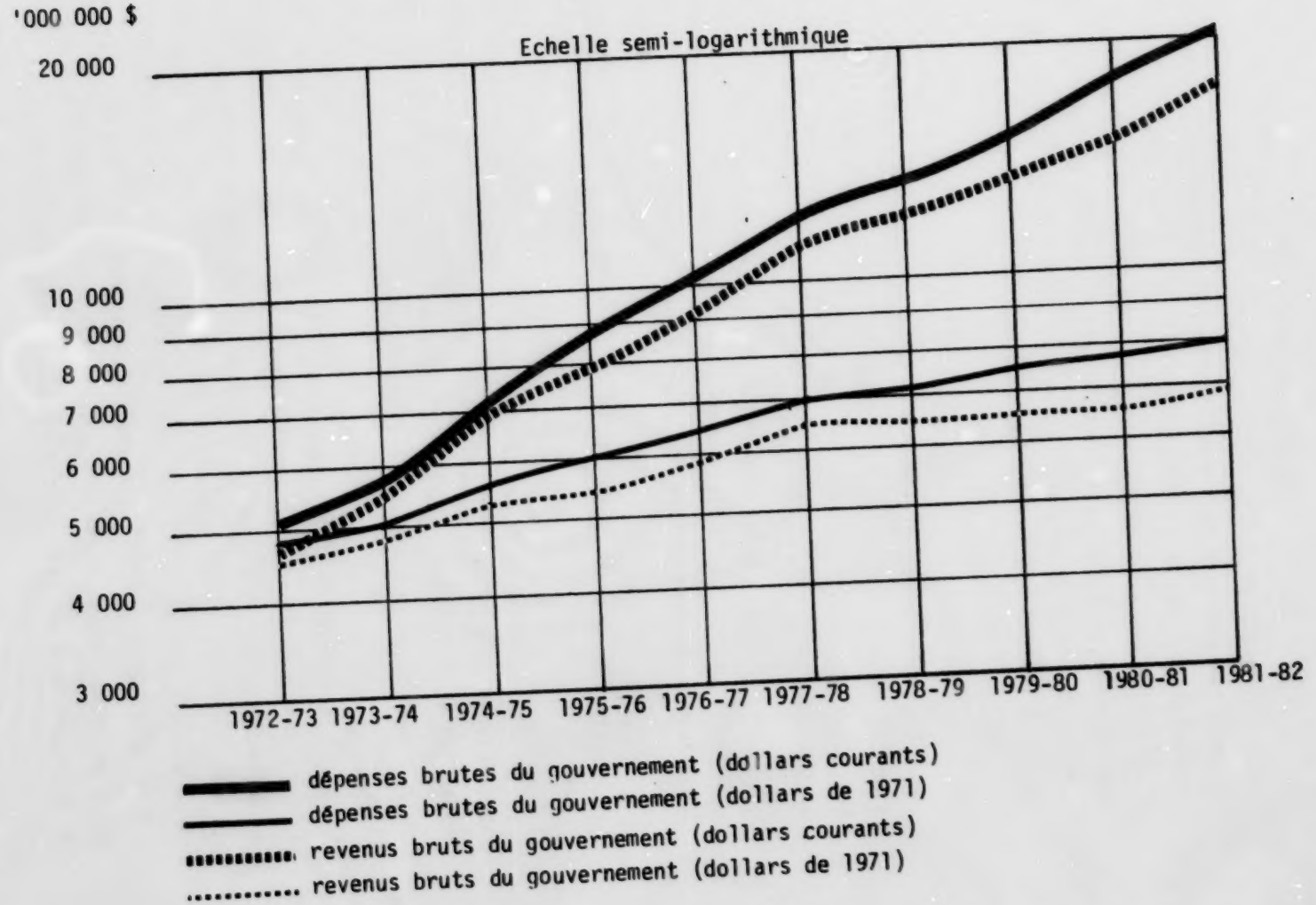
L'analyse des données statistiques des dix dernières années démontre l'importance grandissante du gouvernement provincial dans l'économie québécoise. Les revenus bruts du gouvernement représentent 25,5% du revenu personnel au Québec en 1981-82 comparativement à 22,7% en 1972-73. De même, au début de la décennie étudiée, les dépenses du gouvernement représentent 19,3% du produit intérieur brut du Québec tandis qu'elles s'élèvent à 26,7% en 1981-82

On remarque que les traitements et salaires payés directement par le gouvernement du Québec aux employés de la Fonction publique représentent 4,1% en 1972-73 contre 4,5% en 1981-82, de l'ensemble des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec. Cette hausse s'explique, en partie, par la croissance du nombre d'emplois au sein de la Fonction publique québécoise qui passe de 43 530 à 63 401 durant la période étudiée.[1]

---

1 Ministère de la Fonction publique, Direction générale des systèmes d'information de gestion.

Graphique 1.1
Revenus bruts et dépenses brutes du gouvernement, en dollars courants et en dollars de 1971,
Québec, 1972-73 à 1981-82



Par contre, l'importance des dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec décline au cours des dix dernières années. La part des dépenses en immobilisations du gouvernement dans les investissements totaux au Québec se chiffre à 8,4% en 1972-73 pour n'atteindre que 3,7% en 1981-82. La même tendance se produit face aux dépenses en immobilisations du secteur public québécois alors que les dépenses en immobilisations du gouvernement en représentent 25,4% en 1972-73 contre 10,0% en 1981-82.

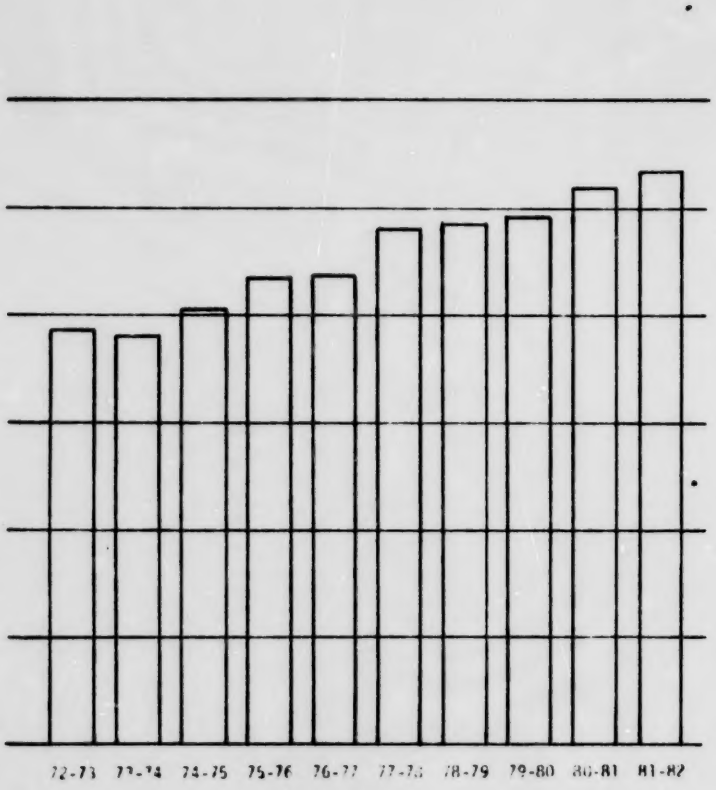
Par ailleurs, l'importance relative de la dette à long terme du gouvernement provincial peut être considérée en rapport avec les revenus perçus par le gouvernement au cours de l'année suivante. De 1972-73 à 1977-78, ce rapport se maintient au dessous de 60% pour atteindre ou dépasser ce pourcentage au cours des exercices subséquents. Cette situation est la conséquence de l'accroissement des déficits budgétaires et autres besoins de financement du gouvernement du Québec lors des plus récentes périodes.

1.3 COMPARAISON ENTRE LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL ET LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

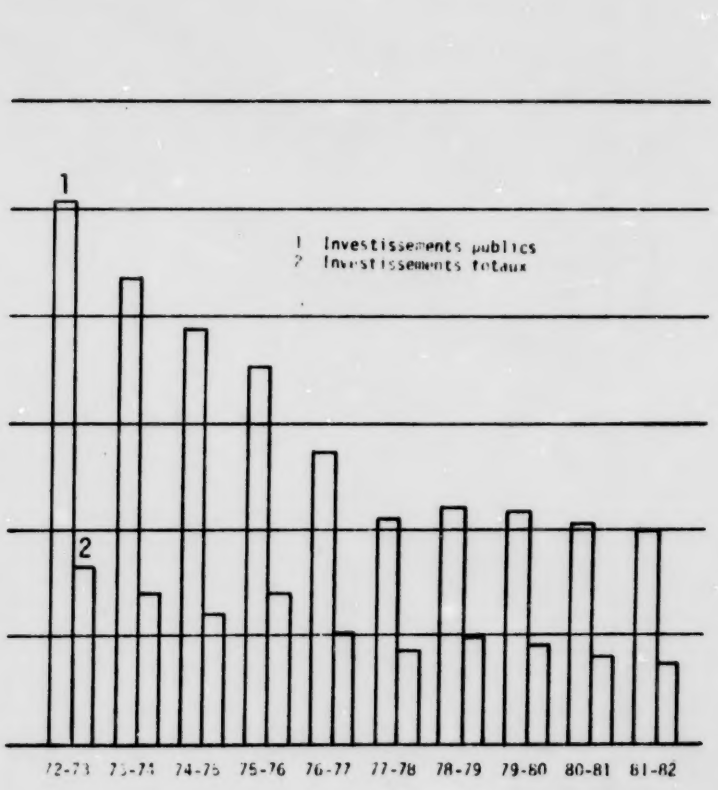
Les finances du gouvernement du Québec et les finances des administrations publiques locales sont étroitement liées. Les municipalités et les commissions scolaires constituent les deux principales composantes des administrations locales.

Les revenus bruts des municipalités et des commissions scolaires, dont une bonne partie provient de subventions du gouvernement du Québec, croissent à un rythme presque similaire aux revenus du gouvernement (15,6%). Les municipalités connaissent un taux de croissance annuel composé de 15,0%, leurs revenus passant de 1 049 126 000 $ à 3 701 474 000 $ de 1972-73 à 1981-82. Durant cette période, les revenus des commissions scolaires passent de 1 470 200 000 $ à 4 215 965 000$, ce qui représente un taux de croissance annuel composé de 12,4%

Graphique 1.2
Pourcentage des dépenses brutes du gouvernement par rapport au PIB, Québec, 1972-73 à 1981-82



Graphique 1.3
Pourcentage des dépenses en immobilisations du gouvernement par rapport aux investissements publics et aux investissements totaux, Québec, 1972-73 à 1981-82



Sur une base per capita, les revenus du gouvernement du Québec sont de 2 714 $, ceux des municipalités de 575 $ et ceux des commissions scolaires de 655 $. En 1972-73, ces montants s'élevaient respectivement à 781 $, 173 $ et 243 $.

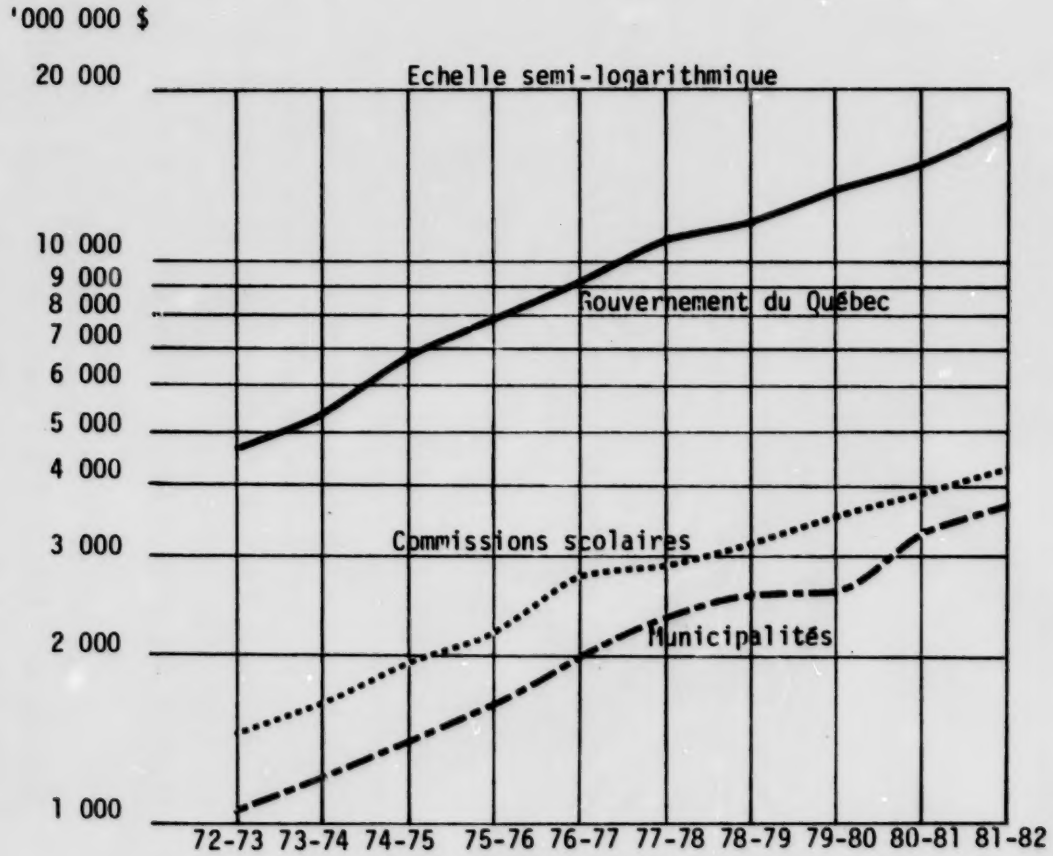
Au niveau des dépenses brutes, il faut d'abord mentionner la principale différence qui existe dans la comptabilité des différents gouvernements. Les dépenses de capital sont incluses dans les dépenses courantes du gouvernement provincial tandis qu'elles ne le sont pas dans celles des municipalités et des commissions scolaires.

De 1972-73 à 1981-82, le taux de croissance annuel composé des dépenses des municipalités est légèrement inférieur à celui des revenus, soit 14,5%. Ces dépenses croissent, au cours de la période, de 1 045 603 000 $ à 3 539 929 000 $. Du côté des commissions scolaires, leurs dépenses passent durant ce laps de temps de 1 475 500 000 $ à 4 305 465 000 $, ce qui constitue un taux de croissance annuel composé de 12,6%, 0,2% de plus que leur taux de croissance des revenus. Rappelons que pour cette période, le taux de croissance annuel composé des dépenses du gouvernement est de 16,7%.

Per capita, les dépenses du gouvernement du Québec pour l'exercice financier 1981-82 sont de 3 162 $, celles des municipalités de 550 $ et celles des commissions scolaires de 669 $ tandis qu'elles sont respectivement de 834 $, 173 $ et 244 $ pour 1972-73.

Par ailleurs, la dette à long terme progresse à un rythme beaucoup plus lent au niveau des administrations locales qu'au niveau du gouvernement provincial. Alors que le taux de croissance annuel composé de la dette à long terme du gouvernement pour la période 1972-73 à 1981-82 est de 16,5%, celui des municipalités est de 8,0% et celui des commissions scolaires de 4,6%. De ce côté, la réforme sur la fiscalité scolaire occasionne une baisse graduelle de la dette à long terme depuis 1979-80. De 1972-73 à 1981-82, la dette à long

Graphique 1.4
Revenus bruts du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1972-73 à 1981-82



terme des commissions scolaires passe de 931 475 000 $ à 1 400 000 000 $, après s'être élevée à 1 516 923 000 $ en 1979-80. La dette à long terme des municipalités augmente de 2 505 532 000 $ à 5 025 248 000 $ durant cette période.

La dette per capita des différents gouvernements se répartit comme suit, respectivement pour 1972-73 et 1981-82: 535 $ et 1992 $ pour le gouvernement provincial, 414 $ et 781 $ pour les municipalités et 154 $ et 217 $ pour les commissions scolaires.

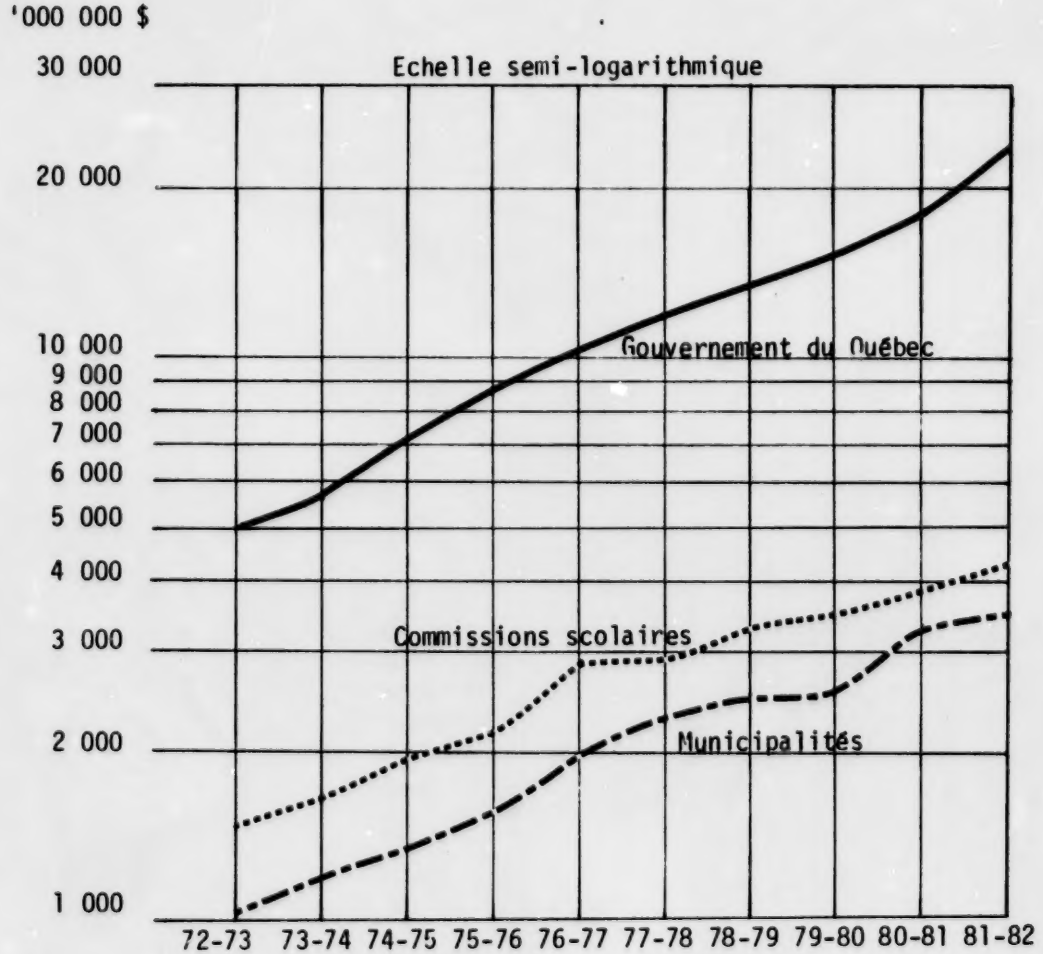
1.4 LES DEPENSES DES PRINCIPAUX MINISTERES

Durant la période étudiée, à l'exception du ministère du Revenu, les dépenses de tous les ministères enregistrent des hausses importantes. Cependant, l'importance des augmentations varie d'un ministère à l'autre en fonction des responsabilités, des charges administratives ainsi que de la réalisation des objectifs gouvernementaux. Par conséquent, l'importance relative des dépenses des ministères varie selon les années.

Le 1er mai 1981, le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu s'est vu transférer la gestion des régimes de compensation du revenu du ministère des Affaires sociales. De ce fait, le ministère des Affaires sociales connait une baisse importante de sa part relative face aux autres ministères. Ses dépenses de 4 759 535 000 $ en 1981-82 constituent 23,4% des dépenses totales du gouvernement du Québec comparativement à 35,8% en 1972-73, ce qui relègue le ministère des Affaires sociales au deuxième rang.

Le ministère de l'Education occupe le premier rang avec des dépenses de 5 914 117 000 $ pour 1981-82. Au cours de la période, sa part relative a fluctué entre 26,0% et 29,8%, pour atteindre 29,0% en 1981-82. Comme la majorité des dépenses de ce ministère sont des

Graphique 1.5
Dépenses brutes du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1972-73 à 1981-82



transferts aux institutions d'éducation et servent à payer les salaires des enseignants, leurs variations suivent, en partie, les périodes de négociation des conventions collectives.

Avec des dépenses de 1 713 852 000 $ et une part relative de 8,4% en 1981-82, le ministère des Finances se situe au troisième rang. De ce total des dépenses, 98,1%, soit 1 681 486 000 $, sont affectées au Service de la dette. Comme les dépenses du ministère des Finances croissent plus rapidement que celles de l'ensemble du gouvernement, sa part relative augmente de 2,5% durant la période étudiée.

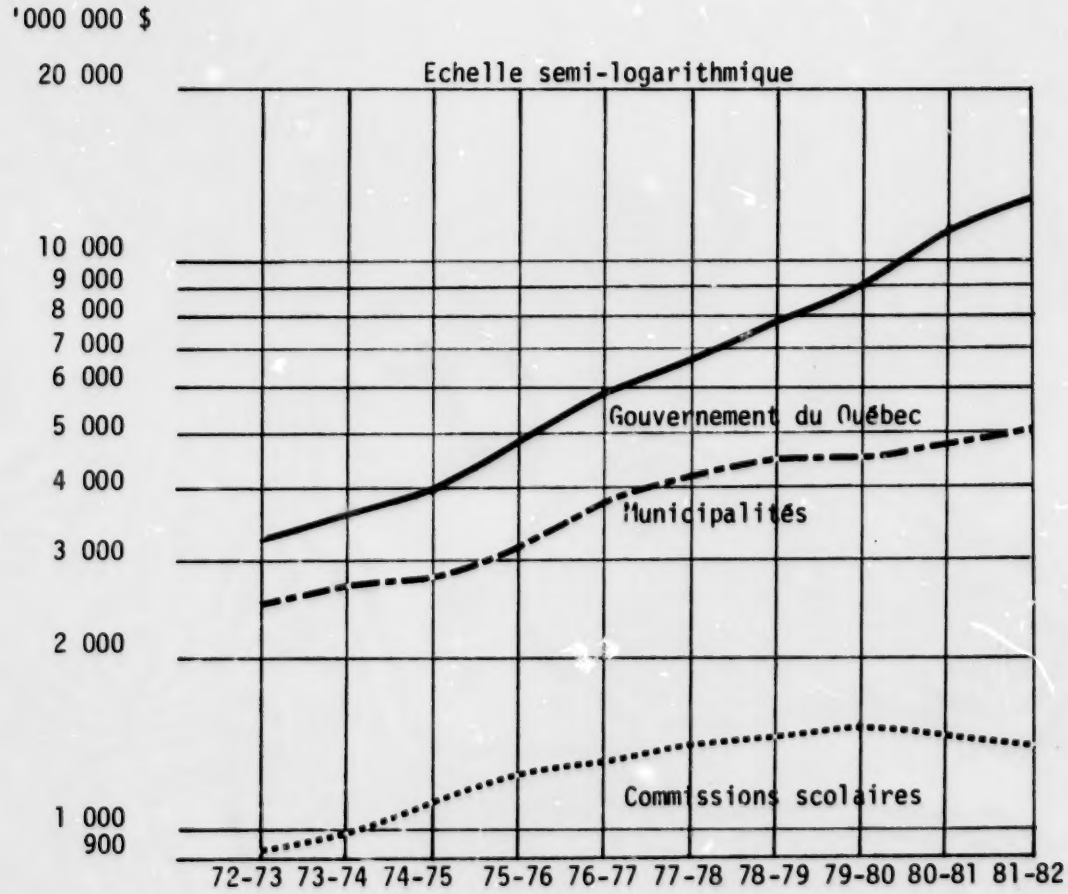
Le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu occupe le quatrième rang avec des dépenses de 1 557 930 000 $. A cause du transfert de la gestion des régimes de compensation du revenu du ministère des Affaires sociales en 1981, la part relative de ce ministère passe de 0,5% en 1972-73 à 7,7% en 1981-82.

Enfin, malgré qu'il effectue la majeure partie des dépenses en immobilisations du gouvernement, soit 79,2%, le ministère des Transports occupe le cinquième rang du total des dépenses en 1981-82. Sa part relative n'est que de 6,7% alors qu'elle était de 11,6% en 1972-73. Ce ralentissement dans la croissance des dépenses s'explique en partie par la faible augmentation des dépenses dans le réseau routier.

1.5 LA DETTE PUBLIQUE

Durant la décennie étudiée, la dette publique affiche une tendance générale à la hausse. L'augmentation de la dette du gouvernement qui était de 389 523 000 $ en 1972-73, s'élève à 1 941 515 000 $ en 1981-82, de sorte que la dette publique passe de 3 309 206 000 $ à 13 836 169 000 $. Cependant, les besoins financiers ont baissé en 1981-82 par rapport à 1980-81 passant de 2 771 709 000 $ à 1 941 515 000 $. Cette diminution pour 1981-82 s'explique en grande partie par les remboursements d'emprunts qui s'élèvent à 957 006 000 $, comparativement à 526 707 000 $ en 1980-81.

Graphique 1.6
Dette à long terme du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1972-73 à 1981-82



Par ailleurs, les nouveaux emprunts à long terme sont moins importants en 1981-82, soit 2 331 612 000 $ comparativement à 3 097 864 000 $ en 1980-81. Ils étaient de 517 440 000 $ lors de l'année financière 1972-73.

2. FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1981-82

Les revenus du gouvernement du Québec totalisent 17 471 574 000 $ en 1981-82 ce qui représente une augmentation de 19,0% par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, ses dépenses connaissent une hausse de 16,0%, et atteignent 20 359 807 000 $ en 1981-82. Enfin, le déficit des opérations budgétaires atteint 2 888 233 000 $ et est lié étroitement aux nouveaux emprunts qui, pour l'exercice financier 1981-82 s'élèvent à 2 951 612 000 $.

2.1 REVENUS

Au cours de l'année 1981-82, les revenus du gouvernement du Québec sont constitués à 73,8% de revenus autonomes et à 26,2% de transferts du gouvernement fédéral. Les impôts sur les revenus et sur les biens constituent la principale catégorie de revenus autonomes, soit 8 376 403 000 $ ou 47,9% du total des revenus, comparativement à 6 871 011 000 $ ou 46,8% en 1980-81. De ce montant, l'impôt sur le revenu des particuliers représente la principale sous-catégorie avec 6 053 121 000 $, 13,9% de plus qu'en 1980-81. Par contre, la plus forte hausse est enregistrée au niveau des contributions des employeurs au Fonds des services de santé, soit 111,8%, attribuable à la hausse de cette contribution de 1,5% à 3%.

La seconde catégorie de revenus en importance regroupe les taxes à la consommation, soit 3 142 584 000 % ou 18,0% du total des

revenus du gouvernement, comparativement à 2 633 873 000 $ ou 17,9% en 1980-81. Dans cette catégorie, la taxe de vente au détail est la plus importante, avec un total de 1 771 300 000 $, 4,8% de plus que l'année précédente. Le montant relatif à la taxe sur les carburants, qui est passé de 20% à 40% le 18 novembre 1981, connaît la plus importante hausse de 1980-81 à 1981-82, soit 67,8%, tandis que les revenus provenant de la taxe sur le tabac augmentent de 27,5%.

Les autres catégories de revenus autonomes sont les droits et permis avec un montant de 515 954 000 $ ou 3,0% du total des revenus du gouvernement, les revenus divers avec 483 255 000 $ ou 2,7% comme part relative et les transferts des sociétés d'état, 381 900 000 $ ou 2,2% de l'ensemble des revenus du gouvernement.

Par ailleurs, de 1980-81 à 1981-82, les transferts du gouvernement du Canada augmentent de 15,1%, passant de 3 971 718 000 $ à 4 571 478 000 $. Le montant relatif à la péréquation, qui constitue la plus importante sous-catégorie des revenus, connaît la hausse la plus importante, soit 25,5%, passant de 1 847 169 000 $ à 2 317 823 000 $. Les contributions aux programmes de bien-être subissent aussi une hausse importante de 1980-81 à 1981-82, soit 13,1%.

2.2 DEPENSES

Les dépenses du gouvernement du Québec augmentent de 16,0% en 1981-82 atteignant la somme de 20 359 807 000 $. L'analyse des dépenses selon les missions du gouvernement démontre que la mission sociale demeure la plus importante avec des dépenses de 7 583 968 000 $, ce qui constitue une progression de 14,5% par rapport à l'exercice précédent. Ce montant représente 37,3% des dépenses totales du gouvernement. Le domaine de la santé et de l'adaptation sociale est le plus important à l'intérieur de cette mission, avec des dépenses de 5 839 956 000 $, 14,7% de plus qu'en 1980-81.

La mission éducative et culturelle, deuxième en importance, voit sa part relative demeurer la même de 1980-81 à 1981-82, soit 33,2%. Les dépenses pour cette mission sont de 6 769 817 000 $, ce qui représente 16,3% de plus qu'en 1980-81. A lui seul, le domaine de l'éducation accapare avec 6 484 611 000 $ l'essentiel des dépenses attribuées à cette mission et affiche un taux de croissance de 16,8% par rapport à 1980-81.

La troisième en importance est la mission gouvernementale et administrative avec des dépenses de 3 805 380 000 $ ce qui constitue 22,8% de plus que l'année précédente. La part relative de cette mission est de 18,7%. Le plus important domaine, la gestion administrative centrale, connait la hausse la plus importante de 1980-81 à 1981-82, soit 27,7%, passant de 2 118 790 000 $ à 2 706 549 000 $. Cette croissance s'explique par la hausse du Service de la dette qui atteint 1 681 486 000 $ en 1981-82 comparativement à 1 221 902 000 $ en 1980-81.

Enfin, les dépenses de la mission économique sont de 2 200 642 000 $ en 1981-82 et elles croissent de 9,0% comparativement à 1980-81. Sa part relative est de 10,8%. Le domaine du transport est le plus important de cette mission avec des dépenses de 1 119 738 000 $, 7,9% de plus qu'en 1980-81, alors que le domaine des ressources naturelles et des industries primaires augmente de 14,3% en 1981-82, pour atteindre un montant de 783 050 000 $.

Par ailleurs, l'analyse des dépenses selon les catégories nous indique que les dépenses de transferts comptent pour 75,1% des dépenses totales du gouvernement, soit 15 297 156 000 $, ce qui constitue 15,8% de plus qu'en 1980-81. Les dépenses en traitements, salaires et allocations sont de 1 830 306 000 $. Leur augmentation par rapport à 1980-81 est de 16,1% et ces dépenses représentent 9,0% des dépenses totales du gouvernement.

Les dépenses pour le Service de la dette augmentent de 37,6% en 1981-82, atteignant 1 681 486 000 $, ce qui représente 8,3% des dépenses totales du gouvernement. Enfin, la part relative des neuf autres catégories demeure inférieure à 2,0%.

2.3 ACTIF ET PASSIF

Durant l'exercice financier 1981-82, l'actif du gouvernement provincial a augmenté de 115,0% passant de 3 992 550 000 $ à 8 585 648 000 $. Cette hausse s'explique par la Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec, sanctionnée et entrée en vigueur le 19 décembre 1981, qui stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Le compte de placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a ainsi augmenté de 4 374,1 millions, ce qui contribue à réduire la dette nette. Elle passe de 12 059 002 000 $ à 10 652 655 000 $, ce qui constitue une baisse de 11,6%. Par ailleurs, le passif subit une hausse de 19,8%, allant de 16 051 552 000 $ en 1980-81 à 19 238 303 000 $ en 1981-82.

Le meilleur équilibre est atteint par le bilan à court terme, avec un actif de 1 882 603 000 $ contre un passif de 1 974 340 000 $. Du côté de l'actif, on peut remarquer la hausse de 26,8% des comptes à recevoir ainsi que la baisse de 86,3% des espèces en banques. Pour ce qui est du passif, on peut noter la hausse de 22,3% des comptes à payer qui passent de 822 962 000 $ à 1 006 171 000 $.

Par ailleurs, la situation à long terme, malgré une amélioration suite à la hausse du compte des placements dans les entreprises du gouvernement du Québec, laisse voir un écart important. Au cours de l'année, les comptes de régimes de retraite sont déficitaires de 1 007 310 000 $ et atteignent 3 247 794 000 $, en hausse de 41,6% par rapport à 1980-81. La dette publique atteint 13 836 169 000 $, ce qui constitue une hausse de 16,3%. Du côté

de l'actif, les placements augmentent de 200,5%, passant de 2 330 082 000 $ à 6 700 835 000 $ tandis que les autres éléments de l'actif demeurent relativement marginales soit 2 210 000 $ au total.

2.4 FINANCEMENT

Le gouvernement du Québec doit financer trois types d'opération: les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts.

Pour l'exercice financier 1981-82, les opérations budgétaires se soldent par un déficit de 2 888 233 000 $ comparativement à 2 877 354 000 $ pour 1980-81.

Les opérations non budgétaires produisent un surplus de 738 815 000 $ comparativement à 561 790 000 $ lors de l'année précédente. Ils se composent principalement des comptes de régimes de retraite qui apportent un surplus de 1 007 310 000 $. Les placements occasionnent un déboursé de 98 640 000 $ destiné principalement aux entreprises provinciales tandis que les autres comptes entraînent un déboursé de 169 855 000 $.

Enfin, les remboursements d'emprunts incluant les contributions au fonds d'amortissement se chiffrent à 1 010 097 000 $ comparativement à 581 155 000 $ en 1980-81. Ils sont attribués en grande partie au remboursement des obligations, soit 954 964 000 $.

Le déficit total de ces trois opérations s'élève à 3 159 515 000 $ et il est financé par la variation de l'encaisse pour un montant de 207 903 000 $ et par les nouveaux emprunts pour un montant de 2 951 612 000 $.

Ces nouveaux emprunts sont composés principalement d'émissions d'obligations à long terme en monnaie canadienne, soit 1 412 991 000 $, tandis que les émissions d'obligations en monnaies étrangères sont de 918 622 000 $ dont 445 736 000 $ en monnaies américaines. L'augmentation du solde des bons du trésor est de 620 000 000 $.

Finalement, la dette à long terme du gouvernement du Québec au 31 mars 1982 est de 13 836 169 000 $. Les émissions d'obligations en monnaies canadiennes sont de 7 919 194 000 $, celles en monnaies américaines à 1 255 281 000 $ et celles en d'autres monnaies atteignent 983 152 000 $. Le solde des bons du trésor est de 1 010 000 000 $ et les autres emprunts totalisent 2 780 074 000 $ dont 975 915 000 $ en obligations d'épargne du Québec.

TABLEAUX STATISTIQUES
DE LA
PARTIE I

Tableau 1.1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1971[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
			'000$			
1972-73	4 732 487	5 055 108	3 240 006	4 515 732	4 823 576	3 091 609
1973-74	5 440 358	5 698 086	3 604 840	4 797 494	5 024 767	3 178 871
1974-75	6 921 507	7 028 610	3 914 044	5 348 924	5 570 796	3 024 764[r]
1975-76	7 917 716	8 791 122	4 864 268	5 445 472	6 046 164	3 345 439
1976-77	9 217 265	10 208 430	5 961 964	5 807 980	6 432 533	3 756 751
1977-78	11 168 275	12 052 406	6 764 641	6 478 118[r]	6 990 955[r]	3 923 806[r]
1978-79	11 923 545	13 398 032	7 979 985	6 383 054[r]	7 172 394[r]	4 271 941[r]
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	6 513 299[r]	7 402 447[r]	4 399 386[r]
1980-81	14 681 392[r]	17 558 746[r]	11 504 654	6 464 726[r]	7 731 724[r]	5 065 898[r]
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	6 854 286	7 987 370	5 031 843

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Sources: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1980-81.*

Tableau 1.2
Finances du gouvernement par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1972-73 à 1981-82

Description	Unités	1972-73[4]	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
1. Revenus bruts du gouvernement du Québec	'000 $	4 732 487	5 440 358	6 921 507	7 917 716	9 217 265	11 168 275	11 923 545	13 306 670	14 681 392	17 471 574
2. Revenu personnel au Québec	'000 $	20 823 000	24 067 000	28 980 000	33 801 000	39 304 000	43 037 000	47 438 000[r]	52 665 000[r]	59 421 000[r]	68 637 000
3. Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel	%	22,7	22,6	23,9	23,4	23,5	25,9	25,1[r]	25,3[r]	24,7[r]	25,5
4. Dépenses brutes du gouvernement du Québec	'000 $	5 055 108	5 698 086	7 208 610	8 791 122	10 208 430	12 052 406	13 398 032	15 123 200	17 558 746[r]	20 359 807
5. P.I.B. du Québec (au prix du marché)	'000 $	26 258 000	30 006 000	35 695 000	40 761 000	46 820 000	50 383 000	55 270 000[r]	61 761 000[r]	67 792 000[r]	76 266 000
6. Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B.	%	19,3	19,0	20,2	21,6	21,8	23,9	24,2[r]	24,5[r]	25,9[r]	26,7
7. Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec	'000 $	404 700	409 900	455 400	648 100	499 800	472 600	529 100	543 000	518 400	514 200
8. Investissements totaux au Québec	'000 $	4 824 300	5 826 500	7 398 200	9 170 400	9 813 000	10 702 300	10 793 900	11 854 200	12 818 900	13 739 200
9. Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec en pourcentage des investissements totaux au Québec	%	8,4	7,0	6,2	7,1	5,1	4,4	4,9	4,6	4,0	3,7
10. Dépenses en immobilisations du secteur public au Québec	'000 $	1 594 300	1 874 400	2 329 800	3 653 400	3 639 600	4 457 500	4 729 400	4 921 300	5 032 700	5 123 300
11. Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec en pourcentage des dépenses en immobilisations du secteur public au Québec	%	25,4	21,9	19,5	17,7	13,7	10,6	11,2	11,0	10,3	10,0
12. Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec	'000 $	550 221	638 367	847 803	961 320	1 122 283	1 266 443	1 309 480	1 561 362	1 805 777	2 029 754

Tableau 1.2 (suite)
Finances du gouvernement par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1972-73 à 1981-82

Description	Unités	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
13. Salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec	'000 $	13 469 000	16 741 000	20 258 000	23 491 000	27 182 000	29 487 000	32 217 000[r]	35 624 000[r]	40 223 000[r]	45 182 000
14. Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec	%	4,1[r]	3,8	4,2	4,1	4,1	4,3	4,1	4,4	4,5	4,5
15. Dette à long terme du gouvernement du Québec	'000 $	3 240 006	3 604 840	3 914 044	4 864 268	5 961 964	6 764 641	7 979 985	8 987 945	11 504 654	12 826 169
16. Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec[5]	%	59,5	52,1	49,4	52,8	53,4	56,7	60,0	61,1	65,8[r]	65,2

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Sources: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Ministère de l'Industrie et du Commerce. *Comptes économiques du Québec: Revenus et dépenses. Estimations annuelles 1962-1977.*
Ministère des Finances. *Discours sur le budget: budget 1982-83.*
Ministère du Conseil exécutif. *Aperçu de la situation économique du Québec en 1982.*

Tableau 1.3
Revenus bruts du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Exercice financier[1]	Gouvernement	Municipalités	Commissions scolaires	Gouvernement	Municipalités	Commissions scolaires
	Revenus bruts			Variations annuelles		
	'000 $			%		
1972-73	4 732 487	1 049 126	1 470 200			
1973-74	5 440 358	1 207 211	1 620 500	12,0	10,4	15,2
1974-75	6 921 507	1 370 346	1 943 781	15,0	15,1	10,2
1975-76	7 917 716	1 633 725	2 186 889	27,2	13,5	19,9
1976-77	9 217 265	2 031 138	2 813 600	14,4	19,2	12,5
1977-78	11 168 275	2 348 820	2 852 548	16,4	24,3	28,6
1978-79	11 923 545	2 624 470	3 186 500	21,2	15,6	1,4
1979-80	13 306 670	2 600 657	3 496 570	6,7	11,7	11,7
1980-81	14 681 392[r]	3 384 673	3 873 226[r]	11,6	(0,9)	9,7
1981-82	17 471 574	3 701 474	4 215 965[e]	10,3[r]	30,1	10,8
				19,0	9,4	8,8
	Per capita			Indice		
	$			1972-73=100		
1972-73	781	173	243	100,0	100,0	100,0
1973-74	896	199	266	115,0	115,0	110,2
1974-75	1 130	224	317	146,3	130,6	132,2
1976-77	1 281	264	353	167,4	155,7	148,8
	1 478	325	451	194,9	193,6	191,4
1977-78	1 779	374	454			
1978-79	1 889[r]	416[r]	505[r]	236,1	223,8	194,1
1979-80	2 096[r]	410[r]	551[r]	252,1	250,1	216,8
1980-81	2 297[r]	530[r]	606[r]	281,3	247,8	237,8
1981-82	2 714	575	655	310,4	322,6	263,5
				369,3	352,8	286,8

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Sources: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1980-81.*
Ministère de l'Education. *Statistiques financières de l'éducation.*
Ministère du Conseil exécutif. *Aperçu de la situation économique du Québec en 1982.*

Tableau 1.4
Dépenses brutes du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Exercice financier[1]	Gouvernement	Municipalités	Commissions scolaires	Gouvernement	Municipalités	Commissions scolaires
	Dépenses brutes			Variations annuelles		
	'000 $			%		
1972-73	5 055 108	1 045 603	1 475 500	10,5	8,7	15,9
1973-74	5 698 086	1 199 185	1 639 400	12,7	14,7	11,1
1974-75	7 208 610	1 364 058	1 949 179	26,5	13,7	11,9
1975-76	8 791 122	1 574 311	2 179 519	21,9	11,5	11,8
1976-77	10 208 430	2 004 192	2 857 500	16,1	27,3	31,1
1977-78	12 052 406	2 293 759	2 955 949	18,1	14,4	3,4
1978-79	13 398 032	2 558 289	3 286 300	11,2	11,5	11,2
1979-80	15 123 200[r]	2 530 097	3 515 423[r]	12,9[r]	(1,1)	7,0[r]
1980-81	17 558 746[r]	3 220 386	3 859 287[r]	16,1[r]	27,3	9,8
1981-82	20 359 807	3 539 929	4 305 465[e]	16,0	9,9	11,6
	Per capita[b]			Indice		
	$			1972-73=100		
1972-73	834	173	244	100,0	100,0	100,0
1973-74	939	197	270	112,7	114,7	111,1
1974-75	1 175	222	318	142,5	130,5	132,1
1975-76	1 421	254	352	173,8	150,6	147,7
1976-77	1 635	321	458	201,9	191,7	193,7
1977-78	1 920[r]	365[r]	471[r]	238,4	219,4	200,4
1978-79	2 123[r]	405[r]	521[r]	265,0	244,7	222,8
1979-80	2 383[r]	399[r]	554[r]	299,1	242,0	238,3
1980-81	2 747[r]	504[r]	604[r]	347,2	308,0	261,6
1981-82	3 162	550	669	402,6	338,6	291,8

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Sources: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1980-81.*
Ministère de l'Education. *Statistiques financières de l'éducation.*
Ministère du Conseil exécutif. *Aperçu de la situation économique du Québec en 1982.*

Tableau 1.5
Dette à long terme du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Exercice financier[1]	Gouvernement	Municipalités	Commissions scolaires	Gouvernement	Municipalités	Commissions scolaires
	Dette à long terme			Variations annuelles		
	'000 $			%		
1972-73	3 240 006	2 505 532	931 475			
1973-74	3 604 840	2 709 571	996 060	11,2	5,7	10,9
1974-75	3 914 044	2 749 820	1 139 741	11,3	8,1	6,9
1975-76	4 864 268	3 150 562	1 268 223	8,6	1,5	14,4
1976-77	5 961 964	3 764 644	1 316 030	24,3	14,5	11,2
1977-78	6 764 641	4 178 063	1 416 437	22,5	19,4	3,8
1978-79	7 979 985	4 484 882	1 471 354	13,5	11,0	7,6
1979-80	8 987 945	4 477 200	1 516 923	17,9	7,3	3,9
1980-81	11 504 654	4 799 789	1 477 834	12,6	(0,2)	3,1
1981-82	12 826 169	5 025 248	1 400 000[e]	28,0	7,2	(2,6)
				11,5	4,7	(5,3)
	Per capita[b]			Indice		
	$			1972-73=100		
1972-73	535	414	154	100,0	100,0	100,0
1973-74	593	445	164	111,2	108,1	106,9
1974-75	639	449	186	120,9	109,7	122,4
1976-77	787	510	205	150,2	125,7	136,2
1977-78	956	604	211	184,1	150,3	141,3
1978-79	1 078[r]	666[r]	226[r]	208,8	166,8	152,1
1979-80	1 264[r]	711[r]	233[r]	246,4	179,1	158,0
1980-81	1 416[r]	705[r]	239	277,5	178,7	162,9
1981-82	1 800[r]	751[r]	231	355,2	191,7	158,7
	1 992	781	217	396,0	200,6	150,3

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Sources: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1980-81.*
Ministère de l'Education. *Statistiques financières de l'éducation.*

Tableau 1.6
Dépenses brutes du gouvernement, par ministère[7] et par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Ministère	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
					'000 $					
Affaires culturelles	18 977	21 976	29 534	38 176	43 911	56 951	68 977	76 511	93 717	108 220
Affaires intergouvernementales	7 494	9 200	13 283	16 713	21 708	30 150	36 644	42 312	46 911	44 776
Affaires municipales	91 805	126 866	169 814	252 202	207 872	210 629	268 296	360 272	346 773	410 724
Affaires sociales	1 808 596	1 978 575	2 442 045	2 969 520	3 473 877	3 810 538	4 301 825	4 748 394	4 096 464	4 759 535
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	96 390	112 746	168 550	194 430	198 615	220 088	245 310	293 873	347 057	373 932
Assemblée nationale	12 517	13 186	16 412	19 589	22 141	26 087	31 219	33 936	36 530	41 859
Communautés culturelles et immigration	5 510	5 489	5 415	8 647	10 148	11 358	13 620	18 498	26 808	21 270
Communications	26 429	33 571	46 120	55 127	64 011	80 823	95 701	111 183	123 102	139 471
Conseil du trésor	860	974	1 152	1 772	2 443	3 104	3 997	5 686	5 802	7 299
Conseil exécutif	117 518	122 945	72 682	54 309	47 397	86 661	85 644	96 538	277 946	296 633
Education	1 335 353	1 506 303	1 992 109	2 417 721	3 037 343	3 527 553	3 709 453	3 931 995	5 064 752	5 914 117
Energie et Ressources	65 709	77 261	108 525	129 088	133 989	148 000	179 832	180 877	205 064	254 565
Environnement	-	-	-	-	-	19 587	27 136	58 589	83 014	89 837
Finances	300 426	301 191	334 096	424 902	525 767	633 050	774 207	909 260	1 252 643	1 713 852
Fonction publique	15 629	80 108	109 445	146 118	176 439	98 006	117 838	459 792	527 141	691 382
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	597
Industrie, Commerce et Tourisme	33 350	36 799	48 228	71 424	90 057	105 777	121 673	121 816	143 304	149 816
Institutions financières et Coopératives	5 629	6 600	8 028	10 187	11 454	14 938	18 667	21 637	16 779	17 289
Justice	141 858	173 474	215 587	259 011	320 704	321 412	360 506	414 908	478 471	560 705
Loisir, Chasse et Pêche	35 220	41 788	65 895	110 207	91 816	115 647	145 455	179 241	190 841	191 619
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	705 176	780 196	932 562	1 083 718	1 173 436
Revenu	224 721	254 540	356 349	412 442	452 796	481 170	566 543	473 705	189 793	200 789
Transports	584 868	666 011	848 131	992 537	1 037 734	1 060 529	1 137 380	1 261 331	1 275 444	1 360 945
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	26 880	26 617	37 376	44 659	59 156	61 735	70 491	107 470	1 385 003	1 557 930
Travaux publics et approvisionnements	84 751	83 143	105 031	138 250	138 453	181 936	215 381	251 298	261 561	279 209
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	14 618	18 723	14 803	24 091	40 599	41 501	22 041	31 516	-	-
Total	5 055 108	5 698 086	7 208 610	8 791 122	10 208 430	12 052 406	13 398 032	15 123 200	17 558 746	20 359 807

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.7
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Ministère	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
Affaires culturelles	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Affaires intergouvernementales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Affaires municipales	1,8	2,2	2,4	2,9	2,0	1,7	2,0	2,4	2,0	2,0
Affaires sociales	35,8	34,7	33,9	33,8	34,0	31,6	32,1	31,4	23,3	23,4
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1,9	2,0	2,3	2,2	2,0	1,8	1,8	1,9	2,0	1,8
Assemblée nationale	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communautés culturelles et immigration	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Communications	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Conseil du Trésor	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Conseil exécutif	2,3	2,2	1,0	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	1,6	1,5
Education	26,4	26,4	27,6	27,5	29,8	29,3	27,7	26,0	28,8	29,0
Energie et Ressources	1,3	1,4	1,6	1,4	1,4	1,2	1,4	1,2	1,2	1,2
Environnement	-	-	-	-	-	0,2	0,2	0,4	0,5	0,5
Finances	5,9	5,3	4,6	4,8	5,1	5,3	5,8	6,0	7,1	8,4
Fonction publique	0,3	1,4	1,5	1,7	1,7	0,8	0,9	3,1	3,0	3,4
Habitation et Protection du Consommateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	--
Industrie, Commerce et Tourisme	0,7	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Justice	2,8	3,0	3,0	2,9	3,1	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8
Loisir, Chasse et Pêche	0,7	0,7	0,9	1,3	0,9	1,0	1,1	1,2	1,1	1,0
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	5,8	5,8	6,2	6,2	5,7
Revenu	4,4	4,5	4,9	4,8	4,4	4,0	4,2	3,1	1,1	1,0
Transports	11,6	.7	11,8	11,3	10,2	8,8	8,5	8,4	7,3	6,7
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,7	7,9	7,7
Travaux publics et Approvisionnements	1,7	1,5	1,5	1,6	1,4	1,5	1,6	1,7	1,5	1,4
Montant porté à la provision pour créances	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	-	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.8
Indice des dépenses brutes du gouvernement, par ministère et par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Indice	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
	Indice 1972-73=100									
Affaires culturelles	100,0	115,8	155,6	201,2	231,4	300,1	363,5	403,2	494,0	570,3
Affaires intergouvernementales	100,0	122,7	177,2	223,0	289,7	402,3	489,0	564,6	627,0	597,5
Affaires municipales	100,0	138,2	185,0	274,7	226,4	229,4	292,2	392,4	377,7	447,4
Affaires sociales	100,0	109,4	135,0	164,2	192,1	210,7	237,8	262,5	226,5	263,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	100,0	117,0	175,0	201,7	206,0	228,3	254,5	304,9	360,0	387,9
Assemblée nationale	100,0	105,3	131,1	156,5	176,9	208,4	249,4	271,1	291,8	334,4
Communautés culturelles et Immigration	100,0	99,6	98,3	156,9	184,2	206,1	247,2	335,7	486,5	386,0
Communications	100,0	127,0	174,5	208,6	242,2	305,8	362,1	420,7	465,8	527,7
Conseil du Trésor	100,0	113,2	133,9	206,0	284,1	360,9	464,7	661,2	674,6	848,7
Conseil exécutif	100,0	104,6	61,8	46,2	40,3	73,7	72,9	82,1	236,5	252,4
Education	100,0	112,8	149,2	181,0	227,4	264,2	277,8	294,5	379,3	442,9
Energie et Ressources	100,0	117,6	165,2	196,4	203,9	225,2	273,7	275,3	312,1	387,4
Environnement	-	-	-	-	-	100,0	138,5	299,1	423,8	458,6
Finances	100,0	100,2	111,2	141,4	175,0	210,7	257,7	302,6	416,9	570,5
Fonction publique	100,0	512,5	700,3	934,9	1 128,9	627,1	754,0	2 941,9	3 372,8	4 423,7
Habitation et Protection du Consommateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0
Industrie, Commerce et Tourisme	100,0	110,3	144,6	214,2	270,0	317,2	364,8	365,3	429,7	449,2
Insitutions financières et Coopératives	100,0	117,2	142,6	181,0	203,5	265,4	331,6	384,4	298,0	307,1
Justice	100,0	122,3	152,0	182,6	226,1	226,6	254,1	292,5	337,3	395,2
Loisir, Chasse et Pêche	100,0	118,6	187,1	313,0	260,7	328,3	413,0	508,9	541,8	544,1
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	100,0	110,6	132,2	153,7	166,4
Revenu	100,0	113,3	158,6	183,5	201,5	214,1	252,1	210,8	84,4	89,3
Transports	100,0	113,8	145,0	169,7	177,4	181,3	194,5	215,6	218,1	232,7
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	100,0	99,0	139,0	166,1	220,0	229,7	262,2	399,8	5 152,5	5 795,9
Travaux publics et Approvisionnements	100,0	98,1	123,9	163,1	163,4	214,7	254,1	296,5	308,6	329,4
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	100,0	128,1	101,3	164,8	277,7	283,9	150,8	215,6	-	-
Total	100,0	112,7	142,6	173,9	201,9	238,4	265,0	299,2	347,3	402,7

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.9
Dépenses en immobilisations[8] du gouvernement, par ministère et par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Ministère	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
					'000 $					
Affaires culturelles	1 497	1 238	2 168	3 327	2 802	3 275	2 904	3 753	2 771	2 440
Affaires intergouvernementales	-	62	95	126	110	104	117	180	110	153
Affaires municipales	-	911	384	609	340	110	168	285	439	75
Affaires sociales	1 182	1 776	2 247	2 418	532	973	398	554	828	683
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	801	1 713	2 331	4 062	3 659	5 560	4 889	5 378	4 009	3 124
Assemblée nationale	-	62	70	124	69	135	695	392	918	257
Communautés culturelles et Immigration	-	9	33	84	91	55	134	96	54	97
Communications	1	656	2 962	1 782	756	2 416	759	1 010	962	1 271
Conseil du Trésor	-	5	9	7	-	9	17	71	43	81
Conseil exécutif	61 315	58 945	46 261	155	114	165	450	671	1 247	679
Education	-	392	303	309	236	4 091	377	942	950	1 700
Energie et Ressources	7 652	11 133	22 524	31 032	18 989	27 713	40 753	33 208	20 443	22 270
Environnement	-	-	-	-	-	404	656	685	2 465	1 842
Finances	-	323	178	139	106	88	149	139	66	113
Fonction publique	-	68	137	88	77	56	50	190	96	84
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Industrie, Commerce et Tourisme	189	263	914	6 872	5 497	6 496	3 563	4 389	2 338	793
Institutions financières et Coopératives	-	67	70	82	43	52	77	139	72	35
Justice	-	3 716	3 633	4 676	4 056	5 642	6 698	7 410	5 852	7 835
Loisir, Chasse et Pêche	3 167	5 677	10 380	49 461	19 679	28 722	17 862	21 864	18 663	14 150
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu	-	144	173	275	190	1 091	265	420	474	843
Transports	352 848	400 302	496 240	603 547	509 250	462 503	451 883	467 575	446 880	450 316
Travail, Main-d'oeuvre et sécurité du revenu	-	95	149	157	78	136	151	202	154	217
Travaux publics et Approvisionnements	32 674	26 988	28 768	38 116	23 251	37 203	52 860	57 234	51 708	60 384
Total	461 326	514 545	620 029	747 448	589 925	587 809	585 875	606 787	561 542	569 458

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.10
Part relative des ministères dans les dépenses en immobilisations du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Ministère	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
	%									
Affaires culturelles	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4
Affaires intergouvernementales	-	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Affaires municipales	-	0,2	0,1	0,1	0,1	--	--	--	0,1	--
Affaires sociales	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1
Agriculture, Pêcherie et Alimentation	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	1,0	1,0	0,9	0,7	0,6
Assemblée nationale	-	--	--	--	--	--	0,1	0,1	0,2	--
Communautés culturelles et Immigration	-	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Communications	--	0,1	0,5	0,2	0,1	0,4	0,1	0,2	0,2	0,3
Conseil du Trésor	-	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Conseil exécutif	13,3	11,5	7,4	--	--	--	0,1	0,1	0,2	0,1
Education	-	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,2	0,2	0,3
Energie et Ressources	1,6	2,1	3,6	4,2	3,2	4,7	6,9	5,6	3,7	4,0
Environnement	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,1	0,4	0,3
Finances	-	0,1	--	--	--	--	--	--	--	--
Fonction publique	-	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	--
Industrie, Commerce et Tourisme	--	0,1	0,2	1,0	1,0	1,1	0,6	0,7	0,4	0,1
Institutions financières et Coopératives	-	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Justice	-	0,7	0,6	0,6	0,7	1,0	1,2	1,2	1,0	1,4
Loisir, Chasse et Pêche	0,7	1,1	1,7	6,6	3,3	4,9	3,1	3,6	3,3	2,5
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu	-	--	--	--	--	0,2	--	0,1	0,1	0,1
Transports	76,5	77,8	80,0	80,8	86,3	78,7	77,1	77,1	79,6	79,2
Travail, main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	-	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Travaux publics et Approvisionnements	7,1	5,3	4,6	5,1	4,0	6,3	9,0	9,4	9,2	10,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.11
Opérations de la dette du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
	'000 $									
Emprunts effectués[9]										
Bons du trésor	260 200	315 812	62 148	207 250	312 200	-	-	135 000	255 000	620 000
Obligations	371 579	406 399	410 707	791 780	1 008 801	713 536	1 163 009	1 154 337	1 775 600	1 839 821
Obligations d'épargne	117 495	133 155	75 075	347 216	316 527	-	167 843	114 135	971 021	231 074
Régime de pensions	8 000	8 133	7 903	8 021	7 653	7 509	7 324	7 064	6 453	6 316
Autres	20 366	83 659	50 599	59 247	21 635	321 319	235 571	238 386	344 790	254 401
Dette assumées	-	-	-	-	-	-	1 747	-	-	-
Somme partielle	777 640	947 158	606 432	1 413 514	1 666 816	1 042 364	1 575 494	1 648 922	3 352 864	2 951 612
Remboursements d'emprunts										
Bons du trésor	198 000	308 900	20 300	231 588	312 398	-	-	-	-	-
Obligations	96 787	81 457	85 877	131 522	114 011	103 601	153 544	234 495	165 753	413 912
Obligations d'épargne	41 038	152 633	112 369	79 794	171 183	46 967	145 281	207 977	273 232	536 922
Autres	25 475	6 975	7 303	7 504	25 664	34 912	15 312	16 964	83 406	2 042
Dettes assumées	7 052	4 496	4 372	4 122	4 637	7 290	4 807	3 518	4 316	4 130
Somme partielle	368 352	554 461	230 221	454 530	627 893	192 770	318 944	462 954	526 707	957 006
Contributions au fonds d'amortissement	19 644	21 272	25 028	28 839	32 741	46 917	41 206	43 008	54 448	53 091
Autres opérations										
Ajustements des dettes assumées	(121)	321	(132)	(176)	-	-	-	-	-	-
Rajustement de la dette nette	-	-	-	(4 348)	-	-	-	-	-	-
Prime de change sur les obligations annulées	-	-	-	(184)	-	-	-	-	-	-
Augmentation de la dette publique	389 523	371 746	351 051	925 887	1 006 183	802 677	1 215 344	1 142 960	2 771 709	1 941 515

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.12
Emprunts à long terme[9] du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1972-73 à 1981-82

Exercice financier[1]	Emprunts en dollars canadiens					Emprunts en dollars des États-Unis[10]	Emprunts en autres monnaies[10]	Total	Changements annuels	Indice
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts	Dettes assumées					
	'000 $								%	1972-73=100
1972-73	105 000	117 495	8 000	20 366	-	177 516	89 063	517 440	(9,1)	100,0
1973-74	222 326	133 155	8 133	83 659	-	184 073	-	631 346	22,0	122,0
1974-75	255 000	75 075	7 903	50 599	-	155 707	-	544 284	(13,8)	105,2
1975-76	547 000	347 216	8 021	59 247	-	244 780	-	1 026 264	121,6	233,1
1976-77	750 000	316 527	7 653	21 635	-	195 590	63 211	1 354 616	12,3	261,9
1977-78	580 000	-	7 509	6 679	-	381 372	66 804	1 042 364	(23,0)	201,5
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 618	1 747	233 953	228 009	1 575 494	51,1	304,6
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	-	169 897	177 537	1 513 922	(3,9)	292,7
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 790	-	3 097 864	104,6	598,9
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	(24,7)	450,6

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.
Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.13
Sommaire comparatif des revenus bruts du gouvernement, par catégorie et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

Catégorie	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Revenus autonomes						
Impôts sur les revenus et sur les biens						
1. Impôt sur le revenu des particuliers	5 315 910	36,2	6 053 121	34,6	737 211	13,9
2. Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	601 876	4,1	1 275 031	7,3	673 155	111,8
3. Impôts des sociétés	913 386	6,2	1 010 474	5,8	97 088	10,6
4. Droits de successions	39 839	0,3	37 777	0,2	(2 062)	(5,2)
Somme partielle	6 871 011	46,8	8 376 403	47,9	1 505 392	21,9
Taxes à la consommation						
6. Vente au détail	1 690 199	11,5	1 771 300	10,1	81 101	4,8
7. Carburants	492 752	3,4	826 934	4,7	334 182	67,8
8. Tabacs	179 271	1,2	228 557	1,3	49 286	27,5
9. Repas et hôtellerie	209 672	1,4	236 593	1,4	26 921	12,8
10. Autres	61 979	0,4	79 200	0,5	17 221	27,8
Somme partielle	2 633 873	17,9	3 142 584	18,0	508 711	19,3
Droits et permis						
11. Véhicules automobiles	193 650[r]	1,3	224 724	1,3	31 074	16,0
12. Boissons alcooliques	55 729	0,4	62 810	0,4	7 081	12,7
13. Ressources naturelles	124 084	0,8	143 205	0,8	19 121	15,4
14. Pari mutuel	33 942	0,2	33 295	0,2	(647)	(1,9)
15. Autres	52 203	0,4	51 920	0,3	(283)	(0,5)
Somme partielle	459 608[r]	3,1	515 954	3,0	56 346	12,3
Revenus divers						
16. Ventes de biens et services	129 085[r]	0,9	143 653	0,8	14 568	11,3
17. Intérêts	209 811	1,4	249 434	1,4	39 623	18,9
18. Amendes, confiscations et recouvrements	68 286	0,5	90 168	0,5	21 882	32,0
Somme partielle	407 182[r]	2,8	483 255	2,7	76 073	18,7
Transferts des sociétés d'Etat						
19. Société des alcools du Québec	203 000	1,4	225 000	1,3	22 000	10,8
20. Société des loteries et courses du Québec	135 000	0,9	150 000	0,9	15 000	11,1
21. Hydro-Québec	-	-	6 900	--	6 900	-
Somme partielle	338 000	2,3	381 900	2,2	43 900	13,0
Total	10 709 674[r]	72,9	12 900 096	73,8	2 190 422	20,5

Tableau 1.13 (suite)
Sommaire comparatif des revenus bruts du gouvernement, par catégorie et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

Catégorie	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	
Transferts du gouvernement du Canada						
22. Péréquation	1 847,169	12,6	2 317 823	13,3	470 654	25,5
23. Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 189 247	8,1	1 225 826	7,0	36 579	3,1
24. Contributions aux programmes de bien-être	586 739r	4,0	663 675	3,8	76 936	13,1
25. Autres programmes	348 563r	2,4	364 154	2,1	15 591	4,5
Total	3 971 718	27,1	4 571 478	26,2	599 760	15,1
Total des revenus	14 681 392r	100,0	17 471 574	100,0	2 790 182	19,0

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.14
Sommaire comparatif des dépenses brutes du gouvernement, par mission et domaine et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Mission économique						
1. Ressources naturelles et industries primaires	685 268	3,9	783 050	3,9	97 782	14,3
2. Industries secondaires	123 384	0,7	127 285	0,6	3 901	3,2
3. Services	39 488	0,2	44 965	0,2	5 477	13,9
4. Ressources humaines	133 115	0,8	125 604	0,6	(7 511)	(5,6)
5. Transports	1 037 735	5,9	1 119 738	5,5	82 003	7,9
Somme partielle	2 018 990	11,5	2 200 642	10,8	181 652	9,0
Mission éducative et culturelle						
1. Education	5 550 607	31,6	6 484 611	31,8	934 004	16,8
2. Culture	112 308	0,7	128 260	0,6	15 952	14,2
3. Loisirs et sports	157 877	0,9	156 946	0,8	(931)	0,6
Somme partielle	5 820 792	33,2	6 769 817	33,2	949 025	16,3
Mission sociale						
1. Sécurité du revenu	1 396 516	7,9	1 560 415	7,7	163 899	11,7
2. Santé et adaptation sociale	5 090 396	29,0	5 839 956	28,7	749 560	14,7
3. Habitation[11]	134 025	0,8	183 597	0,9	49 572	37,0
Somme partielle	6 620 937	37,7	7 583 968	37,3	963 031	14,5
Mission gouvernementale et administrative						
1. Institutions politiques	555 695	3,1	598 455	3,0	42 760	7,7
2. Gestion administrative centrale	2 118 790	12,1	2 706 549	13,3	587 759	27,7
3. Relations intergouvernementales	46 991	0,3	44 776	0,2	(2 215)	(4,7)
4. Protection de la personne et de la propriété	376 551	2,1	455 600	2,2	79 049	21,0
Somme partielle	3 098 027	17,6	3 805 380	18,7	707 353	22,8
Total des dépenses	17 558 746[7]	100,0	20 359 807	100,0	2 801 061	16,0

Note: Les chiffres au 31 mars 1981 ont été redressés pour fins de comparaison.
Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.15
Sommaire comparatif des dépenses brutes du gouvernement, par catégorie et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
1. Traitements, salaires et allocations	1 576 615	9,0	1 830 306	9,0	253 691	16,1
2. Autres rémunérations	209 263	1,2	199 448	1,0	(9 815)	(4,7)
3. Services de transport et de communication	157 249	0,9	157 512	0,8	263	0,2
4. Services professionnels, administratifs et autres	199 047	1,1	208 255	1,0	9 208	4,6
5. Entretien et réparation	120 287	0,7	127 817	0,6	7 530	6,3
6. Loyers	166 682	1,0	154 809	0,7	(11 873)	(7,1)
7. Fournitures et approvisionnements	235 994	1,4	240 230	1,2	4 236	1,8
8. Matériel et équipement	36 848	0,2	42 844	0,2	5 996	16,3
9. Terrains, immeubles et travaux de génie	339 145	1,9	358 168	1,8	19 023	5,6
10. Dépenses de transfert	13 204 721	75,2	15 297 156	75,1	2 092 435	15,8
11. Autres dépenses	90 993	0,5	61 776	0,3	(29 217)	(32,1)
12. Service de la dette	1 221 902	6,9	1 681 486	8,3	459 584	37,6
Total	17 558 746	100,0	20 359 807	100,0	2 801 061	16,0

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.16
Etat de l'actif et du passif du gouvernement, au 31 mars, Québec, 1981 et 1982

	1981		1982		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Actif						
Espèces en banque	274 515	1,7	37 591	0,2	(236 924)	(86,3)
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	37 102	0,3	36 361	0,2	(741)	(2)
Placements temporaires	180 306	1,1	209 327	1,1	29 021	16,1
Comptes à recevoir	1 236 102	7,7	1 567 976	8,1	331 874	26,8
Intérêts courus	32 192	0,2	31 348	0,2	(844)	(2,6)
Somme partielle[15]	1 760 217	11,0	1 882 603	9,8	122 386	6,9
Placements - actions, obligations, billets, prêts et avances						
Entreprises du gouvernement du Québec[13]	2 084 616	13,0	6 525 613	33,9	4 440 997	213,0
Municipalités et organismes municipaux	75 756	0,5	74 291	0,4	(1 465)	(1,9)
Particuliers, sociétés et autres	69 710	0,4	100 931	0,5	31 221	44,8
Somme partielle	2 230 082	13,9	6 700 835	34,8	4 470 753	200,5
Autres éléments de l'actif	2 251	--	2 210	--	(41)	(1,8)
Total de l'actif	3 992 550	24,9	8 585 648	44,6	4 593 098	115,0
Dette nette	12 059 002	75,1	10 652 655	55,4	(1 406 347)	11,6
Total	16 051 552	100,0	19 238 303	100,0	3 186 751	19,8

Tableau 1.16 (suite)
Etat de l'actif et du passif du gouvernement, au 31 mars, Québec, 1981 et 1982

	1981		1982		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Passif						
Chèques en circulation	288 288	1,8	197 864	1,0	(90 424)	(31,4)
Avances des fonds en fidéicommis	44 429	0,3	43 733	0,2	(696)	(1,6)
Comptes d'accord de perception fiscale	130 718	0,8	177 411	0,9	46 693	35,7
Comptes à payer[14]	822 962	5,1	1 006 171	5,3	183 209	22,3
Intérêts courus	450 017	2,8	549 161	2,9	99 144	22,0
Somme partielle[15]	1 736 414	10,8	1 974 340	10,3	237 926	13,7
Comptes des régimes de retraite[16]	2 240 484	15,1	3 427 794	17,8	1 007 310	41,6
Dette publique						
Bons du trésor	390 000	2,4	1 010 000	5,3	620 000	158,7
Obligations moins fonds d'amortissement[9-10]	10 269 591	64,0	11 338 747	58,9	1 069 156	10,4
Autres emprunts	1 235 063	7,7	1 487 422	7,7	252 359	20,4
Somme partielle	11 894 654	74,1	13 836 169	71,9	1 941 515	16,3
Total du passif[17]	16 051 552	100,0	19 238 303	100,0	3 186 751	19,8

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.17
Financement du gouvernement, par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

	1980-81	1981-82
	'000 $	
Besoins financiers bruts		
Opérations budgétaires		
Revenus	14 681 392[7]	17 471 574
Dépenses	17 558 746[7]	20 359 807
Surplus ou déficit des opérations budgétaires	(2 877 354)	(2 888 233)
Opérations non budgétaires		
Placements:		
Entreprises du gouvernement du Québec	(53 123)	(66 888)
Municipalités et organismes municipaux	1 434	1 465
Particuliers et autres	(11 590)	(33 217)
Surplus ou déficit des placements	(63 279)	(98 640)
Régimes de retraite		
Contributions des participants et contributions de certains organismes	151 272	170 436
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	895 406	1 101 060
Prestations et autres placements	(224 378)	(264 186)
Surplus ou déficit des régimes de retraite	822 300	1 007 310
Autres comptes		
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)		
Espèces et effets en main	7 497	741
Comptes à recevoir	(106 494)	(409 366)
Intérêts courus	(86)	844
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)		
Chèques en circulation	21 103	(90 424)
Avances des fonds en fidéicommis	4 574	(696)
Comptes d'accord de perception fiscale	8 697	46 693
Comptes à payer	(273 984)	183 209
Intérêts courus	141 462	99 144
Surplus ou déficit des autres comptes	(197 231)	(169 855)
Surplus ou déficit des opérations non budgétaires	561 790	738 815
Remboursements d'emprunts		
Obligations	(443 301)	(954 964)
Autres emprunts	(83 406)	(2 042)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(54 448)	(53 091)
Surplus ou déficit des remboursements d'emprunts	(581 155)	(1 010 097)
Total	(2 896 719)	(3 159 515)
Financement		
Variation de l'encaisse	(456 145)	207 903
Nouveaux emprunts	3 352 864	2 951 612
Total	2 896 719	3 159 515

Tableau 1.18
Dette du gouvernement[9], au 31 mars, Québec, 1981 et 1982

	1981		1982		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations						
En dollars canadiens	7 110 321	59,8	7 919 194	57,2	808 873	11,3
En dollars des Etats-Unis	1 056 658	8,9	1 255 281	9,1	198 623	18,9
Autres monnaies	598 006	5,0	983 152	7,1	385 146	64,4
Somme partielle	8 764 985	73,7	10 157 627	73,4	1 392 642	15,9
Moins						
Fonds d'amortissement	87 578	0,7	111 532	0,8	23 954	27,3
Somme partielle	8 677 407	73,0	10 046 095	72,6	1 368 688	15,8
Autres emprunts						
Obligations d'épargne du Québec	1 281 763	10,8	975 915	7,0	(305 848)	(23,8)
Régime de pensions du Canada	87 505	0,7	93 821	0,7	6 316	7,2
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	1,9	222 916	1,6	-	-
Autres	1 235 063	10,4	1 487 422	10,8	252 359	20,4
Somme partielle	2 827 247	23,8	2 780 074	20,1	(47 173)	1,7
Bons du trésor	390 000	3,2	1 010 000	7,3	620 000	159,0
Total	11 894 654	100,0	13 836 169	100,0	1 941 515	16,3

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.
Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.19
Les émissions d'obligations du gouvernement, selon la monnaie, par trimestre et par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

	1980-81					1981-82				
	Trimestre terminé en				Total	Trimestre terminé en				Total
	Juin	Sept.	Déc.	Mars		Juin	Sept.	Déc.	Mars	
					'000 $					
Monnaie canadienne										
Gouvernement du Canada										
Valeur totale	2 843	1 657	1 115	838	6 453	2 477	1 417	1 117	1 305	6 316
Taux d'intérêt moyen	12,90	11,97	12,91	13,14[r]	12,70	14,39	15,65	16,98	15,62	15,38
Pourcentage de l'émission totale	0,2	0,8	0,2	0,1	0,2	0,5	0,5	0,1	0,2	0,3
Caisse de dépôt et placement du Québec										
Valeur totale	200 000	200 000	575 000	400 000	1 375 000	250 000	-	200 000	75 000	525 000
Taux d'intérêt moyen	12,78	12,15	13,38	13,74	13,22	15,30	-	16,75	16,25	15,99
Pourcentage de l'émission totale	13,2[r]	93,1	82,6	58,9[r]	44,4	45,4	-	24,3	11,1	22,5
Autres										
Valeur totale	960 000[r]	13 063	119 953	278 604[r]	1 371 620	297 722	15 594	265 193	303 166	881 675
Taux d'intérêt moyen	13,54[r]	13,54[r]	13,38	13,90	13,60	15,76	15,87	17,09	16,08	16,27
Pourcentage de l'émission totale	63,7[r]	6,1	17,2	41,0[r]	44,3	54,1	5,5	32,3	44,9	37,8
Total monnaie canadienne										
Valeur totale	1 162 843[r]	214 720	696 068	679 442[r]	2 753 073	550 199	17 011	466 310	379 471	1 412 991
Taux d'intérêt moyen	13,41[r]	12,23	13,38	13,80	13,41	15,54	15,85	16,94	16,11	16,16
Pourcentage de l'émission totale	77,1[r]	100,0	100,0	100,0[r]	88,9	100,0	6,0	56,7	56,2	60,6
Autres monnaies										
Monnaies américaines										
Valeur totale	344 790	-	-	-	344 790	-	90 106	355 630	-	445 736
Taux d'intérêt moyen	9,62	-	-	-	9,62	-	14,24	13,86	-	13,94
Pourcentage de l'émission totale	22,9	-	-	-	11,1	-	31,6	43,3	-	19,1
Monnaies européennes										
Valeur totale	-	-	-	-	-	-	73 886	-	295 279	369 165
Taux d'intérêt moyen	-	-	-	-	-	-	10,48	-	10,74	10,69
Pourcentage de l'émission totale	-	-	-	-	-	-	26,0	-	43,8	15,8
Monnaies asiatiques										
Valeur totale	-	-	-	-	-	-	103 721	-	-	103 721
Taux d'intérêt moyen	-	-	-	-	-	-	8,6	-	-	8,6
Pourcentage de l'émission totale	-	-	-	-	-	-	36,4	-	-	4,5
Total, autres monnaies										
Valeur totale	344 790	-	-	-	344 790	-	267 713	355 630	295 279	918 622
Taux d'intérêt moyen	9,62	-	-	-	9,62	-	11,02	13,86	10,74	12,03
Pourcentage de l'émission totale	22,9	-	-	-	11,1	-	94,0	43,3	43,8	39,4
Total général										
Valeur totale	1 507 633[r]	214 720	696 068	679 442	3 097 863	550 199	284 724	821 940	674 750	2 331 613
Taux d'intérêt moyen	12,54[r]	12,23	13,38	13,80	12,99	15,54	11,31	15,61	13,76	14,53

Note: pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances, *Enquête mensuelle sur la dette.*

Tableau 1.20
Dette obligataire[9] du gouvernement du Québec, au 31 mars 1982, selon l'année d'échéance, le taux d'intérêt pondéré[17] et le type de monnaie

Année d'échéance	Monnaie canadienne		Monnaie étrangère		Total	
	Taux moyen %	'000 $	Taux moyen %	'000 $	Taux moyen %	'000 $
1982	10,51	142 480	6,09	24 994	9,85	167 474
1983	9,94	149 724	8,61	85 977	9,45	235 701
1984	14,10	690 416	8,29	70 531	13,56	760 947
1985	12,58	382 077	6,86	26 259	12,21	408 336
1986	13,42	620 882	12,73	111 869	13,31	732 751
1987	15,22	311 679	8,00	228 935	12,16	540 614
1988	13,44	376 225	6,93	38 596	12,83	414 821
1989	13,03	109 802	12,63	242 640	12,75	352 442
1990	10,19	183 139	7,16	267 091	8,39	450 230
1991	9,33	269 584	10,28	85 956	9,55	355 540
1992	8,19	321 525	8,69	153 673	8,35	475 198
1993	12,94	282 652	8,58	132 044	11,55	414 696
1994	9,49	366 701	9,05	12 070	9,47	378 771
1995	14,27	1 534 275	8,84	76 397	14,01	1 610 672
1996	12,28	876 710	-	-	12,28	876 710
1997	10,86	422 981	7,97	228 016	9,84	650 997
1998	9,83	350 501	-	-	9,83	350 501
1999	10,68	422 399	7,87	34 967	10,46	457 366
2000	10,11	242 194	9,87	91 936	10,04	334 130
2001	10,13	353 994	9,50	87 655	10,00	441 649
2002	10,13	451 905	-	-	10,13	451 905
2003	10,62	150 000	7,90	109 700	9,47	259 700
2004	11,20	200 000	9,20	129 127	10,41	329 127
Total	12,03	9 211 845	9,01	2 238 433	11,44	11 450 278

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.21
Emprunts garantis par le gouvernement, au 31 mars, Québec, 1981 et 1982[18]

	1981		1982		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
1. Hydro-Québec et filiales	13 983 022	91,0	16 269 701	91,2	2 286 679	16,4
2. Office des autoroutes du Québec	31 448	0,2	28 778	0,2	(2 670)	(8,5)
3. Prêts aux éditeurs et libraires	486	--	407	--	(79)	(16,2)
4. Prêts aux étudiants	312 356	2,0	360 226	2,0	47 870	15,3
5. Prêts aux municipalités	61 242	0,4	58 681	0,3	(2 561)	(4,2)
6. Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	2 412	--	1 809	--	(603)	(25,0)
7. Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	2 492	--	1 623	--	(869)	(34,9)
8. Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	6 140	--	5 606	--	(534)	(8,7)
9. Prêts pour l'amélioration des fermes	57 509	0,4	38 014	0,2	(19 495)	(33,9)
10. Régie de l'assurance-dépôts du Québec	1 600	--	57 300	0,3	55 700	3481,2
11. Régie de l'assurance-maladie du Québec	18 290	0,1	18 068	0,1	(222)	(1,2)
12. Régie des installations olympiques	630 448	4,1	673 893	3,8	43 445	6,9
13. Scieries Chics-Chocs Inc. (filiale de Rexfor)	480	--	1 000	--	520	108,3
14. Sidbec	116 050	0,8	113 550	0,6	(2 500)	(2,2)
15. Société de développement immobilier du Québec	-	-	30 000	0,2	30 000	...
16. Société de développement industriel du Québec	50 000	0,3	74 000	0,4	24 000	48,0
17. Société d'habitation du Québec	80 952	0,5	80 448	0,5	(504)	(0,6)
18. Société nationale de l'amiante	23 500	0,2	23 500	0,2	-	-
19. Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 947	--	1 781	--	(166)	(8,5)
20. Crédit aux pêcheries maritimes	325	--	-	-	(325)	(100,0)
Total	15 380 699	100,0	17 838 385	100,0	2 457 686	16,0

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.
Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.22
Emprunts garantis par le gouvernement, selon le bénéficiaire, par exercice financier, Québec, 1980-81 et 1981-82

	1980-81	1981-82
	'000 $	
Entreprises publiques provinciales		
Dette obligataire	13 815 948	16 125 454
Emprunts bancaires	531 798	528 443
Autres	437 202	456 525
Total	14 784 948	17 110 422
Fonds spéciaux de l'administration publique provinciale		
Dette obligataire	50 000	104 000
Emprunts bancaires	80 952	80 448
Autres	19 890	75 368
Total	150 842	259 816
Administrations publiques locales		
Dette obligataire	63 189	60 462
Emprunts bancaires	-	-
Autres	-	-
Total	63 189	60 462
Autres		
Dette obligataire	-	-
Emprunts bancaires	372 377[r]	400 049
Autres	9 343[r]	7 636
Total	381 720	407 685
Total	15 380 699	17 838 385

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 1.23
Engagements financiers du gouvernement du Québec au 31 mars 1982

Sommaire	Budgétaires	Non budgétaires
	'000 $	
Autorisés par certaines lois		
Pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	111 794	232 600
Subventions autorisées par le gouvernement		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.		
Institutions de santé et bien-être[19]	1 443	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	714 044	
Société de radio-télévision du Québec	1 205 577	
Régie de la Place des Arts	5 600	
Commissions de transport[20]	39 762	
Municipalités et communautés urbaines et régionales:	94 239	
- traitement des eaux usées		
- construction du métro	244 920	
Société québécoise d'assainissement des eaux	608 649	
	16 949	
Somme partielle	2 931 183	
Engagements du Ministre de l'Education pour les commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 401 890	
Engagements du Ministre des Affaires sociales pour les institutions de santé et bien-être	184 236	
Somme partielle	1 586 126	
Pour des dépenses en capital		
Pour des marges de crédit bancaire autorisé par le Ministre de l'Education en faveur des commissions scolaires pour des dépenses en capital	475 000	
Subventions autorisées par le gouvernement		
Organismes municipaux	246 659	
Organismes de loisirs	4 064	
Somme partielle	250 723	
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du gouvernement	294 096	
Total	5 648 922	232 600

Note: Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 1.

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

PARTIE II

STATISTIQUES FINANCIÈRES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE DU QUÉBEC, 1981-82

PARTIE II STATISTIQUES FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE DU QUEBEC, 1981-82

Cette partie de la publication présente, sur deux ans, les statistiques sur les finances de l'administration publique provinciale selon le système statistique de gestion des finances publiques[1]. Les revenus sont présentés selon la source et les dépenses par fonction, en ajoutant dans les deux cas une classification abrégée selon les principales natures économiques. Les différences des données sur les revenus et les dépenses entre la première et la deuxième partie sont énumérées dans les tableaux de réconciliation.

Par la suite, on retrouve les données du bilan de l'administration publique provinciale, soit l'actif et le passif. Cette section est complétée par un tableau sur les sources et l'utilisation des fonds de l'administration publique provinciale.

1. LES REVENUS GENERAUX BRUTS ET LES DEPENSES GENERALES BRUTES EN 1980-81 ET EN 1981-82

1.1 REVENUS

Les revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale pour l'exercice financier 1981-82 sont de 20 937 391 000 $. Par rapport à 1980-81, ceci représente une augmentation de 3 329 070 000 $ ou 18,9%.

---

1 Le système statistique de gestion des finances publiques, Statistique Canada (version janvier 1982).

Les impôts directs demeurent le principal poste en 1981-82 et représentent 47,0% de l'ensemble des revenus. Ces impôts se divisent en deux catégories, soit les impôts directs sur les revenus des particuliers (43,8%) et ceux des entreprises (3,2%). Les impôts directs des particuliers pour 1981-82 sont de 9 171 939 000 $. Par rapport à l'exercice financier précédent, ils ont augmenté de 22,2%. Cette hausse est due principalement à l'augmentation des cotisations d'assurance-maladie (646 186 000 $ ou 111,75%).[1] L'impôt sur le revenu des particuliers augmentent de 736 662 000 $, ce qui constitue une hausse de 13,9%.

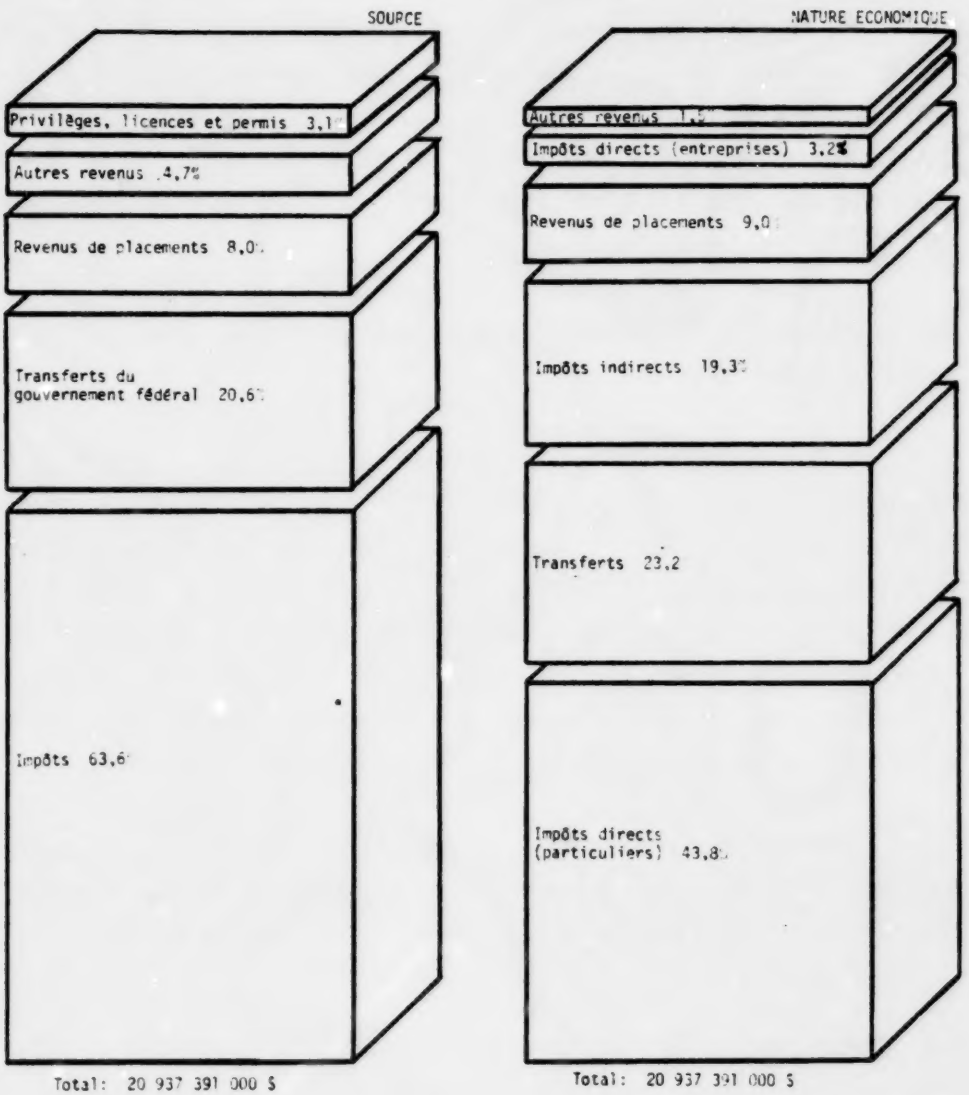
Les impôts directs des entreprises s'élèvent à 670 119 000 $ ce qui constitue une baisse de 10,9% par rapport à 1980-81. La principale partie de ce montant provient de l'impôt sur les profits des sociétés qui s'élève à 590 374 000 $, soit 12,1% de moins que l'année précédente. Le gouvernement recoit également certains droits sur les revenus de ressources naturelles. Au cours de l'exercice financier 1981-82, cette catégorie de revenus passe de 80 737 000 $ à 79 745 000 $, enregistrant ainsi une baisse de 1,2%,

Les transferts représentent de nouveau, en 1981-82, le second poste en importance des revenus, selon la nature économique. Ils se chiffrent à 4 850 621 000 $, ce qui représente 23,2% du total des revenus, comparativement à 4 182 062 000 $ en 1980-81. Les transferts provenant de l'administration fédérale progressent de 14,6% pour atteindre 4 318 193 000 $. Les transferts pour des fins générales représentent 2 352 607 000 $ dont 2 317 823 000 $ provient de la péréquation. Les transferts à des fins spécifiques s'élèvent à 2 089 811 000 $ et les trois sous-catégories les plus importantes sont: la santé (885 813 000 $), les services sociaux (681 267 000 $) et l'éducation (252 990 000 $).

---

1 Comme nous l'avons mentionné dans la partie I de cette publication, au cours de l'exercice financier 1981-82 le taux des cotisations à l'assurance-maladie est passé de 1,5% à 3%.

Graphique 2.1
Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82



Par ailleurs, les transferts des particuliers s'élèvent à 408 203 000 $ en 1981-82, soit 23,3% de plus qu'en 1980-81. Les permis des véhicules automobiles en constituent le principal montant, soit 346 986 000 $.

Le troisième poste en importance en 1981-82 est constitué des impôts indirects qui représentent 19,3% des revenus totaux pour un montant de 4 053 067 000 $. Les principaux impôts indirects sont les taxes à la consommation (3 290 331 000 $) qui englobent principalement les taxes générales de vente (1 771 300 000 $) et les taxes sur les carburants (848 824 000 $).

Enfin, les revenus de placements (1 885 039 000 $) et les autres revenus (306 606 000 $) complètent la répartition des revenus selon la nature économique.

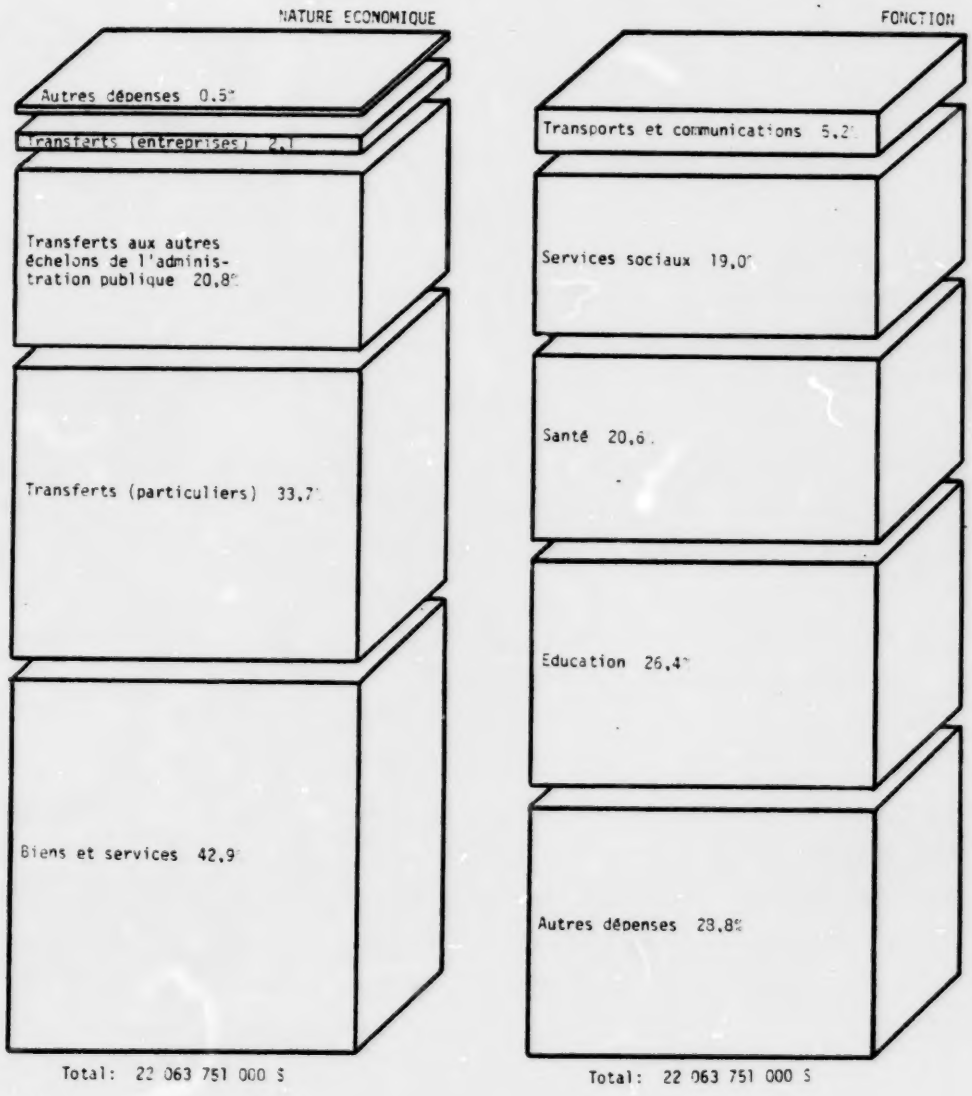
Par ailleurs, selon les sources de revenus, on distingue deux catégories: les revenus de sources propres et les revenus de transferts. Pour ce qui est des revenus de sources propres, les impôts sur le revenu constituent en 1981-82 la plus importante sous-catégorie, soit 6 641 455 000 $ ou 31,7% de l'ensemble des revenus. Les impôts à la consommation suivent avec 3 296 135 000 $ pour une part relative de 15,7%. Les cotisations aux régimes de santé et d'assurance sociale viennent ensuite avec 2 910 650 000 $, ce qui représente 13,9% du total des revenus.

Quant aux revenus de transferts, ils proviennent de trois sources: l'administration fédérale (4 318 193 000 $), les entreprises fédérales (116 884 000 $) et les gouvernements locaux (7 341 000 $).

1.2 DEPENSES

Les dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale augmentent de 3 017 010 000 $ (15,8%) en 1981-82, passant de 19 046 741 000 $ à 22 063 751 000 $.

Graphique 2.2
Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la nature économique et la fonction, Québec, 1981-82



La plus importante catégorie de dépenses est celle des achats de biens et services qui représentent 42,9% des dépenses totales en 1981-82. Ils ont atteint 9 471 052 000 $, ce qui constitue une hausse de 10,9% par rapport à l'année précédente. Les principaux secteurs concernés par cette augmentation sont la santé (4 506 701 000 $), les services généraux (1 516 803 000 $), l'éducation (859 322 000 $) et les transferts et communications (824 508 000 $).

Les transferts aux particuliers représentent le deuxième groupe en importance, soit 33,7% du total des dépenses. Ces transferts atteignent 7 435 382 000 $ en 1981-82 dont les principaux sont affectés au chapitre du bien-être social (2 268 019 000 $), au service de la dette publique (1 857 408 000 $), à la sécurité sociale (1 541 206 000 $) et à l'éducation (1 195 418 000 $).

Les transferts aux autres échelons de l'administration publique se chiffrent à 4 595 812 000 $, soit 20,8% de l'ensemble des dépenses. Les principaux transferts sont destinés à l'éducation (3 759 647 000 $).

Viennent ensuite les transferts aux entreprises (461 904 000 $) et les autres dépenses (99 601 000 $).

Par ailleurs, l'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre l'importance des sommes allouées à la fonction de l'éducation, soit 5 814 387 000 $ ou 26,4% des dépenses totales. Suivent les fonctions de la santé avec 4 547 277 000 $ (20,6%), des services sociaux avec 4 184 850 000 $ (19,0%), du service de la dette avec 1 874 201 000 $ (8,5%) et des services généraux avec 1 781 307 000 $ (8.1%).

Comparativement à l'exercice précédent, les plus importantes augmentations de dépenses concernent l'éducation (789 945 000 $), les services sociaux (637 338 000 $), la santé (557 478 000 $) et le service de la dette (508 398 000 $). Exprimés en pourcentage, ces aug-

mentations représentent respectivement 15,7%, 17,9%, 14,0% et 37,2%. Seules les dépenses allouées au logement connaissent une baisse importante en 1981-82, soit 43 479 000 $ (-16,8%).

2. ACTIF FINANCIER ET PASSIF DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE EN 1980-81 ET 1981-82

2.1 ACTIF

L'actif financier de l'administration publique provinciale atteint 19 947 601 000 $ à la fin de l'exercice financier 1981-82, ce qui constitue une augmentation de 50,3% par rapport au 31 mars 1981. La répartition, avant éliminations, entre les deux composantes de l'administration publique provinciale se présente comme suit: fonds spéciaux 12 734 743 000 $ et ministères 8 697 180 000 $.

En ce qui concerne les ministères, le poste "actions des entreprises publiques provinciales" retient l'attention passant de 1 123 842 000 $ à 5 605 908 000 $ en 1981-82. Ceci s'explique en majeure partie par la Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec qui a pour effet d'augmenter de 4 374 100 000 $ le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec.

Les comptes-débiteurs constituent le second poste d'importance dans l'actif des ministères avec un montant de 1 601 984 000 $, soit 26,1% de plus qu'au 31 mars 1981.

Concernant les fonds spéciaux, l'encaisse et les dépôts dans les institutions financières gouvernementales représentent le principal poste de l'actif financier au 31 mars 1982, soit 9 351 377 000 $, ce qui représente 19,3% de plus que l'année précédente. Ce poste tient son importance du fait que certains fonds spéciaux tels la Régie des rentes du Québec

et la Régie de l'assurance automobile du Québec déposent leur surplus à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

2.2 PASSIF

Le passif de l'administration publique provinciale atteint 19 603 107 000 $ au 31 mars 1982, ce qui constitue une hausse de 22,7% par rapport au 31 mars 1981. Avec un niveau d'emprunt élevé, les ministères ont un passif de 18 266 639 000 $ (avant éliminations) comparativement à 2 863 112 000 $ pour les fonds spéciaux.

Au niveau de l'administration publique provinciale, on constate l'importance de la dette obligataire. Au 31 mars 1982, elle s'élève à 9 987 999 000 $, ce qui représente 51,0% du passif total.

Les comptes créditeurs sont également importants, atteignant 4 220 236 000 $ soit 21,5% du passif. Les avances sont de 1 520 916 000 $, ce qui représente 7,8% du passif. Les autres postes comptent pour 19,7% du passif.

3. PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1981-82

Au cours de l'exercice financier 1981-82, les fonds de l'administration publique provinciale s'élèvent à 3 968 857 000 $. La croissance des obligations émises en constitue 40,6%. Les entreprises publiques provinciales (723 400 000 $) et le marché étranger (583 769 000 $) sont les deux principaux groupes à accroître leur participation dans les obligations du gouvernement du Québec. Les comptes-créditeurs (1 114 138 000 $) avec une part relative de 28,1%, les bons du trésor (620 000 000 $) avec 15,6% et les autres titres (363 547 000 $) avec 9,2%, contribuent également d'une façon importante à fournir des fonds à l'administration publique provinciale.

Par ailleurs, les fonds sont principalement utilisés pour augmenter l'encaisse de 1 552 304 000 $ et pour éponger le déficit de 1 134 126 000 $ de l'administration publique provinciale.

Pour les ministères, le déficit budgétaire se chiffre à 2 539 681 000 $ et les fonds proviennent principalement des obligations émises (1 401 509 000 $), des comptes-créditeurs (909 321 000 $) et des bons du trésor (620 000 000 $). Contrairement aux ministères, les fonds spéciaux finissent l'exercice financier avec un surplus budgétaire de 1 405 555 000 $. Il est dû principalement aux surplus de la Régie des rentes du Québec, de la Régie de l'assurance automobile du Québec et de la Commission de la santé et de la sécurité au travail. L'utilisation des fonds sert principalement à l'augmentation de 1 543 552 000 $ de l'encaisse.

TABLEAUX STATISTIQUES
DE LA
PARTIE II

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts	Transferts		Revenus de	Autres	
	Particuliers	Entreprises	indirects	Particuliers	Autres	placements	revenus	Total
				'000 $				
Revenus de sources propres								
Impôts sur le revenu:								
Des particuliers	6 051 081	-	-	-	-	-	-	6 051 081
Des corporations	-	590 374	-	-	-	-	-	590 374
Somme partielle	6 051 081	590 374	-	-	-	-	-	6 641 455
Impôts sur la propriété foncière	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts à la consommation:								
Taxes générales de vente	-	-	1 771 300	-	-	-	-	1 771 300
Taxes sur les carburants	-	-	848 824	-	-	-	-	848 824
Taxes sur le tabac	-	-	326 923	-	-	-	-	326 923
Taxes sur les paris mutuels aux champs de course	-	-	33 295	-	-	-	-	33 295
Autres taxes	-	-	309 989	-	-	-	5 804	315 793
Somme partielle	-	-	3 290 331	-	-	-	5 804	3 296 135
Cotisations aux régimes de santé et d'assurance sociale:								
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 224 451	-	-	-	-	-	-	1 224 451
Cotisations aux caisses des accidents du travail	663 451	-	-	-	-	-	-	663 451
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 022 703	-	-	-	-	-	-	1 022 703
Somme partielle	2 910 605	-	-	-	-	-	-	2 910 605
Diverses impositions:								
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	-	-	93 100	-	-	-	-	93 100
Autres impositions	39 817	-	339 023	-	-	-	-	378 840
Somme partielle	39 817	-	432 123	-	-	-	-	471 940
Ressources naturelles:								
Chasse et pêche	-	-	630	7 510	-	556	189	8 885
Forêts	-	25 448	737	-	-	36 404	4 684	67 273
Mines	-	54 297	2 174	-	-	-	253	56 724
Pétrole et gaz naturel	-	-	173	-	-	-	-	173
Eau	-	-	3 116	-	-	23 981	-	27 097
Autres	-	-	-	-	-	-	7 211	7 211
Somme partielle	-	79 745	6 830	7 510	-	60 941	12 337	167 363

Tableau 2.1 (suite)
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
				'000 $				
Privilèges, droits et permis:								
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	-	-	71 554	-	-	-	-	71 554
Véhicules automobiles	-	-	196 879	346 986	-	-	-	543 865
Autres	-	-	31 551	-	-	-	-	31 551
Somme partielle	-	-	299 984	346 986	-	-	-	646 970
Ventes de biens et services:								
Entre administration publiques:								
Formation de la main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	136 401	136 401
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	136 401	136 401
A la collectivité en général:								
Institutionnelles	-	-	-	-	-	-	39 524	39 524
Autres	-	-	-	-	-	-	107 518	107 518
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	147 042	147 042
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	283 443	283 443
Revenus de placements:								
Provenant des entreprises publiques propres:								
Bénéfices remis:								
Régie des alcools	-	-	-	-	-	225 000	-	225 000
Autres	-	-	-	-	-	156 900	-	156 900
Somme partielle	-	-	-	-	-	381 900	-	381 900
Autres revenus de placements:								
Intérêts	-	-	-	-	-	1 288 210	-	1 228 210
Dividendes	-	-	-	-	-	3 285	-	3 285
Bénéfices des opérations en devises étrangères	-	-	-	-	-	2 498	-	2 498
Autres	-	-	-	-	-	4 858	-	4 858
Somme partielle	-	-	-	-	-	1 298 851	-	1 298 851
Somme partielle	-	-	-	-	-	1 680 751	-	1 680 751

Tableau 2.1 (suite)
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts	Transferts		Revenus de	Autres	
	Particuliers	Entreprises	indirects	Particuliers	Autres	placements	revenus	Total
				'000 $				
Autres revenus de sources propres:								
Cotisations aux caisses de retraite gérées par l'administration publique	170 436	-	-	-	-	-	-	170 436
Intérêts et pénalités sur les impôts	-	-	-	-	-	142 989	-	142 989
Amendes et autres pénalités	-	-	-	52 528	-	-	-	52 528
Autres revenus divers	-	-	23 799	1 179	-	358	5 022	30 358
Somme partielle	170 436	-	23 799	53 707	-	143 347	5 022	396 311
Total des revenus de sources propres	9 171 939	670 119	4 053 067	408 203	-	1 885 039	306 606	16 494 973
Transferts								
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Subventions statutaires								
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	-	-	-	-	4 550	-	-	4 550
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	-	-	-	-	3 330	-	-	3 330
Péréquation	-	-	-	-	3 036	-	-	3 036
Accord de réciprocité fiscale	-	-	-	-	2 317 823	-	-	2 317 823
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	2 352 607	-	-	2 352 607
Transferts à des fins spécifiques en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Services généraux								
Protection de la personne et de la propriété	-	-	-	-	32 299	-	-	32 299
Transports et communications	-	-	-	-	9 111	-	-	9 111
Santé	-	-	-	-	45 395	-	-	45 395
Services sociaux	-	-	-	-	885 813	-	-	885 813
Education	-	-	-	-	681 267	-	-	681 267
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	-	-	-	-	252 990	-	-	252 990
Environnement	-	-	-	-	50 916	-	-	50 916
Loisirs et culture	-	-	-	-	6 400	-	-	6 400
Travail, emploi et immigration	-	-	-	-	312	-	-	312
Logement	-	-	-	-	1 083	-	-	1 083
Planification et aménagement des régions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	1 965 586	-	-	1 965 586

Tableau 2.1 (fin)
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1981-82

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
				'000 $				
Transferts des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	116 884	-	-	116 884
Transferts des gouvernements locaux	-	-	-	-	7 341	-	-	7 341
Somme partielle	-	-	-	-	2 089 811	-	-	2 089 811
Total des revenus de transferts	-	-	-	-	4 442 418	-	-	4 442 418
Total des revenus généraux bruts	9 171 939	670 119	4 053 067	408 203	4 442 418	1 885 039	306 606	20 937 391

Tableau 2.2
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1980-81

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
				'000 $				
Revenus de sources propres								
Impôts sur le revenu:								
Des particuliers	5 314 419	-	-	-	-	-	-	5 314 419
Des corporations	-	671 481	-	-	-	-	-	671 481
Somme partielle	5 314 419	671 481	-	-	-	-	-	5 985 900
Impôts sur la propriété foncière	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts à la consommation:								
Taxes générales de vente	-	-	1 690 199	-	-	-	-	1 690 199
Taxes sur les carburants	-	-	515 984	-	-	-	-	515 984
Taxes sur le tabac	-	-	257 534	-	-	-	-	257 534
Taxes sur les paris mutuels aux champs de course	-	-	33 942	-	-	-	-	33 942
Autres taxes	-	-	266 324	-	-	-	5 327	271 651
Somme partielle	-	-	2 763 983	-	-	-	5 327	2 769 310
Cotisations aux régimes de santé et d'assurance sociale :								
Primes et taxes d'assurance-maladie	578 265	-	-	-	-	-	-	578 265
Cotisations aux caisses des accidents du travail	531 955	-	-	-	-	-	-	531 955
Cotisations aux régimes universels de rentes	890 917	-	-	-	-	-	-	890 917
Somme partielle	2 001 137	-	-	-	-	-	-	2 001 137
Diverses impositions:								
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	-	-	80 000	-	-	-	-	80 000
Autres impositions	41 330	-	169 837	-	-	-	-	211 167
Somme partielle	41 330	-	249 837	-	-	-	-	291 167
Ressources naturelles:								
Chasse et pêche	-	-	521	6 399	-	614	605	8 139
Forêts	-	21 874	509	-	-	22 142	3 978	48 503
Mines	-	58 863	1 522	-	-	-	374	60 759
Pétrole et gaz naturel	-	-	115	-	-	-	-	115
Eau	-	-	2 845	-	-	18 330	-	21 175
Autres	-	-	-	-	-	-	6 272	6 272
Somme partielle	-	80 737	5 512	6 399	-	41 086	11 229	144 963

Tableau 2.2 (suite)
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1980-81

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts	Transferts		Revenus de	Autres	
	Particuliers	Entreprises	indirects	Particuliers	Autres	placements	revenus	Total
				'000 $				
Privilèges, droits et permis:								
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	-	-	64 900	-	-	-	-	64 900
Véhicules automobiles	-	-	220 414	296 503	-	-	-	516 917
Autres	-	-	33 675	-	-	-	67	33 742
Somme partielle	-	-	318 989	296 503	-	-	67	615 559
Ventes de biens et services:								
Entre administrations publiques:								
Formation de la main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	124 984	124 984
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	124 984	124 984
A la collectivité en général:								
Institutionnelles	-	-	-	-	-	-	27 384	27 384
Autres	-	-	-	-	-	-	93 443	93 443
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	120 827	120 827
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	245 811	245 811
Revenus de placements:								
Provenant des entreprises publiques propres:								
Bénéfices remis:								
Régie des alcools	-	-	-	-	-	203 000	-	203 000
Autres	-	-	-	-	-	135 000	-	135 000
Somme partielle	-	-	-	-	-	338 000	-	338 000
Autres revenus de placements:								
Intérêts	-	-	-	-	-	1 060 080	-	1 060 080
Dividendes	-	-	-	-	-	1 357	-	1 357
Bénéfices des opérations en devises étrangères	-	-	-	-	-	231	-	231
Autres	-	-	-	-	-	6 986	-	6 986
Somme partielle	-	-	-	-	-	1 068 654	-	1 068 654
Somme partielle	-	-	-	-	-	1 406 654	-	1 406 654

Tableau 2.2 (suite)
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1980-81

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises	indirects	Particuliers	Autres			
	'000 $							
Autres revenus de sources propres:								
Cotisations aux caisses de retraite gérées par l'administration publique	150 451	-	-	-	-	-	-	150 451
Intérêts et pénalités sur les impôts	-	-	-	-	-	90 102	-	90 102
Amendes et autres pénalités	-	-	-	27 008	-	-	-	27 008
Autres revenus divers	-	-	26 522	1 184	-	233	1 352	29 291
Somme partielle	150 451	-	26 522	28 192	-	90 335	1 352	296 852
Total des revenus de sources propres	7 507 337	752 218	3 364 843	331 094	-	1 538 075	263 786	13 757 353
Transferts								
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Subventions statutaires								
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	-	-	-	-	4 357	-	-	4 357
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	-	-	-	-	4 241	-	-	4 241
Péréquation	-	-	-	-	13 407	-	-	13 407
Accord de réciprocité fiscale	-	-	-	-	1 847 169	-	-	1 847 169
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	(23 020)	-	-	(23 020)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	21 862	-	-	21 862
	-	-	-	-	1 868 016	-	-	1 868 016
Transferts à des fins spécifiques en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Services généraux	-	-	-	-	22 776	-	-	22 776
Protection de la personne et de la propriété	-	-	-	-	15 555	-	-	15 555
Transports et communications	-	-	-	-	34 244	-	-	34 244
Santé	-	-	-	-	838 670	-	-	838 670
Services sociaux	-	-	-	-	595 275	-	-	595 275
Education	-	-	-	-	306 647	-	-	306 647
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	-	-	-	-	66 011	-	-	66 011
Environnement	-	-	-	-	20 768	-	-	20 768
Loisirs et culture	-	-	-	-	295	-	-	295
Travail, emploi et immigration	-	-	-	-	744	-	-	744
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	1 900 985	-	-	1 900 985

Tableau 2.2 (fin)
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source et la nature économique, Québec, 1980-81

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
	'000 $							
Transferts des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	77 733	-	-	77 733
Transferts des gouvernements locaux	-	-	-	-	4 234	-	-	4 234
Somme partielle	-	-	-	-	1 982 952	-	-	1 982 952
Total des revenus de transferts	-	-	-	-	3 850 968	-	-	3 850 968
Total des revenus généraux bruts	7 507 337	752 218	3 364 843	331 094	3 850 968	1 538 075	263 786	17 608 321

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1981-82

Fonction	Nature économique					
	Biens et services	Transferts			Autres dépenses	Total
		Particuliers	Entreprises	Autres		
			'000 $			
Services généraux:						
Exécutif et législatif	73 734	2 567	763	-	-	77 064
Administration générale	771 516	13 552	-	344	752	786 164
Contributions aux régimes de retraite non gérés par l'administration publique	615 522	-	-	-	-	615 522
Pensions versées en vertu des caisses de retraite gérées par l'administration publique	-	232 898	-	-	-	232 898
Autres	56 031	13 628	-	-	-	69 659
Somme partielle	1 516 803	262 645	763	344	752	1 781 307
Protection de la personne et de la propriété:						
Cours de justice	81 284	-	-	-	-	81 284
Correction et réhabilitation	81 066	35 645	-	-	-	116 711
Police	217 634	232	-	-	-	217 866
Lutte contre les incendies	7 838	-	-	2 586	-	10 424
Services de réglementations	104 764	789	403	-	-	105 956
Autres	67 003	21 660	-	-	-	88 663
Somme partielle	559 589	58 326	403	2 586	-	620 904
Transports et communications:						
Transport routier	748 025	18	-	37 550	38 777	824 370
Transport public	5 910	7 103	-	229 676	-	242 689
Transport par eau	10 663	-	4 962	381	-	16 006
Télécommunications	4 823	-	-	-	-	4 823
Autres	55 087	-	338	-	9 175	64 600
Somme partielle	824 508	7 121	5 300	267 607	47 952	1 152 488
Santé:						
Soins hospitaliers	2 846 987	4 556	-	-	-	2 851 543
Soins médicaux	1 522 435	-	-	-	-	1 522 435
Soins préventifs	89 310	20 101	-	10	-	109 421
Autres	47 969	14 406	1 503	-	-	63 878
Somme partielle	4 506 701	39 063	1 503	10	-	4 547 277
Services sociaux:						
Sécurité sociale:						
Régimes contributifs:						
Régime de rentes du Québec	24 000	853 306	-	-	-	877 306
Régimes concernant la population active:						
Assurance-chômage	20 763	-	-	-	-	20 763
Accidents du travail	107 358	353 863	-	-	19 364	480 585
Assurance automobile	-	120 837	-	-	-	120 837

Tableau 2.3 (suite)
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1981-82

Fonction	Nature économique					
	Biens et services	Transferts			Autres Dépenses	Total
		Particuliers	Entreprises	Autres		
			'000 $			
Supplément au revenu de travail	479	18 735	-	-	-	19 214
Allocations familiales	5 061	194 465	-	-	-	199 526
Somme partielle	157 661	1 541 206	-	-	19 364	1 718 231
Bien-être social:						
Assistance sociale	1 762	1 358 909	-	16 715	-	1 377 386
Service de bien-être	82 581	862 233	-	2 189	-	947 003
Paiements à titre gracieux et allocations	718	9 058	-	-	-	9 776
Autres services de bien-être social	63 889	1 076	-	-	-	64 965
Crédits et dégrèvements d'impôts, incluant les subventions aux propriétaires	-	420	17 825	-	-	18 245
Autres dépenses de bien-être social	12 921	36 323	-	-	-	49 244
Somme partielle	161 871	2 268 019	17 825	18 904	-	2 466 619
Somme partielle	319 532	3 809 225	17 825	18 904	19 364	4 184 850
Education:						
Elémentaire et secondaire	29 034	191 250	-	3 757 638	-	3 977 922
Postsecondaire	624 101	964 878	-	-	-	1 588 979
Services particuliers de recyclage	150 422	39 290	-	-	-	189 712
Autres	55 765	-	-	2 009	-	57 774
Somme partielle	859 322	1 195 418	-	3 759 647	-	5 814 387
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:						
Agriculture	122 617	53 174	182 483	-	-	358 274
Chasse et pêche	46 495	2 782	3 701	-	-	52 978
Forêts	100 449	29 304	47 938	-	-	177 691
Mines	29 127	-	7 649	-	-	36 776
Pétrole et gaz	-	-	-	-	-	-
Tourisme	23 996	3 685	-	873	-	28 554
Commerce et industrie	59 670	1 513	63 394	10 481	13 949	149 007
Eau	-	-	-	-	-	-
Autres	28 510	6 030	-	-	-	34 540
Somme partielle	410 864	96 488	305 165	11 354	13 949	837 820
Environnement:						
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	29 217	236	-	96 878	-	126 331
Contrôle de la pollution	9 711	3	-	-	-	9 714
Autres	7 854	235	-	3 190	-	11 279
Somme partielle	46 782	474	-	100 068	-	147 324

Tableau 2.3 (fin)
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1981-82

Fonction	Nature économique					
	Biens et services	Transferts			Autres dépenses	Total
		Particuliers	Entreprises	Autres		
			'000 $			
Loisirs et culture:						
Loisirs	80 823	20 046	-	40 011	-	140 880
Culture	46 821	45 730	-	25 500	-	118 051
Autres	5 297	623	-	-	-	5 920
Somme partielle	132 941	66 399	-	65 511	-	264 851
Travail, emploi et immigration:						
Travail et emploi	76 543	26 521	-	7 577	195	110 836
Immigration	18 941	2 296	-	-	-	21 237
Somme partielle	95 484	28 817	-	7 577	195	132 073
Logement:						
Aide générale	167 300	-	13 639	33 559	-	214 498
Aide aux acheteurs de maisons	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	167 300	-	13 639	33 559	-	214 498
Planification et aménagement des régions:						
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-
Aménagement des communautés urbaines	3 840	-	-	3 230	-	7 070
Aménagement des régions	18 416	13 797	-	11 297	1 219	44 729
Autres	7 563	201	-	103 689	-	111 453
Somme partielle	29 819	13 998	-	118 216	1 219	163 252
Transferts à des fins générales aux administrations locales:						
Subventions en remplacement d'impôt	784	-	-	210 429	-	211 213
Autres	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	784	-	-	210 429	-	211 213
Transferts aux entreprises propres	-	-	117 306	-	-	117 306
Service de la dette:						
Intérêts	-	1 857 408	-	-	-	1 857 408
Autres	623	-	-	-	16 170	16 793
Somme partielle	623	1 857 408	-	-	16 170	1 874 201
Total	9 471 052	7 435 382	461 904	4 595 812	99 601	22 063 751

Tableau 2.4
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1980-81

Fonction	Nature économique					
	Biens et services	Transferts			Autres dépenses	Total
		Particuliers	Entreprises	Autres		
			'000 $			
Services généraux:						
Exécutif et législatif	101 681	4 110	1 101	-	-	106 892
Administration générale	710 309	3 211	-	-	2 294	715 814
Contributions aux régimes de retraite non gérés par l'administration publique	524 216	-	-	-	-	524 216
Pensions versées en vertu des caisses de retraite gérées par l'administration publique	-	198 897	-	-	-	198 897
Autres	47 797	22 475	-	-	-	70 272
Somme partielle	1 384 003	228 693	1 101	-	2 294	1 616 091
Protection de la personne et de la propriété:						
Cours de justice	74 181	-	-	-	-	74 181
Correction et réhabilitation	74 537	15 651	-	-	-	90 188
Police	183 544	239	-	-	-	183 783
Lutte contre les incendies	6 914	-	-	4 770	-	11 684
Services de réglementations	96 523	1 587	-	-	-	98 110
Autres	55 171	7 667	-	555	-	63 393
Somme partielle	490 870	25 144	-	5 325	-	521 339
Transports et communications:						
Transport routier	722 750	12	-	31 036	55 905	809 703
Transport public	2 837	3 732	-	176 992	-	183 561
Transport par eau	7 122	5 173	1 273	364	-	13 932
Télécommunications	4 240	-	-	-	-	4 240
Autres	56 232	-	-	-	-	56 232
Somme partielle	793 181	8 917	1 273	208 392	55 905	1 067 668
Santé:						
Soins hospitaliers	2 463 764	22 536	-	-	-	2 486 300
Soins médicaux	1 375 352	22	-	-	-	1 375 374
Soins préventifs	79 820	8 505	-	221	-	88 546
Autres	32 711	6 868	-	-	-	39 579
Somme partielle	3 951 647	37 931	-	221	-	3 989 799
Services sociaux:						
Sécurité sociale:						
Régimes contributifs:						
Régime de rentes du Québec	31 418	700 046	-	-	-	731 464
Régimes concernant la population active:						
Assurance-chômage	15 695	-	-	-	-	15 695
Accidents du travail	68 466	281 699	-	-	-	350 165
Assurance automobile	-	89 033	-	-	-	89 033

Tableau 2.4 (suite)
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1980-81

Fonction	Nature économique					
	Biens et services	Transferts			Autres dépenses	Total
		Particuliers	Entreprises	Autres		
			'000 $			
Supplément au revenu de travail	603	19 598	-	-	-	20 201
Allocations familiales	6 021	184 218	-	-	-	190 239
Somme partielle	122 203	1 274 594	-	-	-	1 396 797
Bien-être social:						
Assistance sociale	24 081	1 185 802	-	15 294	-	1 225 177
Service de bien-être	130 569	671 772	-	4 090	-	806 431
Paiements à titre gracieux et allocations	700	7 137	-	-	-	7 837
Autres services de bien-être social	72 692	1 611	-	-	-	74 303
Crédits et dégrèvements d'impôts, incluant les subventions aux propriétaires	-	-	9 521	-	-	9 521
Autres dépenses de bien-être social	4 602	22 844	-	-	-	27 446
Somme partielle	232 644	1 889 166	9 521	19 384	-	2 150 715
Somme partielle	354 847	3 163 760	9 521	19 384	-	3 547 512
Education:						
Elémentaire et secondaire	24 290	188 409	-	3 170 493	-	3 383 192
Postsecondaire	514 093	917 021	-	-	-	1 431 114
Services particuliers de recyclage	97 719	18 592	-	-	-	116 311
Autres	89 684	2 220	-	1 921	-	93 825
Somme partielle	725 786	1 126 242	-	3 172 414	-	5 024 442
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:						
Agriculture	109 093	5 320	204 725	271	-	319 409
Chasse et pêche	42 980	3 536	4 187	-	-	50 703
Forêts	84 475	22 969	11 080	-	-	118 524
Mines	18 390	-	492	-	-	18 882
Pétrole et gaz	976	-	-	-	-	976
Tourisme	20 537[r]	2 789[r]	-	564	-	23 890[r]
Commerce et industrie	58 376	1 087	57 282	10 063	7 391	134 199
Eau	-	-	-	-	-	-
Autres	32 228	15 802	-	-	-	48 030
Somme partielle	367 055[r]	51 503[r]	277 766	10 898	7 391	714 613[r]
Environnement:						
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	28 988	415	-	77 560	-	106 963
Contrôle de la pollution	8 438	25	-	-	-	8 463
Autres	7 245	232	-	1 608	-	9 085
Somme partielle	44 671	672	-	79 168	-	124 511

Tableau 2.4 (fin)
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1980-81

Fonction	Nature économique					
	Biens et services	Transferts			Autres dépenses	Total
		Particuliers	Entreprises	Autres		
			'000 $			
Loisirs et culture:						
Loisirs	86 964[r]	25 579[r]	-	29 521	-	142 064[r]
Culture	43 394	48 939	12 758	1 200	-	106 291
Autres	6 760	394	-	-	-	7 154
Somme partielle	137 118[r]	74 912[r]	12 758	30 721	-	255 509[r]
Travail, emploi et immigration:						
Travail et emploi	48 506	35 659	-	4 710	137	89 012
Immigration	23 132	3 666	-	-	-	26 798
Somme partielle	71 638	39 325	-	4 710	137	115 810
Logement:						
Aide générale	197 249	-	9 787	50 941	-	257 977
Aide aux acheteurs de maisons	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	197 249	-	9 787	50 941	-	257 977
Planification et aménagement des régions:						
Urbanisme et zonage	809	15 449	-	-	-	16 258
Aménagement des communautés urbaines	1 144	-	-	7 355	-	8 499
Aménagement des régions	14 900	1 749	-	5 223	2 046	23 918
Autres	7 297	173	-	84 585	-	92 055
Somme partielle	24 150	17 371	-	97 163	2 046	140 730
Transferts à des fins générales aux administrations locales:						
Subventions en remplacement d'impôt	699	-	-	186 678	-	187 377
Autres	-	-	-	5	-	5
Somme partielle	699	-	-	186 683	-	187 382
Transferts aux entreprises propres	-	-	117 555	-	-	117 555
Service de la dette:						
Intérêts	-	1 349 882	-	-	-	1 349 882
Autres	1 008	-	-	-	14 913	15 921
Somme partielle	1 008	1 349 882	-	-	14 913	1 365 803
Total	8 543 922	6 124 352	429 761	3 866 020	82 686	19 046 741

Tableau 2.5
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la nature économique, Québec, 1980-81 et 1981-82

Nature économique	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Impôts directs						
Particuliers	7 507 337	42,6	9 171 939	43,8	1 664 602	22,2
Entreprises	752 218	4,3	670 119	3,2	(82 099)	(10,9)
Impôts indirects	3 364 843	19,1	4 053 067	19,3	688 224	20,4
Transferts						
Particuliers	331 094	1,9	408 203	2,0	77 109	23,3
Autres échelons de l'administration publique	3 850 968	21,9	4 442 418	21,2	591 450	15,3
Revenus de placements	1 538 075	8,7	1 885 039	9,0	346 964	22,6
Autres revenus	263 786	1,5	306 606	1,5	42 820	16,2
Total des revenus généraux bruts	17 608 321	100,0	20 937 391	100,0	3 329 070	18,9

Tableau 2.6
Revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale, selon la source, Québec, 1980-81 et 1981-82

Source	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres						
Impôts sur le revenu	5 985 900	34,0	6 641 455	31,7	655 555	10,9
Impôts à la consommation	2 769 310	15,7	3 296 135	15,7	526 825	19,0
Cotisations aux régimes de santé et d'assurance sociale	2 001 137	11,4	2 910 605	13,9	909 468	45,4
Diverses impositions	291 167	1,6	471 940	2,3	180 773	62,1
Ressources naturelles	144 963	0,8	167 363	0,8	22 400	15,4
Privilèges, droits et permis	615 559	3,5	646 970	3,1	31 411	5,1
Ventes de biens et services	245 811	1,4	283 443	1,4	37 632	15,3
Revenus de placements	1 406 654	8,0	1 680 751	8,0	274 097	19,5
Autres revenus de sources propres	296 852	1,7	396 311	1,9	99 459	33,5
Somme partielle	13 757 353	78,1	16 494 973	78,8	2 737 620	19,9
Transferts						
Transferts de l'administration fédérale	3 769 001	21,4	4 318 193	20,6	549 192	14,6
Transferts des entreprises fédérales	77 733	0,5	116 884	0,6	39 151	50,4
Transferts des gouvernements locaux	4 234	--	7 341	--	3 107	73,4
Somme partielle	3 850 968	21,9	4 442 418	21,2	591 450	15,4
Total des revenus généraux bruts	17 608 321	100,0	20 937 391	100,0	3 329 070	18,9

Tableau 2.7
Réconciliation des revenus généraux bruts de l'administration publique provinciale avec les Comptes publics, Québec, 1981-82

Revenus bruts	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Revenus bruts	17 471 574	5 265 469	22 737 043
Déduire:			
Transactions à l'intérieur de l'administration publique provinciale:			
Transferts	48 090	1 801 532	1 849 622
Autres	59 035	98 130	157 165
Somme partielle	107 125	1 899 662	2 006 787
Postes ne constituant pas des revenus	-	-	-
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	59 386	2 281	61 667
Somme partielle	59 386	2 281	61 667
Plus:			
Fonds spécial olympique	-	98 366	98 366
Cotisations des participants et contributions de certains organismes à certains régimes de retraite	170 436	-	170 436
Somme partielle	170 436	98 366	268 802
Total des revenus généraux bruts	17 475 499	3 461 892	20 937 391

Tableau 2.8
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la nature économique, Québec, 1980-81

Nature économique	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Biens et services	8 543 922	44,8	9 471 052	42,9	927 130	10,9
Transferts						
Particuliers	6 124 352	32,2	7 435 382	33,7	1 311 030	21,4
Entreprises	429 761	2,3	461 904	2,1	32 143	7,5
Autres échelons de l'administration publique	3 866 020	20,3	4 595 812	20,8	729 792	18,9
Autres dépenses	82 686	0,4	99 601	0,5	16 915	20,4
Total des dépenses générales brutes	19 046 741	100,0	22 063 751	100,0	3 017 010	15,8

Tableau 2,9
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81		1981-82		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Services généraux	1 616 091	8,5	1 781 307	8,1	165 216	10,2
Protection de la personne et de la propriété	521 339	2,7	620 904	2,8	99 565	19,1
Transports et communications	1 067 668	5,6	1 152 488	5,2	84 820	7,9
Santé	3 989 799	20,9	4 547 277	20,6	557 478	14,0
Services sociaux	3 547 512	18,6	4 184 850	19,0	637 338	17,9
Education	5 024 442	26,4	5 814 387	26,4	789 945	15,7
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	714 613[r]	3,8[r]	837 820	3,8	123 207	17,2
Environnement	124 511	0,7	147 324	0,6	22 813	18,3
Loisirs et culture	255 509[r]	1,3[r]	264 851	1,2	9 342	3,6
Travail, emploi et immigration	115 810	0,6	132 073	0,6	16 263	14,0
Logement	257 977	1,4	214 498	1,0	(43 479)	(16,8)
Planification et aménagement des régions	140 730	0,7	163 252	0,7	22 522	16,0
Transferts à des fins générales aux administrations locales	187 382	1,0	211 213	1,0	23 831	12,7
Transferts aux entreprises propres	117 555	0,6	117 306	0,5	(249)	(0,2)
Service de la dette	1 365 803	7,2	1 874 201	8,5	508 398	37,2
Total des dépenses générales brutes	19 046 741	100,0	22 063 751	100,0	3 017 010	15,8

Tableau 2.10
Réconciliation des dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale avec les Comptes publics, Québec, 1981-82

Dépenses brutes	Ministères	Fonds spéciaux	Administration publique provinciale
		'000 $	
Dépenses brutes	20 359 807	3 859 914	24 219 721
Déduire:			
Transactions à l'intérieur de l'administration publique provinciale:			
Transferts	1 819 384	48 090	1 867 474
Autres	101 595	32 826	134 421
Somme partielle	1 920 979	80 916	2 001 895
Postes ne constituant pas des dépenses	-	12 658	12 658
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	59 386	2 281	61 667
Contribution du gouvernement à certains régimes de retraite	490 462	-	490 462
Somme partielle	549 848	14 939	564 787
Plus:			
Fonds spécial olympique	-	98 366	98 366
Pensions versées pour certains régimes de retraite	232 898	-	232 898
Dépenses irrécouvrables	79 448	-	79 448
Somme partielle	312 346	98 366	410 712
Total des dépenses générales brutes	18 201 326	3 862 425	22 063 751

Tableau 2.11
Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1980-81 et 1981-82

Source	1980-81 Total		1981-82 Ministères	1981-82 Fonds spéciaux	1981-82 Total		Variation	
	'000 $	%	'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres								
Impôts sur le revenu:								
Des particuliers	5 314 419	30,2	6 051 081	-	6 051 081	28,9	736 662	13,8
Des corporations	671 481	3,8	590 374	-	590 374	2,8	(81 107)	(12,1)
Somme partielle	5 985 900	34,0	6 641 455	-	6 641 455	31,7	655 555	10,9
Impôts sur la propriété foncière	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts à la consommation:								
Taxes générales de vente	1 690 199	9,6	1 771 300	-	1 771 300	8,5	81 101	4,8
Taxes sur les carburants	515 984	2,9	826 934	21 890	848 824	4,1	332 840	64,5
Taxes sur le tabac	257 534	1,5	228 557	98 366	326 923	1,6	69 389	26,9
Taxes sur les paris mutuels aux champs de course	33 942	0,2	33 295	-	33 295	0,1	(647)	(1,9)
Autres taxes	271 651	1,5	315 793	-	315 793	1,5	44 142	16,2
Somme partielle	2 769 310	15,7	3 175 879	120 256	3 296 135	15,8	526 825	19,0
Cotisations aux régimes de santé et d'assurance sociale:								
Primes et taxes d'assurance-maladie	578 265	3,3	1 224 451	-	1 224 451	5,8	646 186	111,7
Cotisations aux caisses des accidents du travail	531 955	3,0	-	663 451	663 451	3,2	131 496	24,7
Cotisations aux régimes universels de rentes	890 917	5,1	-	1 022 703	1 022 703	4,9	131 786	14,8
Somme partielle	2 001 137	11,4	1 224 451	1 686 154	2 910 605	13,9	909 468	45,4
Diverses impositions:								
Impôts sur les primes des cies d'assurance	80 000	0,5	93 100	-	93 100	0,5	13 100	16,4
Autres impositions	211 167	1,2	366 817	12 023	378 840	1,8	167 673	79,4
Somme partielle	291 167	1,7	459 917	12 023	471 940	2,3	180 773	62,1
Ressources naturelles:								
Chasse et pêche	8 139	--	8 885	-	8 885	--	746	9,2
Forêts	48 503	0,3	67 273	-	67 273	0,4	18 770	38,7
Mines	60 759	0,4	56 724	-	56 724	0,3	(4 035)	(6,6)
Pétrole et gaz naturel	115	--	173	-	173	--	58	50,4
Eau	21 175	0,1	27 097	-	27 097	0,1	5 922	27,9
Autres	6 272	--	6 963	248	7 211	--	939	15,0
Somme partielle	144 963	0,8	167 115	248	167 363	0,8	22 400	15,4
Privilèges, droits et permis:								
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	64 900	0,4	71 554	-	71 554	0,4	6 654	10,2
Véhicules automobiles	516 917	2,9	224 701	319 164	543 865	2,6	26 948	5,2
Autres	33 742	0,2	31 327	224	31 551	0,1	(2 191)	(6,5)
Somme partielle	615 559	3,5	327 582	319 388	646 970	3,1	31 411	5,1

Tableau 2.11 (suite)
Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1980-81 et 1981-82 (suite)

Source	1980-81		1981-82				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Total			
	'000 $	%	'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Ventes de biens et services:								
Entre administrations publiques:								
Formation de la main-d'oeuvre	124 984	0,7	136 401	-	136 401	0,6	11 417	9,1
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	124 984	0,7	136 401	-	136 401	0,6	11 417	9,1
A la collectivité en général:								
Institutionnelles	27 384	0,2	34 494	5 030	39 524	0,2	12 140	44,3
Autres	93 443	0,5	66 958	40 560	107 518	0,5	14 075	15,1
Somme partielle	120 827	0,7	101 452	45 590	147 042	0,7	26 215	21,7
Somme partielle	245 811	1,4	237 853	45 590	283 443	1,3	37 632	15,3
Revenus de placements:								
Provenant des entreprises publiques propres:								
Bénéfices remis:								
Régie des alcools	203 000	1,1	225 000	-	225 000	1,1	22 000	10,8
Autres	135 000	0,8	156 900	-	156 900	0,7	21 900	16,2
Somme partielle	338 000	1,9	381 900	-	381 900	1,8	43 900	13,0
Autres revenus de placements:								
Intérêts	1 060 080	6,0	54 904	1 233 306	1 288 210	6,2	228 130	21,5
Dividendes	1 357	--	-	3 285	3 285	--	1 928	142,1
Bénéfices des opérations en devises étrangères	231	--	2 498	-	2 498	--	2 267	981,4
Autres	6 986	--	1 951	2 907	4 858	--	(2 128)	(30,4)
Somme partielle	1 068 654	6,0	59 353	1 239 498	1 298 851	6,2	230 197	21,5
Somme partielle	1 406 654	7,9	441 253	1 239 498	1 680 751	8,0	274 097	19,5
Autres revenus de sources propres:								
Cotisations aux caisses de retraite gérées par l'administration publique	150 451	0,9	170 436	-	170 436	0,8	19 985	13,3
Intérêts et pénalités sur les impôts	90 102	0,5	142 989	-	142 989	0,7	52 887	58,7
Amendes et autres pénalités	27 008	0,1	51 492	1 036	52 528	0,3	25 520	94,5
Autres revenus divers	29 291	0,2	-	30 358	30 358	0,1	1 067	3,6
Somme partielle	296 852	1,7	364 917	31 394	396 311	1,9	99 459	33,5
Total des revenus de sources propres	13 757 353	78,1	13 040 422	3 454 551	16 494 973	78,8	2 737 620	19,9

Tableau 2.11 (fin)
Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1980-81 et 1981-82

Source	1980-81 Total '000 $	%	1981-82 Ministères '000 $	Fonds spéciaux '000 $	Total '000 $	%	Variation '000 $	%
Transferts								
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Subventions statutaires	4 357	--	4 550	-	4 550	--	193	4,4
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	4 241	--	3 330	-	3 330	--	(911)	(21,5)
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	13 407	0,1	3 036	-	3 036	--	(10 371)	(77,3)
Péréquation	1 847 169	10,5	2 317 823	-	2 317 823	11,1	470 654	25,5
Accord de réciprocité fiscale	(23 020)	(0,1)	-	-	-	-	23 020	100,0
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	21 862	0,1	23 868	-	23 868	0,1	2 006	9,2
Somme partielle	1 868 016	10,6	2 352 607	-	2 352 607	11,2	484 591	25,9
Transferts à des fins spécifiques en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Services généraux	22 776	0,1	32 299	-	32 299	0,2	9 523	41,8
Protection de la personne et de la propriété	15 555	0,1	9 111	-	9 111	--	(6 444)	(41,4)
Transports et communications	34 244	0,2	45 395	-	45 395	0,2	11 151	32,5
Santé	838 670	4,8	885 813	-	885 813	4,2	47 143	5,6
Services sociaux	595 275	3,4	681 267	-	681 267	3,3	85 992	14,4
Education	306 647	1,7	252 990	-	252 990	1,2	(53 657)	(17,5)
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	66 011	0,4	50 916	-	50 916	0,3	(15 095)	(22,8)
Environnement	20 768	0,1	6 400	-	6 400	--	(14 368)	(69,2)
Loisirs et culture	295	--	312	-	312	--	17	5,7
Travail, emploi et immigration	744	--	1 083	-	1 083	--	339	45,5
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	1 900 985	10,8	1 965 586	-	1 965 586	9,4	64 601	3,4
Transferts des entreprises publiques fédérales	77 733	0,5	116 884	-	116 884	0,6	39 151	50,4
Transferts des gouvernements locaux	4 234	--	-	7 341	7 341	--	3 107	73,4
Somme partielle	1 982 952	11,3	2 082 470	7 341	2 089 811	10,0	106 859	5,4
Total des revenus de transferts	3 850 968	21,9	4 435 077	7 341	4 442 418	21,2	591 450	15,3
Total des revenus généraux bruts	17 608 321	100,0	17 475 499	3 461 892	20 937 391	100,0	3 329 070	18,9

Tableau 2.12
Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81		1981-82				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Total			
	'000 $		'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Services généraux								
Exécutif et législatif	106 892	0,6	77 064	-	77 064	0,3	(29 828)	(27,9)
Administration générale	715 814	3,7	701 390	84 774	786 164	3,6	70 350	9,8
Contributions aux régimes de retraite non gérés par l'administration publique	524 216	2,8	610 599	4 923	615 522	2,8	91 306	17,4
Pensions versées en vertu des caisses de retraite gérées par l'administration publique	198 897	1,0	232 898	-	232 898	1,1	34 001	17,1
Autres	70 272	0,4	64 918	4 741	69 659	0,3	(613)	(0,9)
Somme partielle	1 616 091	8,5	1 686 869	94 438	1 781 307	8,1	165 216	10,2
Protection de la personne et de la propriété:								
Cours de justice	74 181	0,4	81 284	-	81 284	0,4	7 103	9,6
Correction et réhabilitation	90 188	0,5	116 711	-	116 711	0,5	26 523	29,4
Police	183 783	1,0	217 866	-	217 866	1,0	34 083	18,5
Lutte contre les incendies	11 684	--	10 424	-	10 424	--	(1 260)	(10,8)
Services de réglementations	98 110	0,5	93 264	12 692	105 956	0,5	7 846	8,0
Autres	63 393	0,3	68 743	19 920	88 663	0,4	25 270	39,9
Somme partielle	521 339	2,7	588 292	32 612	620 904	2,8	99 565	19,1
Transports et communications:								
Transport routier	809 703	4,2	824 043	327	824 370	3,7	14 667	1,8
Transport public	183 561	1,0	242 689	-	242 689	1,1	59 128	32,2
Transport par eau	13 932	0,1	16 006	-	16 006	0,1	2 074	14,9
Télécommunications	4 240	--	4 823	-	4 823	--	583	13,7
Autres	56 232	0,3	8 269	56 331	64 600	0,3	8 368	14,9
Somme partielle	1 067 668	5,6	1 095 830	56 658	1 152 488	5,2	84 820	7,9
Santé:								
Soins hospitaliers	2 486 300	13,0	2 851 543	-	2 851 543	12,9	365 243	14,7
Soins médicaux	1 375 374	7,2	68 033	1 454 402	1 522 435	6,9	147 061	10,7
Soins préventifs	88 546	0,5	109 421	-	109 421	0,5	20 875	23,6
Autres	39 579	0,2	63 878	-	63 878	0,3	24 299	61,4
Somme partielle	3 989 799	20,9	3 092 875	1 454 402	4 547 277	20,6	557 478	14,0
Services sociaux:								
Sécurité sociale:								
Régimes contributifs:								
Régime des rentes du Québec	731 464	3,8	-	877 306	877 306	4,0	145 842	19,9
Régimes concernant la population active:								
Assurance-chômage	15 695	0,1	20 763	-	20 763	0,1	5 068	32,3
Accidents du travail	350 165	1,8	-	480 585	480 485	2,2	130 420	37,2
Assurance automobile	89 033	0,5	-	120 837	120 837	0,5	31 804	35,7

Tableau 2.12 (suite)
Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81		1981-82				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Total			
	'000 $	%	'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Supplément au revenu de travail	20 201	0,1	19 214	-	19 214	0,1	(987)	(4,9)
Allocations familiales	190 239	1,0	199 526	-	199 526	0,9	9 287	4,9
Somme partielle	1 396 797	7,3	239 503	1 478 728	1 718 231	7,8	321 434	23,0
Bien-être social:								
Assistance sociale	1 225 177	6,4	1 377 386	-	1 377 386	6,3	152 209	12,4
Service de bien-être	806 431	4,3	947 003	-	947 003	4,3	140 572	17,4
Paiements à titre gracieux et allocations	7 837	--	9 776	-	9 776	--	1 939	24,7
Autres services de bien-être social	74 303	0,4	64 965	-	64 965	0,3	(9 338)	(12,6)
Crédits et dégrèvements d'impôts, incluant les subventions aux propriétaires								
Autres dépenses de bien-être social	9 521	--	18 245	-	18 245	0,1	8 724	91,6
	27 446	0,2	35 182	14 062	49 244	0,2	21 798	79,4
Somme partielle	2 150 715	11,3	2 452 557	14 062	2 466 619	11,2	315 904	14,7
Somme partielle	3 547 512	18,6	2 692 060	1 492 790	4 184 850	19,0	637 338	17,9
Education:								
Elémentaire et secondaire	3 383 192	17,8	3 977 922	-	3 977 922	18,0	594 730	17,6
Postsecondaire	1 431 114	7,5	1 588 979	-	1 588 979	7,2	157 865	11,0
Services particuliers de recyclage	116 311	0,6	189 712	-	189 712	0,9	73 401	63,1
Autres	93 825	0,5	57 774	-	57 774	0,3	(36 051)	(38,4)
Somme partielle	5 024 442	26,4	5 814 387	-	5 814 387	26,4	789 945	15,7
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:								
Agriculture	319 409	1,7	207 632	150 642	358 274	1,6	38 865	12,2
Chasse et pêche	50 703	0,3	52 978	-	52 978	0,2	2 275	4,5
Forêts	118 524	0,6	176 127	1 564	177 691	0,8	59 167	49,9
Mines	18 882	0,1	36 776	-	36 776	0,2	17 894	94,7
Pétrole et gaz	976	--	-	-	-	-	(976)	(100,0)
Tourisme	23 890[r]	0,1[r]	26 444	2 110	28 554	0,1	4 664	19,5
Commerce et industrie	134 199	0,7	67 917	81 090	149 007	0,7	14 808	11,0
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	48 030	0,3	33 463	1 077	34 540	0,2	(13 490)	28,1
Somme partielle	714 613[r]	3,8[r]	601 337	236 483	837 820	3,8	123 207	17,2
Environnement:								
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	106 963	0,6	125 741	590	126 331	0,6	19 368	18,1
Contrôle de la pollution	8 463	--	9 714	-	9 714	--	1 251	14,8
Autres	9 085	0,1	11 279	-	11 279	--	2 194	24,1
Somme partielle	124 511	0,7	146 734	590	147 324	0,6	22 813	18,3

Tableau 2.12 (fin)
Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81		1981-82				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Total			
	'000 $	%	'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Loisirs et culture:								
Loisirs	142 064[r]	0,7[r]	140 880	-	140 880	0,7	(1 184)	(0,8)
Culture	106 291	0,6	112 918	5 133	118 051	0,5	11 760	11,1
Autres	7 154	--	5 920	-	5 920	--	(1 234)	(17,2)
Somme partielle	255 509[r]	1,3[r]	259 718	5 133	264 851	1,2	9 342	3,6
Travail, emploi et immigration:								
Travail et emploi	89 012	0,5	67 417	43 419	110 836	0,5	21 824	24,5
Immigration	26 798	0,1	21 237	-	21 237	0,1	(5 561)	(20,7)
Somme partielle	115 810	0,6	88 654	43 419	132 073	0,6	16 263	14,0
Logement:								
Aide générale	257 977	1,4	-	214 498	214 498	1,0	(43 479)	(16,8)
Aide aux acheteurs de maisons	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	257 977	1,4	-	214 498	214 498	1,0	(43 479)	(16,8)
Planification et aménagement des régions:								
Urbanisme et zonage	16 258	0,1	-	-	-	-	(16 258)	(100,0)
Aménagement des communautés urbaines	2 397	--	7 070	-	7 070	--	4 673	194,9
Aménagement des régions	23 918	0,1	43 510	1 219	44 729	0,2	20 811	87,0
Autres	98 157	0,5	104 712	6 741	111 453	0,5	13 296	13,5
Somme partielle	140 730	0,7	155 292	7 960	163 252	0,7	22 522	16,0
Transferts à des fins générales et administrations locales:								
Subventions en remplacement d'impôt	187 377	1,0	211 213	-	211 213	1,0	23 836	12,7
Autres	5	--	-	-	-	-	(5)	(100,0)
Somme partielle	187 382	1,0	211 213	-	211 213	1,0	23 831	12,7
Transferts aux entreprises propres	117 555	0,6	18 940	98 366	117 306	0,5	(249)	0,2
Service de la dette:								
Intérêts	1 349 882	7,1	1 732 332	125 076	1 857 408	8,4	507 526	37,6
Autres	15 921	0,1	16 793	-	16 793	0,1	872	5,5
Somme partielle	1 365 803	7,2	1 749 125	125 076	1 874 201	8,5	508 398	37,2
Total des dépenses générales brutes	19 046 741	100,0	18 201 326	3 862 425	22 063 751	100,0	3 017 010	15,8

Tableau 2.13
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction, en pourcentage et per capita, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81			1981-82		
	'000 $	%	Per capita	'000 $	%	Per capita
Services généraux:						
Exécutif et législatif	106 892	0,6	16,96	77 064	0,3	11,97
Administration générale	715 814	3,7	113,57	786 164	3,6	122,11
Contributions aux régimes de retraite non gérés par l'administration publique	524 216	2,8	83,17	615 522	2,8	95,61
Pensions versées en vertu des caisses de retraite gérées par l'administration publique	198 897	1,0	31,55	232 898	1,1	36,17
Autres	70 272	0,4	11,15	69 659	0,3	10,82
Somme partielle	1 616 091	8,5	256,40	1 781 307	8,1	276,68
Protection de la personne et de la propriété:						
Cours de justice	74 181	0,4	11,77	81 284	0,4	12,63
Correction et réhabilitation	90 188	0,5	14,31	116 711	0,5	18,13
Police	183 783	1,0	29,16	217 866	1,0	33,84
Lutte contre les incendies	11 684	--	1,85	10 424	--	1,62
Service de réglementation	98 110	0,5	15,56	105 956	0,5	16,45
Autres	63 393	0,3	10,06	88 663	0,4	13,77
Somme partielle	521 339	2,7	82,71	620 904	2,8	96,44
Transports et communications						
Transport routier	809 703	4,2	128,47	824 370	3,7	128,04
Transport public	183 561	1,0	29,12	242 689	1,1	37,69
Transport par eau	13 932	0,1	2,21	16 006	0,1	2,49
Télécommunications	4 240	--	0,67	4 823	--	0,75
Autres	56 232	0,3	8,92	64 600	0,3	10,03
Somme partielle	1 067 668	5,6	169,39	1 152 488	5,2	179,00
Santé:						
Soins hospitaliers	2 486 300	13,0	394,46	2 851 543	12,9	442,91
Soins médicaux	1 375 374	7,2	218,21	1 522 435	6,9	236,47
Soins préventifs	88 546	0,5	14,05	109 421	0,5	17,00
Autres	39 579	0,2	6,28	63 878	0,3	9,92
Somme partielle	3 989 799	20,9	633,00	4 547 277	20,6	706,30
Services sociaux:						
Sécurité sociale:						
Régimes contributifs:						
Régime de rentes du Québec	731 464	3,8	116,05	877 306	4,0	136,27
Régime concernant la population active:						
Assurance-chômage	15 695	0,1	2,49	20 763	0,1	3,22
Accidents du travail	350 165	1,8	55,56	480 585	2,2	74,64
Assurance automobile	89 033	0,5	14,13	120 837	0,5	18,77
Supplément au revenu de travail	20 201	0,1	3,20	19 214	0,1	2,98
Allocations familiales	190 239	1,0	30,18	199 526	0,9	31,00
Somme partielle	1 396 797	7,3	221,61	1 718 231	7,8	266,88

Tableau 2.13 (suite)
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction, en pourcentage et per capita, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81			1981-82		
	'000 $	%	Per capita	'000 $	%	Per capita
Bien-être social:						
Assistance sociale	1 22[illegible] 77	6,4	194,38	1 377 386	6,3	213,94
Service de bien-être	806 431	4,3	127,94	947 003	4,3	147,09
Paiements à titre gracieux et allocations	7 837	--	1,24	9 776	--	1,52
Autres services de bien-être social	74 303	0,4	11,79	64 965	0,3	10,09
Crédits et dégrèvements d'impôts, incluant les subventions aux propriétaires	9 521	--	1,51	18 245	0,1	2,83
Autres dépenses de bien-être social	27 446	0,2	4,36	49 244	0,2	7,65
Somme partielle	2 150 715	11,3	341,22	2 466 619	11,2	383,12
Somme partielle	3 547 512	18,6	562,83	4 184 850	19,0	650,00
Education:						
Elémentaire et secondaire	3 383 192	17,8	536,76	3 977 922	18,0	617,86
Postsecondaire	1 431 114	7,5	227,06	1 588 979	7,2	246,81
Services particuliers de recyclage	116 311	0,6	18,45	189 712	0,9	29,47
Autres	93 825	0,5	14,88	57 774	0,3	8,97
Somme partielle	5 024 442	26,4	797,15	5 814 387	26,4	903,11
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:						
Agriculture	319 409	1,7	50,68	358 274	1,6	55,65
Chasse et pêche	50 703	0,3	8,04	52 978	0,2	8,23
Forêts	118 524	0,6	18,80	177 691	0,8	27,60
Mines	18 882	0,1	3,00	36 776	0,2	5,71
Pétrole et gaz	976	--	0,15	-	-	-
Tourisme	23 890[r]	0,1[r]	3,79[r]	28 554	0,1	4,43
Commerce et industrie	134 199	0,7	21,29	149 007	0,7	23,14
Eau	-	-	-	-	-	-
Autres	48 030	0,3	7,62	34 540	0,2	5,37
Somme partielle	714 613[r]	3,8[r]	113,37[r]	837 820	3,8	130,13
Environnement:						
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	106 963	0,6	16,97	126 331	0,6	19,62
Contrôle de la pollution	8 463	--	1,34	9 714	--	1,51
Autres	9 085	0,1	1,44	11 279	--	1,75
Somme partielle	124 511	0,7	19,75	147 324	0,6	22,88
Loisirs et culture:						
Loisirs	142 064[r]	0,7[r]	22,53[r]	140 880	0,7	21,88
Culture	106 291	0,6	16,86	118 051	0,5	18,34
Autres	7 154	--	1,14	5 920	--	0,92
Somme partielle	255 509[r]	1,3[r]	40,53[r]	264 851	1,2	41,14

Tableau 2.13 (fin)
Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale, selon la fonction, en pourcentage et per capita, Québec, 1980-81 et 1981-82

Fonction	1980-81			1981-82		
	'000 $	%	Per capita	'000 $	%	Per capita
Travail, emploi et immigration:						
Travail et emploi	89 012	0,5	14,12	110 836	0,5	17,21
Immigration	26 798	0,1	4,25	21 237	0,1	3,30
Somme partielle	115 810	0,6	18,37	132 073	0,6	20,51
Logement:						
Aide générale	257 977	1,4	40,93	214 498	1,0	33,31
Aide aux acheteurs de maisons	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	257 977	1,4	40,93	214 498	1,0	33,31
Planification et aménagement des régions:						
Urbanisme et zonage	16 258	0,1	2,58	-	-	-
Aménagement des communautés urbaines	8 499	--	1,35	7 070	--	1,10
Aménagement des régions	23 918	0,1	3,79	44 729	0,2	6,95
Autres	92 055	0,5	14,61	111 453	0,5	17,31
Somme partielle	140 730	0,7	22,33	163 252	0,7	25,36
Transferts à des fins générales aux administrations locales:						
Subventions en remplacement d'impôt	187 377	1,0	29,73	211 213	1,0	32,81
Autres	5	-	--	-	-	-
Somme partielle	187 382	1,0	29,73	211 213	1,0	32,81
Transferts aux entreprises propres	117 555	0,6	18,65	117 306	0,5	18,22
Service de la dette:						
Intérêts	1 349 882	7,1	214,16	1 857 408	8,4	288,50
Autres	15 921	0,1	2,53	16 793	0,1	2,61
Somme partielle	1 365 803	7,2	216,69	1 874 201	8,5	291,11
Total des dépenses générales brutes	19 046 741	100,0	3 021,83	22 063 751	100,0	3 427,00

Tableau 2.14
Bilan de l'administration publique provinciale, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1980-81 et 1981-82

Actif	1980-81				1981-82			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale
				'000 $				
Encaisse et dépôts								
Encaisse	42 553	1 811	-	44 364	37 471	41 630	-	79 101
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	7 876 593	-	7 876 593	-	9 351 377	-	9 351 377
Dépôts dans les banques à charte et dans d'autres institutions financières	175 979	131 430	-	307 409	246 591	160 379	56 778	350 192
Total, encaisse et dépôts	218 532	8 009 834	-	8 228 366	284 062	9 553 386	56 778	9 780 670
Débiteurs								
Impôts	935 480	103 853	-	1 039 333	1 199 747	107 737	-	1 307 484
Intérêts	74 667	26 183	-	100 850	33 939	256 446	-	290 385
Comptes-clients	21 731	9 131	-	30 862	34 836	27 543	-	62 379
Administrations publiques:								
Administration fédérale	133 535	-	-	133 535	172 418	24 500	-	196 918
Administration provinciale	70 510	290 229	360 739	-	26 148	261 412	287 560	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	204 045	290 229	360 739	133 535	198 566	285 912	287 560	196 918
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	55 418	-	55 418	-	74 369	-	74 369
Entreprises provinciales	7 000	197 256	-	204 256	14 400	-	-	14 400
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	7 000	252 674	-	259 674	14 400	74 369	-	88 769
Autres	27 706	21 465	-	49 171	120 496	21 168	-	141 664
Total, débiteurs	1 270 629	703 535	360 739	1 613 425	1 601 984	773 175	287 560	2 087 599
Avances								
Aux:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	460 627	124	460 751	-	396 313	27 490	423 803	-
Administrations locales	7 203	-	-	7 203	7 145	-	-	7 145
Somme partielle	467 830	124	460 751	7 203	403 458	27 490	423 803	7 145
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	394 747	2 400	-	397 147	419 996	-	-	419 996
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	394 747	2 400	-	397 147	419 996	-	-	419 996

Tableau 2.14 (suite)
Bilan de l'administration publique provinciale, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1980-81 et 1981-82

Actif	1980-81				1981-82			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale
				'000 $				
Particuliers	14 385	-	-	14 385	18 780	-	-	18 780
Entreprises privées	44 623	129 519	-	174 142	48 218	196 975	-	245 193
Hôpitaux privés	2 775	-	-	2 775	2 775	-	-	2 775
Universités	5 107	-	-	5 107	5 107	-	-	5 107
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total, avances	929 467	132 043	460 751	600 759	898 334	224 465	423 803	698 996
Titres								
Bons du trésor	-	-	-	-	14 650	-	14 650	-
Obligations:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	3 108	123 582	-	126 690	3 108	125 175	-	128 283
Administration provinciale	185 876	431 236	617 112	-	216 399	437 109	653 508	-
Administrations locales	68 765	216 437	-	285 202	67 346	214 846	-	282 192
Somme partielle	257 749	771 255	617 112	411 892	286 853	777 130	653 508	410 475
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	3 142	188 389	-	191 531	3 179	190 461	-	193 640
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	3 142	188 389	-	191 531	3 179	190 461	-	193 640
Secteur privé:								
Entreprises	-	76 242	-	76 242	-	213 135	-	213 135
Hôpitaux	-	12 907	-	12 907	-	12 947	-	12 947
Universités	-	23 827	-	23 827	-	22 872	-	22 872
Autres	-	134 332	-	134 332	-	2 247	-	2 247
Somme partielle	-	247 308	-	247 308	-	251 201	-	251 201
Somme partielle	260 891	1 206 952	617 112	850 731	290 032	1 218 792	653 508	855 316
Actions:								
Administration publique provinciale	86 145	-	86 145	-	89 445	500	89 945	-
Entreprises publiques provinciales	1 037 326	-	-	1 037 326	5 494 360	6 839	-	5 501 199
Entreprises privées	371	48 866	-	49 237	22 103	166 399	-	188 502
Somme partielle	1 123 842	48 866	86 145	1 086 563	5 605 908	173 738	89 945	5 689 701

Tableau 2.14 (suite)
Bilan de l'administration publique provinciale, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1980-81 et 1981-82

Actif	1980-81				1981-82			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale
				'000 $				
Hypothèques et contrats de vente:								
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	610 341	-	610 341	-	571 781	-	571 781
Autres	-	229 801	-	229 801	-	216 141	-	216 141
Somme partielle	-	840 142	-	840 142	-	787 922	-	787 922
Total, titres	1 384 733	2 095 960	703 257	2 777 436	5 910 590	2 180 452	758 103	7 332 939
Autre actif financier								
Administrations publiques	2 251	-	-	2 251	2 210	400	400	2 210
Entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	11 401	(41 175)	52 576	-	2 865	(42 322)	45 187
Total, autre actif financier	2 251	11 401	(41 175)	54 827	2 210	3 265	(41 922)	47 397
Total, actif financier	3 805 612	10 952 773	1 483 572	13 274 813	8 697 180	12 734 743	1 484 322	19 947 601

Tableau 2.14 (suite)
Bilan de l'administration publique provinciale, des ministères et des fonds spéciaux, 1980-81 et 1981-82

Passif	1980-81				1981-82			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale
				'000 $				
Découverts bancaires	13 773	-	-	13 773	197 864	55 436	56 778	196 522
Créditeurs								
Titres échus en circulation	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts	453 917	28 466	-	482 383	555 661	115 635	-	671 296
Comptes-fournisseurs	136 800	183 917	-	320 717	160 400	280 351	-	440 751
Administrations publiques:								
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	306 699	60 477	367 176	-	285 355	25 921	311 276	-
Administrations locales	172 119	11 445	-	183 564	401 806	11 462	-	413 268
Somme partielle	478 818	71 922	367 176	183 564	687 161	37 383	311 276	413 268
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	5 100	-	-	5 100	8 650	-	-	8 650
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	5 100	-	-	5 100	8 650	-	-	8 650
Autres:								
Hôpitaux	108 900	-	-	108 900	93 900	-	-	93 900
Universités	2 100	-	-	2 100	1 300	-	-	1 300
Autres	1 982 385	20 949	-	2 003 334	2 570 269	20 802	-	2 591 071
Somme partielle	2 093 385	20 949	-	2 114 334	2 665 469	20 802	-	2 686 271
Total, créditeurs	3 168 020	305 254	367 176	3 106 098	4 077 341	454 171	311 276	4 220 236
Avances								
En provenance des:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	351 589	61 242	-	412 831	349 990	88 681	-	438 671
Administration provinciale	-	477 927	477 927	-	-	570 803	570 803	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	351 589	539 169	477 927	412 831	349 990	659 484	570 803	438 671
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	43 110	916 809	-	959 919	42 667	941 525	-	984 192
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	43 110	916 809	-	959 919	42 667	941 525	-	984 192

Tableau 2.14 (suite)
Bilan de l'administration publique provinciale, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1980-81 et 1981-82

Passif	1980-81				1981-82			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale
				'000 $				
Banques à charte et autres institutions financières	-	45 989	-	45 989	-	93 158	-	93 158
Autres	-	77 992	-	77 992	-	4 895	-	4 895
Total, avances	394 699	1 579 959	477 927	1 496 731	392 657	1 699 062	570 803	1 520 916
Bons du trésor	390 000	-	-	390 000	1 010 000	-	-	1 010 000
Obligations d'épargne	1 281 763	-	-	1 281 763	975 915	-	-	975 915
Obligations								
Emises:								
Aux administrations publiques:								
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de pensions du Canada	87 505	-	-	87 505	93 821	-	-	93 821
Administration provinciale	509 398	97 201	606 599	-	518 196	-	518 196	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	596 903	97 201	606 599	87 505	612 017	-	518 196	93 821
Aux entreprises publiques provinciales	3 246 100	-	-	3 246 100	3 969 500	-	-	3 969 500
A la collectivité:								
Payables:								
Au Canada	3 338 094	50 000	-	3 388 094	3 417 320	268 925	-	3 686 245
Aux Etats-Unis	1 056 658	-	-	1 056 658	1 255 281	-	-	1 255 281
A des pays étrangers autres que les Etats-Unis	598 006	-	-	598 006	983 152	-	-	983 152
Somme partielle	4 992 758	50 000	-	5 042 758	5 655 753	268 925	-	5 924 678
Total, obligations	8 835 761	147 201	606 599	8 376 363	10 237 270	268 925	518 196	9 987 999
Autres titres								
Emis:								
Aux administrations publiques:								
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	-	86 646	86 646	-	-	89 946	89 946	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	86 646	86 646	-	-	89 946	89 946	-
Autres	1 063 280	190	-	1 063 470	1 317 681	109 336	-	1 427 017
Total, autres titres	1 063 280	86 836	86 646	1 063 470	1 317 681	199 282	89 946	1 427 017

Tableau 2.14 (fin)
Bilan de l'administration publique provinciale, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1980-81 et 1981-82

Passif	1980-81				1981-82			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Administration publique provinciale
				'000 $				
Dépôts dus	44 429	10 107	-	54 536	43 733	12 785	-	56 518
Autre passif								
DÛ:								
Aux administrations publiques:								
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	-	10 033	10 033	-	-	-	-	-
Administrations locales	16 729	5	-	16 734	14 178	-	-	14 178
Somme partielle	16 729	10 038	10 033	16 734	14 178	-	-	14 178
Autres	-	155 775	(23 634)	179 409	-	173 451	(20 355)	193 806
Total, autre passif	16 729	165 813	(13 601)	196 143	14 178	173 451	(20 355)	207 984
Total, passif	15 208 454	2 295 170	1 524 747	15 978 877	18 266 639	2 863 112	1 526 644	19 603 107
Excédent de l'actif financier sur le passif ou (excédent du passif sur l'actif financier)	(11 402 842)	8 657 603	(41 175)	(2 704 064)	(9 569 459)	9 871 631	(42 322)	344 494

Tableau 2.15
Provenance et utilisation des fonds, des ministères, des fonds spéciaux et de l'administration publique provinciale, Québec, 1980-81 et 1981-82

	Ministères		Fonds spéciaux		Administration publique provinciale[1]	
	Provenance	Utilisation	Provenance	Utilisation	Provenance	Utilisation
			'000 $			
Excédent ou déficit de la gestion financière pour la période	-	2 539 681	1 405 555	-	-	1 134 126
Modifications dans les pratiques et conventions comptables	-	-	(193 778[3])	-	(193 778[3])	-
Variations dans les emprunts:						
Avances:						
En provenance:						
De l'administration fédérale	-	1 599	27 439	-	25 840	-
Des entreprises publiques fédérales	-	443	24 716	-	24 273	-
De l'administration provinciale	-	-	92 876	-	-	-
Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
D'autres	-	-	-	25 928	-	25 928
Bons du trésor	620 000	14 650	-	-	620 000	-
Obligations d'épargne	-	305 848	-	-	-	305 848
Obligations:						
Emises:						
Au Fonds de placement du régime de pensions du Canada	6 316	-	-	-	6 316	-
A l'administration provinciale	8 798	-	-	97 201	-	-
Aux entreprises publiques provinciales	723 400	-	-	-	723 400	-
A l'extérieur du pays	583 769	-	-	-	583 769	-
A d'autres	79 226	-	218 925	-	298 151	-
Autres titres	254 401	-	112 446	-	363 547	-
Variations dans les avances:						
Aux entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-
A l'administration provinciale	64 314	-	-	27 366	-	-
Aux entreprises publiques provinciales	-	25 249	2 400	-	-	22 849
Aux administrations locales	58	-	-	-	58	-
Aux entreprises locales	-	-	-	-	-	-
A d'autres	-	7 990	-	67 456	-	75 446
Variations dans la détention de titres:						
Administration fédérale	-	-	-	1 593	-	1 593
Entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	-	33 823	-	6 373	-	-
Entreprises publiques provinciales	-	82 962[2]	-	8 911	-	91 873
Administrations locales	1 419	-	1 591	-	3 010	-
Autres	-	21 732	-	69 206	-	90 438
Variations d'autres postes de l'actif et du passif:						
Encaisse et dépôts	-	65 530	-	1 543 552	-	1 552 304
Comptes-débiteurs	-	331 355	-	69 640	-	474 174
Autre actif financier	41	-	8 136	-	7 430	-
Découverts bancaires	184 091	-	55 436	-	182 749	-
Comptes-créditeurs	909 321	-	148 917	-	1 114 138	-
Billets de banque et circulation	-	-	-	-	-	-
Dépôts dus et autre passif	-	3 247	10 316	-	13 823	-
Total, variations nettes dans les emprunts	2 540 726	-	-	1 214 028	1 325 551	-
Différence		1 045	2 251		2 353	

1 Incluant les éliminations.
2 Excluant 4 374 109 relatif à Hydro-Québec pour lequel il n'y a eu aucun déboursé.
3 Dû à la corporation d'hébergement du Québec où l'on a inclus, pour la première année, les données du bilan.
A noter que les données sur les revenus et dépenses ne seront incluses que l'an prochain.

ANNEXE I

NOTES EXPLICATIVES SE RAPPORTANT AUX TABLEAUX DE LA PARTIE I

NOTES EXPLICATIVES

1- L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars, celui des municipalités, du 1er janvier au 31 décembre et, dans le cas des commissions scolaires, du 1er juillet au 30 juin. Les municipalités de Montréal et de Québec, jusqu'en 1980, avaient un exercice financier qui s'étendait du 1er mai au 30 avril.

2- Les revenus bruts, les dépenses brutes et la dette à long terme du gouvernement du Québec sont convertis en dollars constants de 1971 sur la base de l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute.

3- La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins les fonds d'amortissement), les autres emprunts à long terme et les dettes assumées à la fin de l'exercice financier. Les Bons du trésor sont exclus de la dette à long terme; ils font cependant partie de la dette publique.

4- L'année 1972-73 signifie pour le gouvernement du Québec l'exercice financier terminé le 31 mars 1973. Le produit intérieur brut du Québec, le revenu personnel, les investissements publics totaux, les salaires, traitements et revenus complémentaires sont sur la base de l'année civile 1972. La même remarque s'applique aux autres années impliquées.

5- La dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec comprend le montant de la dette à long terme (moins le fonds d'amortissement) à la fin d'un exercice financier en comparaison avec les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1981 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier 1981-82. Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1982 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1982-83, indiquée dans le discours du budget 1982-83.

6- Les montants per capita des revenus bruts, des dépenses brutes et de la dette à long terme du gouvernement du Québec, des municipalités et des commissions scolaires sont calculés sur la base de la population du Québec au 1er juin de chaque année. (Source: Statistique Canada, catalogue 91-201).

7- La diminution des revenus de 37,9 millions de dollars en 1980-81 découle d'abord de la réduction de 26,4 millions de dollars des revenus relatifs à l'immatriculation des véhicules automobiles et autres permis ainsi que de la réduction de 5,3 millions de dollars des ventes de biens et services, afférente aux remboursements des frais de perception des primes d'assurance automobile, le tout en raison de l'intégration du Bureau des véhicules automobiles à la Régie de l'assurance automobile du Québec en fin d'année 1980. Le solde de 6,2 millions découle de la réduction des ventes de biens et services reliés aux remboursements de dépenses de télécommunication d'organismes, n'émargeant plus au budget du ministère des Communications, suite à la création d'un fonds renouvelable à cette fin. En contrepartie, les dépenses des ministères des Communications et des Transports ont été réduites respectivement de 6,2 et de 31,7 millions de dollars.

Au cours de l'année financière 1981-82, le gouvernement a changé la dénomination de certains ministères et a procédé à des transferts de services entre ministères à compter du 1er mai 1981. C'est ainsi que le ministère de l'Immigration est devenu le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, celui des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières est devenu le ministère des Institutions financières et Coopératives, alors que l'administration du programme de la Protection du consommateur a été confiée au Conseil exécutif. De plus, le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre est devenu le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu qui s'est vu transférer la gestion des régimes de compensation du revenu du ministère des Affaires sociales.

Le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur a été constitué le 18 juin 1981 et un budget de démarrage fut octroyé pour lui permettre d'opérer le reste de l'année; les services en provenance du Conseil exécutif ne lui seront transférés qu'à compter de 1982-83.

Pour tenir compte de ces nouvelles dénominations, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications budgétaires, les données financières comparatives de 1980-81 ont été redressées au besoin pour correspondre à la présentation des états financiers de 1981-82.

8- Pour l'exercice financier 1972-73, les dépenses en immobilisations comprennent:

a) les dépenses nettes en immobilisations présentées dans les Comptes publics;
b) les contributions du gouvernement du Canada;
c) les remboursements et les recouvrements des dépenses des années antérieures;
d) les imputations aux autres postes au sein d'un même ministère.

Les imputations des dépenses en immobilisations aux autres ministères pour cette période sont comprises dans les dépenses nettes du ministère auquel les immobilisations appartiennent. Depuis l'exercice financier 1973-74, les dépenses en immobilisations représentent les dépenses brutes de la super-catégorie des dépenses en capital. Contrairement aux années antérieures, elles comprennent toutes les dépenses pour l'achat du matériel et de l'équipement.

La différence entre le montant des dépenses en immobilisations inscrit au tableau 9 et celui inscrit au tableau 2 provient du fait qu'au tableau 2, le total ne comprend que la formation brute de capital fixe alors qu'au tableau 9, on comptabilise, en plus, l'acquisition d'équipements usagés.

9- Les chiffres relatifs aux émissions d'obligations comprennent la valeur nominale et la prime sur le change des devises étrangères. Les émissions sont classées selon leur date d'émission.

Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt.

10- Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1982 avaient été appliqués aux obligations et autres emprunts en monnaie étrangère, ces dettes auraient été augmentées de 341,9 millions de dollars, dont 29,9 millions de dollars pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1982-83.

11- L'augmentation est due principalement aux subventions accordées pour combler le déficit des organismes exploitant des logements municipaux.

12- Les dépenses de 1980-81 ont été diminuées de 37,9 millions en conformité avec la note 8. Ce montant a été réparti entre les catégories selon une estimation basée sur les Comptes publics 1980-81.

13- Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit:

	1982 (millions $)	1981 (millions $)
Hydro-Québec - à la valeur de ses réserves au 31 décembre 1980	4 374,1	
Autres - au coût	2 151,5	2 086,4
	6 525,6	2 086,4

La Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec, sanctionnée et entrée en vigueur le 19 décembre 1981, stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Jusqu'au 31 décembre 1980, les bénéfices nets accumulés d'Hydro-Québec

étaient attribués à des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le gouvernement a comptabilisé les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital-actions émis d'Hydro-Québec, le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a été ainsi augmenté de 4 374,1 millions de dollars et la dette nette réduite d'autant.

Si on tenait compte des surplus, déficits ou réserves accumulés, l'avoir du gouvernement s'élèverait à 7 048 574 000 $.

14- Le montant de 1 006,2 millions de dollars représente la partie non acquittée du coût des opérations du gouvernement comptabilisée au 31 mars 1982. Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1982 est de 1 444 074 000 $.

15- Ces actifs de 1 882 603 000 $ et ces passifs de 1 974 340 000 $ reflètent la situation du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1982.

16- Ce passif est composé d'un montant de 2 344,6 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 1 083,2 millions de dollars pour les autres régimes.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics:

Le montant de 2 344,6 millions de dollars ne comprend pas 342,1 millions d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1982. Il ne comprend pas non plus les obligations du gouvernement relatives

aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales. L'estimation de ces obligations du gouvernement par la Commission administrative du régime de retraite est de 672,5 millions de dollars au 31 décembre 1981, et elle est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 1978 et dont le montant s'élevait à 491,1 millions de dollars à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours des années 1979 à 1981.

b) Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite a estimé le passif envers ces régimes à 10 545,8 millions de dollars au 31 décembre 1981 alors qu'il s'élevait à 6 947,5 millions de dollars au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. L'estimation de ces obligations est basée sur les données de population de 1978 ainsi que sur les hypothèses alors retenues et elle tient compte des rentrées et sorties de fonds pour les années 1979 à 1981.

Les données estimatives mentionnées en a) et b) en date du 31 décembre 1981 sont susceptibles d'être modifiées quelque peu lors de la préparation d'évaluations actuarielles fondées sur les données de population à cette date.

De plus, la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite, sanctionnée le 23 juin 1982, aura pour effet de modérer la progression du déficit des régimes de retraite à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982, que l'on aurait obtenu autrement, et partant de leur

passif actuariel. En effet, cette loi a principalement pour objet de diminuer annuellement les dépenses budgétaires et les besoins financiers du gouvernement à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants. Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, la loi prévoit pour le service futur seulement, les principales modifications suivantes:

- Les coûts des régimes sont partagés également à compter du 1er juillet 1982 entre l'employé et l'employeur.
- Pour la portion de la pension reliée aux années de service acquises après le 30 juin 1982, l'indexation de la pension est calculée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation réduite de 3%.

17- Le taux d'intérêt moyen est pondéré, c'est-à-dire qu'il tient compte de la valeur des émissions. Par exemple, pour calculer le taux d'intérêt moyen pondéré des émissions d'obligations de 1990, on multiplie pour chaque émission de cette année son coût réel par sa valeur, on additionne les résultats obtenus et on divise par la valeur totale des émissions de 1990.

18- En plus de ses engagements financiers, le gouvernement garantit certains emprunts d'entreprises publiques provinciales, de municipalités, de producteurs agricoles, de propriétaires forestiers et d'étudiants. Le tableau 1.21 présente la liste des emprunts garantis par le gouvernement, auxquels s'ajoute les engagements suivants:

Sidbec

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des

intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1982 à 474,4 millions de dollars (460,1 millions de dollars en 1981). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1982 à 158,0 millions de dollars (153,7 millions de dollars en 1981).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions de dollars.

Au 31 mars 1982, l'avoir du Fonds s'élevait à 13,3 millions de dollars (12,3 millions de dollars en 1981) et le solde en principal des prêts consentis à 1 221,7 millions de dollars (926,4 millions de dollars en 1981).

19- Excluant 195 859 000 $ en l'égard de projets complétés par les établissements du réseau et la Corporation d'hébergement du Québec, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

20- Le montant de 94 239 341 $ comprend 39 394 834 $ pour des acquisitions en immobilisations du 1er janvier 1974 au 31 décembre 1979 et 54 844 507 $ pour celles effectuées depuis le 1er janvier 1980.

ANNEXE II

NOTES MÉTHODOLOGIQUES SE RAPPORTANT À LA PARTIE II

La deuxième partie présente une série statistique sur les finances de l'administration publique provinciale qui diffère de celle présentée en première partie par la composition de son univers et par les systèmes statistiques employés.

1. UNIVERS STATISTIQUE

Aux fins de cette série statistique, les organismes qui sont considérés comme faisant partie de l'univers statistique de l'administration publique provinciale sont ceux dont les activités se rapportent aux fonctions de l'administration gouvernementale, comme par exemple, le contrôle, la surveillance et l'assistance financière. Ces organismes peuvent être classés en deux groupes: 1) ministères et institutions; 2) fonds spéciaux.

Les institutions comprennent divers établissements appartenant à l'administration publique provinciale au sein des secteurs de l'éducation, de la santé et du bien-être social, ou de l'administration de la justice (ex.: les résidences pour personnes handicapées ou âgées, les écoles spéciales, les prisons, etc.). Ces institutions fournissent les biens et services se rapportant aux fonctions gouvernementales et sont financées par le gouvernement. La contribution financière de ce dernier à ces institutions est comprise dans les états financiers des ministères. Quant aux revenus propres de ces établissements, ils sont peu élevés et portés en déduction des frais d'exploitation. Ils ne font présentement pas partie de la série statistique.

Les fonds spéciaux sont des organismes gouvernementaux distincts du budget qui remplissent les fonctions administratives spécifiques ou exercent des activités visant à mettre en oeuvre certaines politiques du gouvernement (contrôle, surveillance, aide sociale,

assistance financière, etc.). Ils fournissent des biens ou services considérés comme faisant partie du processus budgétaire et leurs fins commerciales s'avèrent inexistantes ou accessoires. Leur gestion est séparée de celle des ministères mais soumise au contrôle de l'administration publique provinciale et leurs frais de fonctionnement sont couverts à même le revenu consolidé du gouvernement.

Les fonds spéciaux constituent souvent un conduit financier entre deux niveaux d'administration publique, soit entre les organismes d'un même palier de gouvernement, soit entre l'administration gouvernementale et d'autres secteurs. Leurs fonctions sont souvent semblables à celles des ministères.

Les fonds spéciaux englobent aussi les régimes publics d'assurance-sociale, les organismes relatifs à l'assurance-maladie et à l'indemnisation des accidents du travail ainsi que les régimes universels de retraite (RRQ).

Les régimes de retraite des employés de la Fonction publique, non constitués en fiducie, sont aussi compris dans les fonds spéciaux, leurs fonds formant une partie intégrante d'un compte de revenus publics consolidés, ou autrement, pouvant être temporairement utilisés par l'administration publique pour le financement de ses activités. Compte tenu du fait que l'information sur leurs activités n'est pas séparée des ministères, leurs revenus et dépenses font partie intégrante de ces derniers.

Les principaux critères de la classification des fonds spéciaux sont les suivants:

1- création en vertu d'une loi;
2- entité juridique distincte;
3- activité permanente ou à long terme;
4- recrutement du personnel par l'intermédiaire de la Fonction publique;
5- distribution des biens et services gratuits ou à des prix n'ayant pas de liens directs avec leurs coûts de production;

6- exécution de contrôle, surveillance, assistance publique ou autres fonctions administratives;
7- soumission au contrôle gouvernemental;
8- financement par les deniers publics, soit contribution générale et obligatoire de la population pour services offerts et absence de liens directs entre les paiements et l'utilisation de ces services.

Conformément à ces critères, les fonds spéciaux inclus dans l'univers statistique du gouvernement du Québec sont les suivants:

1. Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
2. Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CSST);
3. Commission des normes du travail;
4. Commission municipale du Québec;
5. Fonds d'assurance prêts agricoles et forestiers;
6. Fonds de relance industrielle;
7. Fonds renouvelable du service des achats du gouvernement du Québec;
8. Office de radio-télévision du Québec
9. Office du crédit agricole du Québec: Financement agricole, financement forestier;
10. Régie de l'assurance automobile du Québec (RAAQ);
11. Régie de l'assurance-dépôts du Québec;
12. Régie de l'assurance-maladie du Québec RAMQ);
13. Régie des assurances agricoles du Québec;
14. Régie des marchés agricoles du Québec;
15. Régie des rentes du Québec;
16. Régie du Grand Théâtre du Québec;
17. Société d'aménagement de l'Outaouais;
18. Société de développement coopératif du Québec;
19. Société de développement immobilier du Québec;
20. Société de développement industriel du Québec (SDI);
21. Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA);
22. Société d'habitation du Québec (SHQ);
23. Société du parc industriel du Centre du Québec;
24. Société Inter-port;

25- Société de cartographie;

26. Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM);

27. Société Parc-Auto;

28. Société québécoise de développement des industries culturelles;

29. Fonds de pension des:
    a) enseignants;
    b) fonctionnaires;
    c) membres de l'Assemblée nationale.

Il convient de remarquer que les entreprises publiques, appelées aussi sociétés d'Etat, forment un groupe distinct à l'intérieur du secteur public. Leurs activités sont principalement à caractère commercial et non administratif, et pour cette raison, elles ne sont pas comprises dans cette série statistique.

2. CLASSIFICATION DES REVENUS GENERAUX BRUTS ET DES DEPENSES GENERALES BRUTES

Les revenus et les dépenses sont présentés selon deux systèmes statistiques: le système de gestion financière et le système des comptes nationaux. Le premier système présente, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses. Le système des comptes nationaux tend à démontrer l'incidence économique des activités du gouvernement sur l'économie québécoise.

2.1 SYSTEME STATISTIQUE DE GESTION FINANCIERE

Les revenus et dépenses généraux bruts portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique de l'administration provinciale.

Les remboursements de nature "capital" des administrations publiques et les sommes perçues par ces dernières à titre d'emprunts ne sont pas considérées comme des revenus.

A) REVENUS

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres à l'administration publique provinciale ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

- Impôts Cette source se subdivise en quatre sous-sources avec les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes de santé et d'assurance-maladie et diverses impositions.
- Ressources naturelles Ces revenus proviennent de l'exploitation, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.
- Privilèges, droits et permis Ces trois groupes de revenus sont dus au fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.
- Ventes de biens et services Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".
- Revenus de placements Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placements.

- Autres revenus de sources propres Nous retrouvons sous cette source les contributions de régimes de retraite de la Fonction publique, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes sont les composantes de ce groupe.

Les revenus de transferts se subdivisent en deux grandes catégories, soit: les transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises et les transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises.

- Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral mais auxquels aucune fonction n'est attribuée.
- Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction prise de la part du cédant.

B) DEPENSES

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts généralement par l'administration publique et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien dictinctes. Comme chacune des fonctions comprennent différentes sous-fonctions, et que celles-ci donnent une idée exacte de ce que représente la fonction, nous ne nous en tiendrons qu'à l'énumération.

- Services généraux:
  Exécutif et législatif
  Administration générale
  Contributions aux régimes de retraite non gérés par l'administration publique
  Pensions versées en vertu des caisses de retraite gérées par l'administration publique

- Protection de la personne et de la propriété:
  Cours de justice
  Correction et réhabilitation
  Police
  Lutte contre les incendies
  Services de réglementation

- Transports et communications:
  Transport routier
  Transport public
  Transport par eau
  Télécommunications

- Santé:
  Soins hospitaliers
  Soins médicaux
  Soins préventifs

- Services sociaux:
  Régime de rentes du Québec
  Assurance-chômage
  Accidents du travail
  Assurance automobile
  Supplément au revenu de travail
  Allocations familiales
  Assistance sociale
  Service de bien-être
  Paiements à titres gracieux et allocations
  Crédits et dégrèvements d'impôts, incluant les subventions aux propriétaires

- Education:
  Elémentaire et secondaire
  Post-secondaire
  Services particuliers de recyclage

- Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:
  Agriculture
  Chasse et pêche
  Forêts
  Mines
  Pétrole et gaz
  Tourisme
  Commerce et industrie
  Eau

- Environnement:
  Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau
  Contrôle de la pollution

- Loisirs et culture:
  Loisirs
  Culture

- Travail, emploi et immigration:
  Travail et emploi
  Immigration

- Logement:
  Aide générale
  Aide aux acheteurs de maisons

- Planification et aménagement des régions:
  Urbanisme et zonage
  Aménagement des communautés urbaines
  Aménagement des régions

- Transferts à des fins générales aux administrations locales:
  Subventions en remplacement d'impôt

- Transferts aux entreprises propres

- Service de la dette

Les programmes homogènes sont des catégories de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

- Transferts à des fins générales aux administrations locales Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. A partir de l'exercice financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Education.
- Transferts aux entreprises propres Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme. Par contre, les subventions accordées aux entreprises publiques provinciales, en vue de la réalisation de projets économiques ou sociaux, ne font pas partie de ce programme. Ces subventions sont classées à la fonction correspondante à l'activité de l'entreprise.

- Service de la dette On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours.

2.2 SYSTEME STATISTIQUE DES COMPTES NATIONAUX

La présentation des statistiques financières de l'administration publique provinciale sur la base des comptes nationaux et en conformité avec le système statistique de gestion financière diffère quelque peu du système de la comptabilité nationale.

Les différences sont surtout au niveau conceptuel et les points suivants résument la divergence entre les deux systèmes.

- Pour le système de gestion financière, l'administration publique est définie en fonction de la propriété et les données sont compilées de façon à démontrer le rôle de l'administration comme fournisseur de services;
  pour le système canadien de la comptabilité nationale, la notion de propriété est secondaire et l'information est regroupée de façon à démontrer l'incidence économique de l'administration publique.
- Pour le système de gestion financière, les bénéfices versés par les entreprises publiques sont considérés comme revenus et les versements de l'administration publique comme dépenses;
  pour le système canadien de la comptabilité nationale, les bénéfices versés par l'entreprise publique sont amputés des sommes remises par l'Etat afin d'éponger les pertes; le solde est considéré comme placement (positif et négatif) de l'administration. Pour la Société des alcools tous bénéfices remis ou non doivent être considérés comme une taxe indirecte.
- Pour le système de gestion financière, les achats et ventes de terrains et en immobilisations d'occasion sont considérés comme revenus et dépenses;
  pour le système canadien de la comptabilité nationale, ces achats et ventes ne sont pas considérés comme une production courante.
- Pour le système de gestion financière, les compilations sont faites sur une base brute;

pour le système canadien de la comptabilité nationale, les compilations sont faites sur une base nette.

Malgré les différences conceptuelles que nous venons d'énumérer, il est possible de présenter les revenus et les dépenses de l'administration publique provinciale sur une base économique.

A) REVENUS

Les revenus sont présentés selon les grandes natures économiques.

- Impôts directs Cette catégorie comprend les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, l'impôt sur la feuille de paie, les droits successoraux et les droits imposés sur les bénéfices forestiers et miniers. Les cotisations des employés aux régimes de retraite non constitués en fiducie et les versements aux caisses d'indemnisation des accidents du travail sont également considérés comme des impôts directs (il s'agit du secteur des particuliers dans le système des comptes nationaux). Les cotisations du Régime de rentes du du Québec sont considérées comme des impôts directs des particuliers.
- Impôts indirects Le revenu de ces impôts provient des taxes de vente sur les carburants, du revenu des primes des compagnies d'assurance et du capital et des places d'affaires, des spectacles ainsi que des impôts immobiliers et de la propriété personnelle.
  De plus, les privilèges, licences et permis achetés par les entités commerciales, tels que les permis pour véhicules automobiles, les permis portant sur l'exploitation des ressources naturelles, etc. sont également considérés comme des impôts indirects tout comme les profits déclarés de la Société des alcools du Québec.
- Autres transferts courants des particuliers Ces transferts comprennent les cotisations à la Régie de l'assurance-maladie du Québec, les permis personnels pour véhicules automobiles et les licences et autres permis tels que les permis de pêche et de chasse. Les amendes et pénalités entrent également dans cette catégorie économique.

- Transferts d'autres niveaux d'administration publique Ce sont des transferts versés par le gouvernement fédéral et les administrations locales. Les transferts du gouvernement fédéral comprennent les transferts de nature générale ainsi que la part provinciale de l'impôt fédéral sur les successions et sur les revenus des services d'utilité publique.
- Revenus de placements Ces revenus comprennent les intérêts et dividendes et le profit sur le change étranger. Les redevances et les bénéfices déclarés des entreprises publiques autres que la Société des alcools du Québec figurent sous cette rubrique.
- Autres revenus Cette dernière catégorie regroupe les éléments considérés comme faisant partie de la gestion financière mais non des séries des comptes nationaux, comme par exemple les ventes de biens et services portées en déduction des achats de biens et services dans les séries des comptes nationaux, les ventes de terrains et en immobilisations ainsi que d'autres éléments de revenus non considérés comme des éléments contribuant à la production (au sens économique).

B) DEPENSES

Les différentes natures économiques choisies pour la classification des dépenses sont les suivantes:

- Biens et services Les dépenses pour l'achat de biens et services englobent toutes les dépenses courantes relatives aux traitements et salaires, au matériel et aux fournitures, aux dépenses de voyages, aux services professionnels et aux autres dépenses finales. Les transferts aux hôpitaux publics constituent la principale composante de cette catégorie de dépenses.
- Transferts aux particuliers Ces transferts aux particuliers consistent en paiements versés aux particuliers et aux institutions à but non lucratif, en échange desquels les bénéficiaires ne rendent aucun service direct. Ces institutions comprennent les universités et autres établissements d'enseignement post-secondaire ainsi que les organismes et associations privés non commerciaux. L'intérêt sur la

dette publique est également considérée comme un transfert à des particuliers.

- Transferts aux entreprises Les transferts aux entreprises comprennent les subventions accordées pour des opérations courantes et les paiements versés aux entreprises privées sous forme de subventions d'équipement.
- Transferts à d'autres niveaux d'administration publique Les transferts effectués à d'autres échelons de l'administration publique comprennent les subventions accordées aux administrations municipales et aux commissions scolaires.

3. CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des différentes administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

1- Aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement, ce qui implique que les immobilisations et les stocks de capital sont amortis au cours de l'année, sauf pour les fonds spéciaux où la valeur non amortie de ces immobilisations et de ces stocks de capital apparaît au poste "autres éléments de l'actif".

2- Toutes les transactions à l'intérieur de l'univers provincial sont annulées dans le cas des postes suivants: effets à recevoir, effets à payer, prêts et avances et capital-actions.

3- Lorsque l'administration publique provinciale conserve ses propres titres pour amortissement ou autres fins, ces titres sont inclus à la fois dans l'actif et le passif, afin de respecter le principe de la présentation de données brutes.

4- La dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui en subit les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

- Encaisse et dépôts Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts. On déduit habituellement des dépôts à vue, les chèques non encore encaissés à la fin de la période comptable lorsque l'administration publique en question les déclare dans le passif. Les fonds de l'administration publique gérés par la Caisse de dépôt et placement sont maintenant inclus dans cette catégorie.
- Comptes-débiteurs Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées et se subdivise en quatre sous-catégories:

  impôts: regroupe les impôts à recevoir, y compris les arriérés;

  créances de nature commerciale: se compose d'effets à recevoir en provenance de la vente de biens et services;

  intérêts;

  autres: regroupe les effets à recevoir provenant des autres administrations publiques.
- Avances Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par l'administration publique provinciale. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.
- Titres Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "autres" qui regroupe le capital-actions des organismes dont l'administrations publique est majoritaire (plus de 50%) et sous la rubrique "hypothèques".
- Autres éléments de l'actif Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories sus-mentionnées sont regroupées dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif comprend les catégories suivantes:

- Découverts bancaires Regroupent les découverts bancaires déclarés. De plus, on ajoute le déficit qui peut exister entre les chèques en circulation et les dépôts à vue.

- Comptes-créditeurs Le poste "comptes-créditeurs" est semblable au poste "effets à recevoir" et est subdivisé en quatre sous-catégories:
  titres en circulation;
  intérêts;
  comptes commerciaux provenant d'achat de biens et services;
  autres présentant les "comptes-créditeurs" selon l'administration publique.
- Avances Cette catégorie correspond à celle des "prêts et avances" de l'actif.
- Bons du Trésor, obligations d'épargne et obligations Ces données sont regroupées selon la présentation qu'en fait l'administration qui les émet.
- Dépôts dus, autres créances dues et excédent de l'actif sur le passif
  Aucune particularité à signaler.

4. CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permettent de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et de l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

Par contre, il existe une différence dans la présentation due au fait que le secteur public cherche à démontrer les transactions intra, inter et extragouvernementales. D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses généraux bruts, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

ANNEXE III

ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET CELUI DU CANADA, AU COURS DE LA PÉRIODE 1966-67 À 1981-82

Les arrangements fiscaux ont un impact considérable sur l'évolution des finances du gouvernement du Québec et il apparaît opportun de les présenter en détail. Un bref historique, suivi d'un exposé sur les différents types de transfert, aideront à mieux comprendre les changements effectués au cours de la dernière décennie et de mieux voir l'importance de ces transferts sur l'exercice financier 1981-82.

1. GENERALITES

Au cours de la deuxième guerre mondiale, le gouvernement fédéral obtient des gouvernements provinciaux l'exclusivité de l'impôt direct en échange de subsides annuels. Par la suite, ce champ d'imposition est à nouveau partagé entre les deux niveaux de gouvernement sous forme d'accords ou d'arrangements fiscaux. Ces accords ou arrangements auront une durée de cinq ans et seront renouvelés tout en gardant comme principes la responsabilité de chacun des gouvernements et une certaine égalité interprovinciale.

Lors de consultations, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux s'entendent sur le partage de l'assiette fiscale et comme le gouvernement fédéral est le principal agent collecteur, les arrangements fiscaux sont constitués de virements du gouvernement fédéral aux provinces. Ces virements prennent la forme de transferts inconditionnels et conditionnels.

Il existe plusieurs types de transferts inconditionnels dont le principal d'entre eux est la péréquation qui a comme objectif de permettre aux provinces les plus démunies d'offrir un niveau convenable de services publics, sans pour autant accroître le fardeau fiscal des contribuables. Un autre important programme de subventions sans

condition est la garantie des recettes provinciales qui garantit à la province un niveau de revenu équivalent à l'année précédente.

Parmi les autres transferts inconditionnels, on retrouve les transferts statutaires qui sont des subventions aux provinces déjà établies au début de la Constitution, les transferts pour les entreprises d'utilité publique qui représentent l'impôt que perçoit le gouvernement fédéral aux entreprises privées d'utilité publique de la province et la réciprocité fiscale dont la principale est la subvention aux provinces à l'égard des taxes à la consommation.

Les transferts conditionnels ont comme objectif d'avoir, sur une échelle nationale, des programmes de qualité et de coûts comparables. Ces programmes se subdivisent en programmes à frais partagés et en programmes établis. Le principal programme à frais partagés demeure le Régime canadien d'assistance publique où le gouvernement fédéral finance à 50% les dépenses provinciales dans le domaine du soutien du revenu et des services sociaux. Les programmes établis sont au nombre de trois: les soins hospitaliers, les soins médicaux et l'enseignement post-secondaire. Ces programmes sont financés à des degrés différents par les deux niveaux de gouvernement.

Les virements du gouvernement fédéral pour les différents programmes peuvent se faire en espèces, en points d'impôt où le fédéral cède à une province un certain espace fiscal ou en une combinaison des deux.

2. ARRANGEMENTS FISCAUX 1967 A 1972

A partir des accords fiscaux prévalant en 1966, le gouvernement fédéral augmente ses abattements sur l'impôt sur les revenus des particuliers de 24 à 28 points et ses abattements sur l'impôt sur les

profits des sociétés de 9 à 10 points dans toutes les provinces (le Québec était le seul à avoir 10 points depuis 1960); par ailleurs, il maintient à 75% ses abattements sur l'impôt sur les successions. Toutefois, contrairement aux abattements d'impôt antérieurs, généralement inconditionnels, les quatre points additionnels sur l'impôt sur les revenus des particuliers et le point additionnel sur l'impôt sur les profits des sociétés sont consentis, cette fois, aux provinces pour des dépenses spécifiques dans le domaine de l'éducation post-secondaire. Ils servent partiellement de substituts aux programmes de subventions aux universités et d'aide à la formation technique et professionnelle.

En plus de modifier son aide à l'éducation post-secondaire, le gouvernement fédéral, par la même occasion, accroît cette aide. En effet, en plus du transfert fiscal aux provinces via les abattements de points d'impôt, le gouvernement fédéral s'engage à leur verser un paiement additionnel tel que le total atteigne 50% des dépenses dans les domaines de l'éducation post-secondaire ou, si la province le désire, un montant de 15 $ per capita pondéré par un indice des coûts de l'éducation post-secondaire.

Les points d'impôt abattus par le gouvernement du Canada en faveur du Québec pour la période de 1966 à 1971 sont les suivants:

	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur les profits des sociétés	Impôt sur les successions
1966	47(24 + 3 + 20)	10	75
1967	50(28 + 3 + 19)	10	75
1968	50(28 + 3 + 19)	10	75
1969	50(28 + 3 + 19)	10	75
1970	50(28 + 3 + 19)	10	75
1971	50(28 + 3 + 19)	10	75

A la suite de ces arrangements fiscaux, le Québec perd un point d'abattement fiscal lié au programme de formation technique et professionnelle. L'ensemble des abattements consentis au Québec, pour s'être retiré des différents programmes, passe alors de 20 à 19 points.

La formule de paiement de péréquation est modifiée. La base sur laquelle vont s'effectuer les calculs, concerne non seulement les trois impôts standard et les revenus provenant de l'exploitation des richesses naturelles, mais les 16 sources provinciales de revenus. Pour chaque source de revenus, on choisit une base, la plus près possible des bases de toutes les provinces; puis, pour chaque source provinciale de revenus, on calcule un taux national moyen en divisant l'ensemble des revenus de toutes les provinces par la base choisie. Ce taux national moyen est ensuite appliqué à la base de chaque province et on divise par le nombre d'habitants de la province pour obtenir le rendement per capita d'une taxe prélevée au taux national. On peut alors calculer le paiement de péréquation de chaque province, pour chaque source de revenus, en multipliant la différence entre le rendement per capita dérivé de la province par la population de cette même province.

3. ARRANGEMENTS FISCAUX 1972 A 1977

La réforme fiscale de 1971 introduit le concept d'impôts séparés qui a pour effet de modifier le calcul du partage fiscal en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des particuliers. Sous l'ancien système, la somme de l'impôt provincial et fédéral égalait 100% et l'on procédait par abattement de points d'impôt; avec ce système, chaque abattement en faveur des provinces réduisait d'autant l'impôt fédéral. Maintenant, avec le nouveau système, la table d'impôt fédéral égale 100% et le pouvoir d'imposer des provinces se fera en sus et sera exprimé en pourcentage de cette base. Par suite de l'élargissement de l'assiette fiscale fédérale et de ce changement de système, les 28

points d'abattement général correspondent désormais à 30,5% de l'impôt fédéral. Compte tenu de la surtaxe de 6% sur l'impôt provincial sur le revenu des particuliers, introduite au Québec en 1968, ce pourcentage est de 34%. De plus, afin de tenir compte des 22 points d'abattement liés à des programmes à frais partagés, la table d'impôt fédéral est réduite de 24% pour le Québec. Les taux d'impôt provinciaux au Québec sont augmentés de façon correspondante. En conclusion, en vertu des arrangements fiscaux qui portent sur la période du 1er avril 1972 au 31 mars 1977, le gouvernement fédéral retire 76% de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers tandis que le gouvernement du Québec en retire 24%. Ce dernier retire de plus un montant d'impôt provincial équivalent à environ 34% de l'impôt fédéral.

Le calcul de la péréquation dans les présents arrangements est basé sur l'impôt sur le revenu des particuliers, sur les profits des sociétés, sur l'impôt sur les successions et sur 16 autres sources de revenus. Le rendement national moyen de chaque source de revenus sert de base pour la péréquation. Ainsi, les provinces où le rendement per capita des différentes sources de revenus est inférieur au rendement national moyen per capita retirent des paiements de péréquation.

Les abattements d'impôt liés à des programmes à frais partagés, en plus de la péréquation, sont sujets à des paiements de rajustement. Le paiement de rajustement est le montant que donne la différence entre le rendement des points d'impôt et le montant que, de toute façon, le fédéral aurait versé.

Depuis 1967, le gouvernement fédéral veille à ce que chaque province reçoive annuellement au moins 95% des revenus de l'année précédente provenant d'un même régime fiscal. Faisant suite aux demandes des provinces, le gouvernement fédéral consent à porter la garantie de stabilisation des revenus des gouvernements provinciaux à 100% pour la période de 1972 à 1977.

4. ARRANGEMENTS FISCAUX 1977 A 1982

Les nouveaux arrangements fiscaux de 1976, en plus d'être une prolongation des arrangements déjà existants, présentent une nouvelle approche qui devrait permettre une meilleure répartition entre les provinces, en mettant de l'avant les paiements per capita.

Au niveau de la péréquation, des changements s'imposaient pour éviter les disparités pouvant exister à la suite des changements dans les ressources naturelles et pour réduire les possibilités pour une province d'influencer la péréquation par ses propres actions.

La formule pour calculer la péréquation est basée sur 29 sources de revenus comparativement à 23 pour les arrangements précédents. Seulement la moitié de toutes les sources de revenus se rapportant aux ressources naturelles non renouvelables est sujette à la péréquation et les revenus des ressources naturelles ne devraient pas dépasser le tiers des transferts de péréquation.

Le paiement de stabilisation relativement aux revenus provenant des ressources naturelles s'applique lorsque ces revenus ont subi une baisse dépassant 50%. La garantie ne couvre pas la baisse de revenus résultant d'un changement dans la taxation provinciale.

En ce qui concerne le revenu garanti s'appliquant au revenu des particuliers, une province peut recevoir une compensation pour une perte de revenus résultant d'un changement de politique du gouvernement fédéral, et si cette perte excède 1%, elle peut recevoir des recettes fiscales de base retirées de l'impôt sur le revenu. Cette garantie s'applique seulement pour l'année suivant le changement de politique du gouvernement fédéral.

Pour les programmes établis, les contributions du gouvernement fédéral ne se feront plus en fonction des coûts réels mais ils prendront la forme de paiements comptants et de transferts d'impôt. Les programmes touchés par cette réforme sont ceux de l'assurance-hospitalisation, des soins médicaux et de l'enseignement post-secondaire.

Le transfert d'impôt pour ces programmes s'élève à 9,143 points d'abattement sur l'impôt sur le revenu des particuliers au profit des provinces. Comme le Québec avait déjà opté pour des points d'abattement sur l'impôt sur le revenu des particuliers lors des arrangements précédents, ses points d'abattement spéciaux passent de 24 à 16,5.

La contribution sous forme de paiement comptant tient compte de la moyenne nationale et de la contribution par habitant à la province. Cette contribution représente 50% de la contribution fédérale moyenne par habitant versée au cours de l'année 1975-76, à laquelle s'ajoute une moyenne mobile sur trois ans du taux de croissance du PNB.

5. L'IMPACT DES ARRANGEMENTS FISCAUX SUR LES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC

Les modifications apportées aux différents arrangements fiscaux qui marquent la décennie 1970-1980 produisent un effet non négligeable sur les finances du gouvernement du Québec.

En effet, le transfert des points d'impôt sur le revenu des particuliers a un impact direct sur la croissance des transferts du gouvernement fédéral qui passent de 961 860 000 $ ou 20,4% des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec pour l'exercice financier 1972-73 à 4 571 478 000 $, soit 26,2% en 1981-82. Ceci représente un taux de croissance annuel composé de 18,9%.

Il convient de remarquer que seul l'abattement général augmente les revenus bruts du gouvernement provincial: l'abattement lié à des programmes à frais partagés ne fait que changer la provenance des revenus, les contributions du gouvernement du Canada diminuant à chaque abattement additionnel. De plus, étant donné les différences dans le rendement des impôts des provinces, les abattements fiscaux sont sujets à péréquation.

Les paiements de péréquation qui représentent 12,6% (1 847 169 000 $) des revenus du gouvernement du Québec en 1980-81, en représentent 13,3% (2 317 823 000 $) en 1981-82. Parmi les autres transferts liés aux accords fiscaux, on retrouve comme principaux programmes l'assurance-hospitalisation (519 005 000 $), l'enseignement post-secondaire (330 202 000 $), l'assurance-maladie (178 692 000 $) et les programmes complémentaires de santé (188 635 000 $). Les contributions aux programmes de bien-être se chiffrent à 663 675 000 $ en 1981-82 tandis que les autres programmes s'élèvent à 364 154 000 $.

Pour tous les renseignements généraux concernant le BSQ et les données statistiques qui y sont disponibles, s'adresser au

Centre d'information et de documentation
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116.